

Une Guerre Nouvelle a Commencé

Internet : Un Nouveau Champ de Bataille

Le Terrorisme à l'Épreuve de l'Informatique

Michel Nesterenko

Email : Michael.Nesterenko@mac.com
Copyright 2002

Table des matières

Avant Propos	4
Introduction	6
Première Partie – Pourquoi Sommes Nous en Guerre	8
I Les Racines de la Guerre et la diplomatie du Pétrole	10
1) Les Racines Pétrolières de la Guerre	10
2) 1945 Le pacte du Quincy (USA - Arabie Saoudite)	10
3) 1953 La CIA intronise le Chah (USA - Iran)	12
4) 1970 La Libye joue et gagne contre l'Oligopole pétrolier	14
II L'explosion du Terrorisme Islamique	16
1) Les Racines Politico-Religieuses du Terrorisme Islamique	16
2) 1920 – 1960 Les Mouvements modernistes de l'Islam	16
3) 1960 – 1980 La Montée de la Violence Islamiste	18
4) 1972 Le Pacte de Baddawi et la Coopérative de la mort	19
5) 1740 – 2002 Le Wahhabisme et la Dynastie des Saud	20
6) 1979 Les États Unis et La Théocratie de Khomeyni	22
7) 1979-1989 Les États Unis et la Jihad d'Afghanistan	24
8) 1998 Le «Mein Kampf» de Ben Laden (Fatwa)	28
9) Les Exploits des Terroristes Islamiques	30
III Du Banditisme Militaire et Global	31
1) Introduction à la Jonction du Terrorisme au Banditisme	31
2) De la Guérilla au Banditisme	31
3) L'Argent de la Drogue	35
4) Les Nouveaux Esclavagistes et Trafiquants d'Organes Humains	40
5) Le Blanchiment d'Argent - Le Hawala	43
6) Les Financements Licites – Zakat et Fondations	47
7) L'Univers Internet	51
IV Al Qaeda et la Globalisation de l'Organisation	52
1) Introduction au Réseau Al Qaeda	52
2) L'Organisation Multinationale du Terrorisme	52
3) Les Fonds d'Al Qaeda	54
4) L'Or et les Diamants	55
5) Les Fondations	55
6) Le Manuel des Opérations d'Al Qaeda	56
7) Le Matériel Militaire	68
8) L'Univers Internet	69
V La psychologie de l'artificier Kamikaze	70
Deuxième Partie – La révolution des Affaires Militaires	76
I Les Dysfonctionnements de la réponse démocratique	77
1) Introduction aux Effets de la Guerre Dissymétrique	77
2) La Paralysie de l'Action Préventive américaine – Le Plan de Clarke	77
3) Le 11 Septembre -- Dire Ou ne pas Dire	80
4) L'Empire «Du Bien» en Difficulté	85
II Le Théâtre d'Opérations en 4 Dimensions	91
1) Introduction au 21 ^e Siècle et l'Univers d'Internet	91
2) Le Facteur Espace-Temps sur le Théâtre d'Opérations	91
3) Les Armes Électroniques et leur Doctrine	94
4) L'évolution des Armes et la Stratégie du 21 ^e Siècle	99
5) L'Infoguerre au 21 ^e Siècle	102

6)	Les Attaques Télécommandées contre l'Infrastructure Nationale _____	104
7)	Les Forces Spéciales, les ONG et la Non-linéarité _____	106
8)	La Nécessité de la Transparence Politique _____	111
9)	La Maîtrise des Chaînes d'Information – CNN et Al Jazira _____	113
III	Le Renseignement dans la 4^e Dimension au 21^e Siècle _____	116
1)	Introduction et les Auteurs Classiques _____	116
2)	La «Guerre des Réseaux» (Netwar) _____	117
3)	Les Banques de Données _____	120
4)	Vers le Renseignement Ouvert _____	124
5)	Le Renseignement Holistique _____	126
6)	Comment Trop de Secret Tue le Renseignement _____	127
	Troisième Partie – Stratégie et Contre-Offensive _____	130
1)	Introduction à la Stratégie de Contre-Offensive _____	131
2)	La Contre-Offensive Sociopolitique _____	132
3)	La Contre-Offensive Psychologique _____	133
4)	La Contre-Offensive et la «Prévention Électronique» _____	135
5)	Exemples de Harcèlement Électronique _____	136
6)	Désorganiser les Communications _____	137
7)	Désorganiser la Chaîne Logistique _____	138
8)	La Traque Électronique Continue _____	140
	Conclusion _____	142
	ANNEXE – A – Événements Marquants _____	144
	Bibliographie _____	147

Avant Propos

L'étude de Michel Nesterenko sur un sujet d'actualité montre combien le renseignement en France, comme celui d'Outre Atlantique, est obsolète et peu adapté aux nouveaux défis du terrorisme.

Partagé entre des directions différentes, n'appartenant pas aux mêmes ministères, sans réel organe de coordination, le renseignement français est lourd, lent et cher.

On l'a vu lorsque la France a été confrontée aux problèmes posés par le FLN, l'OAS, ou les attentats terroristes islamistes... Il a fallu créer en toute hâte des organismes de coordination, rassemblant des fonctionnaires issus de différentes directions.

Le terrorisme auquel la France doit faire face comme l'ensemble des autres puissances démocratiques est d'ordre différent. Une des premières nécessités est la coordination de l'information. Qui sera le destinataire des renseignements extérieurs (l'international) ?

C'est pourquoi il conviendrait de regrouper dans un seul et même service à deux têtes, l'international-DGSE et le national-DST, les sous directions des Renseignements Généraux, la Sécurité Militaire etc... bref, l'ensemble des organismes impliqués dans le renseignement. Il faudrait aussi revoir les procédures d'acheminement de l'information et de proscrire les notes blanches qui peuvent s'avérer dangereuses. Il faudrait rassembler toutes les informations dans une seule grande documentation commune à ce groupe de renseignement avec un accès modulé en fonction des prérogatives « du droit de savoir » du chercheur. Il faudra prendre en compte la hiérarchie du renseignement et les contraintes de la protection des libertés individuelles.

Ce service devrait être contrôlé par un Secrétaire d'État dépendant du premier ministre avec la représentation des hauts fonctionnaires de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Finances.

Les diverses fonctions des Renseignements Généraux (RG) pourraient s'exercer au niveau de la Sécurité Publique à la demande des préfets. La surveillance des Jeux dépendrait de la Police Judiciaire etc...

L'ouvrage de Michel Nesterenko explicite quel profit on peut tirer de la création d'un organisme ad hoc et l'utilité d'une telle documentation dans la lutte antiterroriste. On ne peut attendre les coups pour riposter. Michel Nesterenko montre ce qu'il est urgent de faire, s'il est encore temps !

Jacques Delebois
Contrôleur Général Honoraire de la Police

Introduction

Le 11 septembre 2001, le plus sanglant attentat de tous les temps, frappait, la plus formidable puissance économique et militaire mondiale : les USA.

Avec quelques cutters et des avions de ligne américains, remplis de passagers innocents, une poignée de terroristes déterminés ont infligé des pertes inouïes à l'économie et à la superbe américaine. Les pertes directes se chiffrent seulement à quelques milliards de dollars, mais le choc infligé à l'économie a fait basculer le budget national d'un léger surplus à un déficit de plus de \$ 100 milliards. Le pouvoir politique feignait la plus grande surprise, mais par contre la désorganisation, elle était bien réelle. Que s'est-il passé ? Qui est l'ennemi ? Comment arrêter ce fléau ?

Oui nous sommes en Guerre. Il ne s'agit pas d'une guerre où les divisions blindées caracolent dans les grandes plaines de Pologne ou du désert Irakien. Cette Guerre d'un type nouveau a fait peu de héros, et pourtant nous avons déjà plusieurs milliers de morts.

Contrairement à une certaine propagande médiatique, l'idéologie de cette guerre n'est pas une croisade religieuse. D'ailleurs les premiers milliers de morts furent des musulmans ainsi que leurs chefs, comme le Président Sadate (Égypte). Il y a peu de dirigeants arabes qui n'aient pas déjà fait l'objet de tentatives d'attentat de la part des extrémistes « religieux ». Ben Laden a essayé de faire assassiner le Président Qadafi (accusé par les Américains de financer les terroristes) pour prendre le contrôle de la Libye. Cette guerre est conduite par des bandits appartenant à une coopérative mondiale du crime et financés par les milliards accumulés dans les trafics de drogue, d'esclaves, par des chantages et autres activités criminelles. La religion n'est qu'une couverture ou un manteau.

C'est la technologie informatique qui donne à cette menace toute sa force. Mais une contre-offensive brutale appuyée strictement sur la technologie ne résoudrait pas le problème sur le long terme. Il faut analyser et comprendre les causes historiques profondes ainsi que les motivations individuelles pour bien cadrer la réponse technologique. Il faut éviter d'annoncer que des membres d'Al Qaeda seraient à Bagdad alors qu'il y en a bien plus qui attendent à New York et à Londres. Et il faut surtout éviter de bombarder, sans discrimination, des grottes en Afghanistan pleines de moutons, pris pour des chefs terroristes qui se cacheraient là !

Tout cela en laissant intacts les milliers d'hectares de plantations de pavot, qui promettent une récolte record, ce qui va financer encore plus de terroristes.

C'est sur le champ de bataille d'Internet qu'il faut combattre les terroristes, sans pour cela délaissier les actions traditionnelles des forces de Police. Mais compte tenu de l'évolution historique et organisationnelle du crime organisé, il faut étendre la palette des moyens utilisés dans la contre-offensive des Forces de l'Ordre.

La première partie de cette étude enquête sur les causes historiques, les motivations et l'environnement des terroristes. La deuxième partie décrit les nouvelles armes et le nouveau champ de bataille dans lequel ce nouveau type de guerre se propage. La troisième partie propose une stratégie de contre-offensive.

Première Partie – Pourquoi Sommes Nous en Guerre ?



source : Le Monde Diplomatique

Moyen-Orient en 1914

I Les Racines de la Guerre et la diplomatie du Pétrole

1) Les Racines Pétrolières de la Guerre

Un des effets de l'alternance politique dans les démocraties occidentales et de susciter une certaine amnésie historique chez les dirigeants politiques élus. Chaque gouvernement ne se sentant pas totalement lié par les engagements des gouvernements précédents, mais par contre se sentant totalement redevable de la vision des citoyens qui l'ont élu. Cet état de fait n'est nulle part plus perceptible que dans la politique américaine.

Les gouvernements du tiers-monde, eux au contraire, ont généralement une très bonne mémoire historique sur le long terme. Les conteurs populaires iraniens, encore aujourd'hui, narrent les massacres d'Alexandre le Grand. Souvent nous avons à faire à des monarques ou des potentats, qui ne s'embarrassent pas d'alternance électorale. Mis à part les coups d'états, ce type de régime autocratique semble apporter une certaine stabilité nationale. Certaines voix¹ en Occident se sont élevées pour nous rappeler qu'un être humain qui meurt de famine recherche avant tout à se nourrir et n'a que faire d'un bulletin de vote.

Dans sa politique vis-à-vis des pays arabes, d'où nous voyons surgir les vagues de terroristes islamiques, l'Occident n'a eu de cesse que de traiter les dirigeants autochtones comme de vulgaires marionnettes que les grands patrons de nos multinationales pétrolières pouvaient commander à leur guise, par la force si nécessaire, et avec condescendance de surcroît. En tout cas c'est de cette manière que l'histoire des relations pétrolières est perçue par les dirigeants arabes. C'est clairement contre cette image d'opresseur occidental, vraie ou fausse, que les jeunes arabes se rebellent.

2) 1945 Le pacte du Quincy (USA - Arabie Saoudite)

Les recherches de pétrole en Arabie Saoudite datent de 1923, faites par un Néo-Zélandais, Frank Holmes qui préféra se concentrer sur Bahrain, qui était alors un protectorat anglais. En 1927 le roi Ibn Saud réussit à unir les clans rivaux de la Mecque et du Hejaz et donna le nom de son clan au pays. Le premier accord date de 1933 et en 1939 Texaco et Socal mirent en production leur première concession. Au printemps 1943, le Président Roosevelt

¹ Robert Kaplan, *The Coming Anarchy – Shattering the Dreams of the Post Cold War*, Vintage Books, 2000.

inquiet d'une pénurie possible et pour contrer les visées britanniques signa une lettre déclarant : « Je déclare que la défense de l'Arabie Saoudite est vitale pour la défense des États Unis. » Le 14 février 1945, de retour de Yalta, le président Roosevelt fit escale en Égypte pour rencontrer le roi sur le croiseur « Quincy ». La question du retour des Juifs en Palestine se heurta à un refus systématique du roi. Roosevelt eut plus de succès en ce qui concerne les facilités portuaires dans le Golfe pour la Navy et en ce qui concerne le pétrole. Le pacte du Quincy confirme que la stabilité du royaume fait partie des intérêts vitaux des États Unis. Les États Unis garantissent la sécurité extérieure du royaume en contrepartie d'un approvisionnement garanti et à prix stable. Les compagnies pétrolières américaines, regroupées au sein d'une holding gouvernementale américaine, l'Aramco, seront locataires des champs pour soixante ans jusqu'en 2005. La non-ingérence américaine dans la politique intérieure du royaume garantit la préférence économique pour les États Unis.

Dés son origine la politique pétrolière internationale des États Unis est inféodée aux intérêts commerciaux des grandes compagnies américaines cherchant à se prémunir d'un quasi-monopole de BP s'appuyant sur l'infrastructure de l'empire britannique.

La question d'Israël restera un point de discorde du partenariat américano-saoudien. Deux mois avant sa mort Roosevelt reçut une nouvelle lettre du roi Ibn Saud exigeant un frein au support pro - israélien de la politique américaine. Dans sa réponse au roi, Roosevelt réaffirma sa neutralité et promit que les États Unis ne changeraient pas leur politique sans consultation préalable de la monarchie. Deux mois plus tard suite au décès de Roosevelt le président Truman rendit publique la lettre de Roosevelt mais refusa de confirmer les engagements de neutralité et d'amitié. Truman donna rapidement son support pour la création de l'état d'Israël. En décembre 1946 le Prince Faysal rencontra le Président Truman, pour confirmer les préoccupations du roi son père en ce qui concernait l'expansion du Sionisme. Dean Acheson décrit la visite :

« L'émir, d'une grande prestance avec son burnous blanc et ses anneaux dorés, rehaussés par son teint basané, avec une barbe pointue et une moustache surmontée par un nez fin et crochu et des yeux noirs et perçants, laissait une impression sinistre, soulagée de temps en temps par un sourire timide [...] Alors qu'il parlait avec le président Truman, il me semblait que leurs esprits se croisaient mais ne se rejoignaient pas. L'émir était préoccupé par la situation au moyen orient, le président par la situation des juifs déplacés en Europe [...] L'émir me laissa l'impression d'un homme

qui pouvait être un ennemi implacable et qui devait être pris au sérieux.¹ »

Afin de préserver cette dichotomie des deux politiques étrangères contradictoires, d'un côté, le support d'Israël nécessaire pour les votes, et de l'autre, le support de l'Arabie saoudite nécessaire pour le pétrole, le département d'état américain confia la diplomatie du pétrole aux compagnies. En créant une sorte de gouvernement autonome les États Unis surent préserver un certain équilibre pendant près de vingt cinq ans.

3) 1953 La CIA intronise le Chah (USA - Iran)

Dans les années 1920, l'Empire Britannique pour consolider son emprise sur l'Iran, fit pression sur le Premier Ministre Iranien. Les Britanniques exigèrent de faire voter par le parlement iranien, le Majlis, des lois entérinant un monopole de fait de la couronne britannique sur le royaume Kadjar. Le roi Ahmade Chah refusa de signer les lois. La famille du Chah a confirmé² que le souverain ne pouvait se résoudre à ce qui, pour lui, revenait à une vente de son royaume. En 1921, pour faire pression sur le Chah, il fut invité à Londres. À la fin du dîner officiel le roi britannique fit un discours, suivi par celui du Chah. Le Chah remercia la couronne britannique mais refusa de parler des lois comme il avait été convenu. Le lendemain, nouveau dîner, nouveau discours, et toujours le même refus de la part du souverain qui fut invité à quitter la Grande Bretagne sans plus tarder. Le Gouvernement français profita de l'occasion pour inviter le Chah, et le complimenta dans des termes très élogieux, pour avoir osé tenir tête à l'empire britannique.

Profitant d'un nouveau voyage du roi en Europe, un officier du nom de Ahmed Reza Pahlevi, prit le pouvoir sous le nom de Reza Chah.

En 1941 quand Hitler envahit la Russie, le Chah refusa de chasser ses conseillers Nazis. Pour protéger les fournitures de pétrole, les Russes et les Britanniques envahirent l'Iran et le Chah dut abdiquer en faveur de son fils de 21 ans, Mohamed Reza, et partir en exil. À la fin de la guerre les Russes furent repoussés vers le nord.

Les Britanniques voulaient avoir, au pouvoir, une marionnette à leur solde. Comme le dit Winston Churchill :

« Nous avons chassé un dictateur vers l'exil, et installé un souverain constitutionnel, engagé sur toute une série

¹ Dean Acheson, Present at the Creation, Signet, New York, 1969, p 241.

² Propos recueillis en 2001, auprès de la famille Sabeti proches cousins du Chah.

longtemps repoussée, de réformes sérieuses et réparations¹ ».

Trente ans plus tard, le Chah se confia à Anthony Simpson en ces termes :

« Nous étions un pays libre, et tout d'un coup les Russes envahirent notre pays et vous autres britanniques entraînaient mon père en exil. Puis nous avons appris que la compagnie pétrolière était en train de créer des marionnettes – des gens justes claquant des talons aux ordres de la compagnie pétrolière – ainsi cela devint à nos yeux comme une sorte de monstre – pratiquement une sorte de gouvernement au sein même du gouvernement iranien². »

En 1933, Sir William Frazer, alors directeur financier avait aidé le président de BP, Sir John Cadman dans les négociations d'un nouvel accord avec l'Iran. En 1941 Sir William assumait la présidence de BP. Fortifié par la participation du gouvernement britannique en tant qu'actionnaire³, il était convaincu que BP pouvait et devait maintenir son monopole sur le pétrole iranien. Ce fut son intransigeance qui a conduit au premier conflit politique de l'histoire du pétrole.

En 1949, Le Majlis refusa les concessions de Sir William. En 1951, Le Dr Mossadeq, nouvellement élu président du comité pour la politique pétrolière iranienne demanda la nationalisation. Le Premier ministre, le général Razmara, déclara alors, que l'Iran ne pouvait pas abroger la concession. Quatre jours plus tard il fut assassiné. Mossadeq fut immédiatement élu Premier ministre et la saisie des champs pétrolifères de BP fut votée. Le gouvernement britannique qui s'était reposé sur BP pour toutes les informations à propos de l'Iran fut pris de cours. Le Ministre des Affaires Étrangères, nouvellement nommé, était indigné de l'ingratitude iranienne, et pensait qu'une intervention militaire s'imposait. Cette attitude était suivie par le Ministre de la Défense, Emmanuel Shinwell et Sir William Frazer le président de BP. Lord Mountbatten, qui venait de négocier l'indépendance des Indes était, au contraire, convaincu qu'une intervention serait désastreuse pour le rôle futur de la Grande Bretagne en Asie. Un croiseur, le HMS Mauritius, fut détaché et une brigade de parachutistes fut positionnée. Au mois de septembre, Le président Truman signifia qu'il ne tolérerait pas l'usage de la force. Pendant le conseil des ministres à Londres, le Premier Ministre Attlee trancha définitivement contre l'usage de la force. Profitant d'un surplus de

¹ Anthony Sampson, *The Seven Sisters*, Bantam Books, 1975, p139.

² "Interview de l'auteur", 4 février 1975, Anthony Sampson, *The Seven Sisters*, Bantam Books, 1975, p139.

³ 51% des actions et deux administrateurs.

capacité productive sur le marché mondial, et grâce à l'aide de son gouvernement BP organisa alors un boycott très efficace.

Depuis le début de la crise, les services britanniques avaient identifié un mouvement anti-Mossadeq en Iran. Le gouvernement britannique ne désirait pas approuver un coup d'état et transmit le projet à la CIA. La CIA elle-même ne désirait pas agir sans l'appui britannique. Ce fut Churchill en avril 1953 qui donna le feu vert à l'opération. Mossadeq prit le contrôle de l'armée et força le Chah à quitter le pays. Trois jours plus tard, les supporters du Chah, encadrés par des agents, occupèrent la rue et forcèrent Mossadeq à démissionner. Le Chah fut accueilli triomphalement dans sa capitale. Ce fut donc un coup organisé et financé par la CIA¹ qui permit au Chah de conserver sa couronne. Cet épisode apprit au Chah que si l'aide américaine était essentielle, en politique interne, il lui fallait toutefois préserver une apparence d'indépendance et ne pas paraître être à la solde de l'Occident.

Avec l'arrivée des Américains en décembre 1953, BP ne put maintenir son monopole et un consortium fut établi pour inclure les « sept sœurs »² au sein de la National Iranian Oil Company. NIOC restait propriétaire des puits et des raffineries et le pétrole était acheté par les participants du consortium en fonction d'un barème précis. L'accord final comportait une clause secrète pour limiter la production iranienne, compte tenu des règles d'allocations, au niveau nécessaire pour la compagnie la moins demandante. Cette clause secrète semble avoir été tenue secrète du Chah et des gouvernements iraniens successifs jusqu'en 1974, lorsqu'elle fut divulguée à l'occasion d'une enquête du sénat américain.

4) 1970 La Libye joue et gagne contre l'Oligopole pétrolier

La production de pétrole libyen débute dans les années soixante. Compte tenu de sa position géographique proche des marchés européens et étant du bon côté du canal de Suez, la production libyenne représentait près du quart des achats européens en 1970. Très tôt la Libye devint un champ de bataille entre les « Majors » et les compagnies indépendantes. Les Majors avec leurs larges ressources au Moyen Orient cherchaient avant tout à éviter une surproduction. Le gouvernement libyen, lui, préférait les indépendants afin d'accélérer la mise en valeur. En 1970 ceux-ci représentaient la moitié de la production.

¹ \$ 700,000 Anthony Sampson, The Seven Sisters, Bantam Books, 1975, p151.

² Shell, Mobil, Exxon, Texaco, Gulf, Socal et la Compagnie Française des Pétroles (CFP).

Le 1^{er} septembre 1969 le roi Idris fut renversé par un groupe de jeunes officiers commandés par le Colonel Muamer Qadafi¹. Le Colonel Qadafi bénéficia immédiatement du support du Département d'État américain. Le Colonel John Groom qui était l'officier commandant la base aérienne stratégique américaine proche de Tripoli se rappelle les événements :

« Le roi Idris était en voyage à l'étranger. Qadafi et une douzaine d'hommes équipés d'armes légères commencèrent à occuper quelques bâtiments officiels dans Tripoli. Les armes lourdes de l'armée libyenne se trouvaient entreposées sur notre base et je les mis immédiatement sous séquestre au milieu de la base. Compte tenu du très petit nombre d'insurgés, une dizaine tout au plus, et de l'absence totale de support au sein de la population, il aurait été facile d'arrêter l'insurrection en ordonnant quelques passes en vol supersonique par les chasseurs bombardiers de la base. Le Pentagone fut informé immédiatement. La réponse vint du Département d'État en ces termes : Le roi Idris est un homme corrompu, le Colonel Qadafi est un homme honnête et un grand ami des États Unis, il ne faut donc pas gêner sa prise du pouvoir. Afin d'éviter un bain de sang prévisible, j'ai appelé les personnalités proches du roi pour leur offrir une évacuation immédiate, vers l'Allemagne, par avion militaire. Ceci fit l'objet d'une plainte de Qadafi et déplut aux bureaucrates du Département d'État à Washington². »

Qadafi et son équipe étaient déterminés à user du pétrole comme d'une arme contre Israël et à forcer l'Occident à payer. Le Dr Suleiman Maghrabi, éduqué à George Washington University avait été le conseil juridique d'Exxon. Qadafi exigea une augmentation des prix, prit des contacts avec Moscou et débuta les négociations avec chaque compagnie individuellement.

La stratégie de Qadafi était appuyée au Département d'État, à Washington, par l'expert du pétrole, Jim Akins, un pro arabe convaincu. Akins qui redoutait une crise pétrolière, prit la position suivante : pour lui (et le Département d'État) toutes les demandes libyennes étaient justifiées³. Le premier à capituler fut Armand Hammer et sa compagnie « indépendante » Occidental Petroleum. Compte tenu de la croissance des indépendants, les Majors n'étaient plus en position d'imposer un boycott, comme ils l'avaient fait avec succès à l'époque de Mossadeq d'Iran. Les analystes

¹ Qadafi n'était que capitaine lors de la prise du pouvoir. Ce n'est que quelques semaines après la prise du pouvoir qu'il réussit à imposer son commandement et se promu Colonel.

² Propos recueillis par l'auteur en 1974.

³ Enquête du Sénat, Multinational Hearings, 1975

étaient unanimes sur le fait que, sans rationnement, l'Europe recevrait 85 % de ses besoins, pour une période de six mois. Au-delà il faudrait envisager d'autres sources pour empêcher la pénurie. Une nationalisation des installations libyennes risquait d'inciter les Européens à traiter directement avec Qadafi.

Socal et Texaco furent les premières à suivre l'Occident. Qadafi avait gagné son pari, les compagnies étaient désorganisées. Les réunions de l'OPEC, qui suivirent propagèrent l'augmentation de prix et marquèrent le passage d'un marché contrôlé par quelques grandes compagnies acheteuses, à un marché favorable aux vendeurs.

II L'explosion du Terrorisme Islamique

1) Les Racines Politico-Religieuses du Terrorisme Islamique

Depuis son apparition l'Islam a uni un code de pensée religieuse à un code de vie politique et social. Il était donc prévisible que le choc du modernisme et son cortège de découvertes scientifiques suscitent une réaction de nature religieuse. La majorité des musulmans ont toujours été politiquement progressistes et modérés, comme en témoigne l'histoire Turque et la période d'Ata-Turk.

C'est en Égypte, après l'arrivée au pouvoir de Nasser, que s'amorce la radicalisation du mouvement Islamiste moderne. Très vite le mouvement radical se focalise sur la question de l'existence même d'Israël, protégée par les États Unis. Les vieux griefs du manque de considération de la part des compagnies pétrolières viennent alimenter le brasier.

C'est la vision à court terme de la politique américaine qui va lancer la tornade du terrorisme Islamique. Pour se venger de l'URSS et « donner un Vietnam » aux Russes, les dirigeants américains vont armer, faire payer, et former au terrorisme et sabotage militaire et civil, les militants Islamistes les plus violents et les plus religieusement intégristes.

2) 1920 – 1960 Les Mouvements modernistes de l'Islam

Le Mouvement Salafiste

Vers le milieu du 19^e siècle les penseurs musulmans éduqués en Occident cherchent à recentrer la culture musulmane déstabilisée par la colonisation. Le mouvement semble empreint d'une certaine

nostalgie de la grande époque des Califats, quand l'islam régnait en maître depuis les plaines d'Asie centrale jusqu'au cœur de l'Europe et alors que l'Europe sortait à peine du Moyen Âge. À cette époque faste, l'essentiel de la science et de la médecine se trouvait chez les érudits de Bagdad, Damas ou Fès. Cette nostalgie se trouva confrontée aux difficultés d'adaptation aux réalités du monde et de la technologie moderne ainsi qu'à la puissance militaire des empires coloniaux laïques.

Al-Afghani¹ prônait un changement de l'organisation sociale des musulmans, tout en restant fidèle aux racines grâce à une interprétation compatible avec le progrès.

Rashid Rida² milite pour le rétablissement d'un gouvernement consultatif musulman, la restauration du Califat et la réforme religieuse rendant à l'islam son éclat originel. Rida reprend les thèses d'Ibn Taymiyya³ une des références de l'islam politique.

Le Pakistanais **Iqbal**⁴ se battra contre le déclin politique, l'interdiction d'analyse des sources textuelles⁵, un mysticisme passif et l'imitation non réfléchie des coutumes de l'Occident. Iqbal nous dit : « La tâche qui s'offre aux musulmans modernes consiste à repenser l'islam dans sa totalité, sans toutefois rompre avec le passé⁶. »

1927 et Les Frères Musulmans

C'est en 1927 que **Hassan al-Banna**⁷ créa en Égypte l'association des Frères Musulmans. Al-Banna exprimera sa vision en ces termes :

« Vous êtes une âme nouvelle dans le cœur de cette nation pour lui donner la vie au moyen du Coran... quand on vous demande ce que vous proposez, répondez que c'est l'islam, le message de Muhammad, la religion qui contient en elle le gouvernement et qui compte dans ses obligations la liberté. Si l'on vous dit que vous faites de la politique, répondez que l'islam ne reconnaît pas cette distinction. Si l'on vous accuse d'être des révolutionnaires, dites : nous sommes des voix pour le droit et pour la paix auxquels nous croyons avec ferveur et dont nous sommes fiers. Si vous vous dressez contre nous ou

¹ Jamal al-Din al-Afghani (1839-1897)

² Rashid Rida (1865-1935)

³ Taqi al-Din Ibn Taymiyya (1263-1328)

⁴ Muhamad Iqbal (1873-1938)

⁵ Source d'une déstabilisation politique des gouvernements en place.

⁶ M. Iqbal, Reconstruire le pouvoir religieux, Maisonneuve, Paris, 2000.

⁷ Hassan al-Banna (1906-1948).

barrez la route à notre message, alors Dieu nous autorise à nous défendre contre votre injustice¹. »

Dans cette première phase les Frères Musulmans luttèrent contre le pouvoir britannique en Égypte. Ils s'associèrent au « Cercle des Officiers Libres » du Colonel Nasser et participèrent à la prise du pouvoir de ce dernier, en 1952. Puis le mouvement est déclaré hors la loi et se radicalise dans les prisons égyptiennes. Bien que la majorité des Frères soient souvent issus de classes moyennes et prônent une stratégie sociale douce, ils tolèrent la coexistence, au sein du mouvement, de groupes exaltant la violence politique.

3) 1960 – 1980 La Montée de la Violence Islamiste

Le Pakistanais **Sayyid Mawdudi** est un disciple d'Iqbal dont il radicalise les thèses. Il prône la lutte nécessaire² :

« L'Islam a prescrit que, par une lutte constante, si nécessaire par la guerre et l'effusion de sang, tous les gouvernements corrompus sont balayés. À leur place, on doit instaurer un système de gouvernement juste et équitable, fondé sur la crainte de Dieu et établi d'après les lois qu'il a édictées, au détriment de tous les intérêts personnels, de classe ou de nation. Ce type de gouvernement est propice à l'humanité toute entière³. »

Sayyid Qotb⁴ suivra tout d'abord la tendance socialiste de l'accès au pouvoir de Nasser. Puis ayant été emprisonné, il sera influencé par la mouvance de Mawdudi. Qotb prône l'élimination physique des chefs d'état :

« Il nous faut mener la révolution totale contre la souveraineté des créatures humaines, dans toutes ses formes et sous toutes ses institutions [...] la rébellion totale en tous lieux de notre terre, la chasse aux usurpateurs de la souveraineté divine qui dirigent les hommes par des lois venues d'eux-mêmes ; et cela signifie la destruction du royaume de l'homme au profit du royaume de Dieu sur la terre⁵. »

Il annonce la décadence de la civilisation occidentale et la suprématie de l'Islam :

« La domination de l'homme occidental dans le monde touche à sa fin, non parce que la civilisation occidentale est matériellement en faillite ou a perdu sa puissance

¹ Traduit par A. Hourani, Histoire des peuples arabes, Seuil, Paris, 1993.

² Sayyid Mawdudi (1903-1979).

³ Mawdudi, al-Jihad fil-Islam, O. Carré et A. Dumont, Radicalismes Islamiques, Tome 2, L'Harmattan, Paris, 1983.

⁴ Sayyid Qotb (1906-1966).

⁵ S. Qotb, Jalons sur la route de l'Islam, I.I.F.S.O. Salimiyah Koweit, 1980.

économique et militaire, mais parce que l'ordre occidental a joué son rôle et ne possède plus cet ensemble de valeurs qui lui a donné sa prééminence. [...] La révolution scientifique a achevé sa fonction, ainsi que le nationalisme et les communautés limitées à un territoire qui se sont développées à son époque. Le tour de l'Islam est venu.¹ »

En 1927, un érudit musulman indien du nom de **Mohammed Ilyas** fonde le mouvement du Jama'at al tabligh². Le **Tabligh** offre des solutions simples reposant sur six principes : la profession de foi, la prière, la connaissance de Dieu, l'intention sincère, le respect du musulman et le temps dégagé. Dans la profession de foi, le musulman pratiquant s'engage à « accomplir toutes les obligations de la religion divine. » Le pratiquant doit réciter sa prière cinq fois par jour sur son lieu de travail ou quelque en soit l'endroit. Contrairement aux autres communautés Ilyas impose la prière collective. Cette prière doit être récitée dans la langue du Prophète. La connaissance de Dieu implique les incantations répétées du nom d'Allah et de citer à toute occasion un Haditz du Prophète. Le quatrième principe de l'intention sincère, couplée à la prière, donne à l'adepte l'assurance nécessaire pour faire face aux érudits et autres docteurs de la loi. Le cinquième principe sert à renforcer la solidarité dans la communauté. Le sixième principe permet de développer le caractère missionnaire. Le Tabligh est un mouvement universaliste présent dans une centaine de pays. Il représente un appel puissant pour tout musulman qui se sent marginalisé par rapport à la société mais qui se sent respecté et honoré en raison de sa foi islamique partagée avec le reste du groupe. Les principes du Tabligh représentant un fort pouvoir mobilisateur un certain nombre d'officiers des services secrets du Pakistan se retrouvent à sa tête³ ainsi que de nombreux candidats au suicide européens comme l'indique l'enquête de Jean Marie Pontaut et Marc Epstein⁴.

4) 1972 Le Pacte de Baddawi et la Coopérative de la mort

En mai 1972, George Habache le chef du FPLP (Front de Libération de la Palestine), invite au Liban les représentants des organisations terroristes, pour mettre en commun l'expérience et les moyens des diverses organisations du monde entier sans distinction de croyances politiques. Le congrès a lieu à Baddawi,

¹ S. Qotb, Jalons sur la route de l'Islam, I.I.F.S.O. Salimiyah Koweit, 1980.

² Antoine Sfeir, Les réseaux d'Allah – les filières islamistes en France et en Europe, Plon, 1997, p. 56.

³ Antoine Sfeir, Les réseaux d'Allah – les filières islamistes en France et en Europe, Plon, 1997, p. 62.

⁴ Jean-Marie Pontaut et Marc Epstein, Ils ont assassiné Massoud – Révélation sur l'Internationale Terroriste, Robert Laffont, 2002.

un camp de réfugiés palestinien près de Tripoli. Le congrès aboutit à la conclusion d'un pacte décrit par Edouard Sablier :

« L'unanimité se fait au sein de ce conclave pour mettre sur pied un système d'aide mutuelle. Chaque organisation s'engage non seulement à faciliter les opérations décidées par d'autres, mais à les conduire elle-même si la demande lui est faite. Ainsi les Allemands de la bande à Bader effectuèrent les détournements d'avion indiqués par les Palestiniens ; Les tueurs de septembre noir abattrent les cibles désignées par les terroristes iraniens. Le pacte de Baddawi est l'acte de naissance officiel du terrorisme mondial. [...] Les Palestiniens fournirent l'argent, les armes, les faux papiers, les camps d'entraînement et surtout les sanctuaires, non seulement au Liban [...] Éventuellement ils prêteront des équipes. Les organisations européennes procureront l'hébergement, le renseignement, les contacts avec les autorités locales. Elles veilleront aux filières d'évasion et encadreront au besoin les équipes d'action palestiniennes¹. »

5) 1740 – 2002 Le Wahhabisme et la Dynastie des Saud

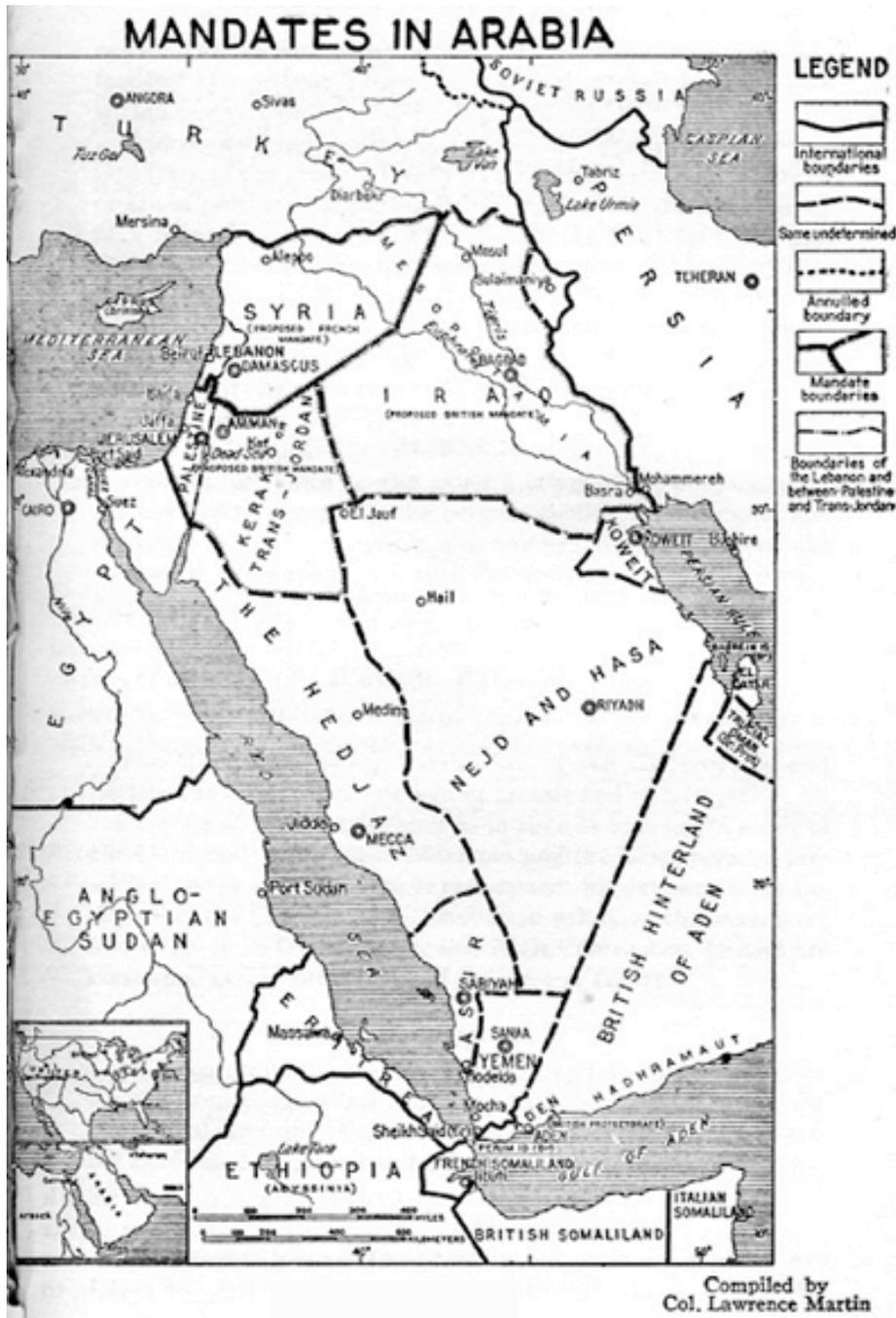
Pour comprendre l'Arabie Saoudite aujourd'hui il est utile de faire un rappel historique. Le prophète Mahomet naît à la Mecque en 569. D'abord berger, puis commerçant, il débute sa mission à l'âge de 40 ans vers les années 610. C'est en 630 que la Mecque se convertit à l'Islam peu avant la mort de Mahomet en 632 à l'âge de 63 ans. Le sanctuaire Al Kaaba dont la tradition fait remonter l'édification à Adam a été de tout temps un lieu de pèlerinage très fréquenté. Avec la mort du prophète, le monde de l'Islam qui s'étend de l'Océan Atlantique jusqu'aux plaines d'Asie centrale et des Indes, va connaître un grand rayonnement culturel, sous la direction des Califes et Emirs. En 660, les Omeyyades transfèrent le centre du pouvoir de la Mecque à Damas². Vers le XVI^e siècle, l'Arabie devient partie de l'Empire Ottoman, excepté pour le plateau désertique du Nejd au centre de l'Arabie.

Vers 1745, un prédicateur radical du nom de Muhammad bin Abd al-Wahhab, est chassé de son oasis à cause de son extrémisme religieux, prônant une interprétation littérale de la charia, et refusant toute modernité telle que le port des bijoux, le tabac ou la musique. Al-Wahhad se réfugie dans l'oasis du clan des Saud. Les deux familles vont conclure un pacte sacré qui va perdurer jusqu'à nos

¹ Edouard Sablier, *Le fil rouge*, Plon, 1983, p. 119-120.

² Damas, Syrie.

jours. La religion est l'affaire de la famille Wahhab qui assure l'obéissance des fidèles au pouvoir politique représenté par la famille des Saud. La foi et le pouvoir partent alors à la conquête du monde pour ramener les croyants vers une pratique pure du Coran. L'unification du Nejd prendra 40 ans. Puis la conquête sunnite des Saud s'étend rapidement du Yémen jusqu'à la ville sainte Chiite Kerala en l'Irak, qui est pillée en 1811. L'empire Ottoman réagit et envoie une armée de 8.000 hommes, qui capture le descendant de la dynastie des Saud après 7 ans de guerre. La famille Saud s'installe alors à Riyad sous l'étroite surveillance de la Turquie.



Le descendant de la dynastie Saud, Abd al-Aziz, profite des bouleversements de la seconde guerre mondiale, et avec l'aide des Anglais et du colonel Lawrence (d'Arabie) pousse les Arabes à la révolte contre les Turcs. En 1918, l'émirat devient autonome dans la région du Nejd. En 1924, La Mecque est prise et les Saud détruisent les tombes Hachémites, descendants du prophète et rivaux des Wahhabites pour le contrôle du pouvoir religieux. En 1925, Médine tombe à son tour et Abd al-Aziz constitue le « royaume du Hedjaz, du Nejd et de ses dépendances. » Abd al-Aziz continue ses conquêtes vers le Yémen, la Jordanie, la Syrie et l'Irak. Il se trouve alors confronté par les protectorats britanniques et se plie à la volonté du Royaume-Uni qui lui fixe ses frontières. Les frontières définitives sont confirmées en 1934.

Le royaume met en place une monarchie régie par le Coran. Le roi Abd al-Aziz règne comme un chef de tribu sans constitution ni parlement. Bien qu'acceptant la construction d'une certaine infrastructure nationale, le souverain freine la modernisation. La religion est une religion d'état, contrôlée par les descendants de Mohammed bin Abd al-Wahhab depuis le pacte de 1745. Quand le Prince Faysal, l'un des 36 fils d'Abdul Aziz, hérite du trône en 1964, il place les membres de sa famille à tous les postes de responsabilité. C'est sous son règne que le royaume va devenir un état moderne. Cependant il maintient la Loi coranique, la charia et l'obligation des cinq prières journalières qui rythment la vie du pays.

C'est le pèlerinage qui permet à la dynastie des Saud de maintenir sa position de leader du monde Islamique. Tout musulman doit faire le pèlerinage au moins une fois dans sa vie. Ce pèlerinage qui dans le passé ne rassemblait que quelques milliers de pèlerins a profité du fantastique essor du transport aérien et des vols charter. À présent le royaume gère 2 à 3 millions de pèlerins. Depuis les années 80, le gouvernement Saoudien impose des quotas au nombre de fidèles par pays d'origine.

L'économie du pays repose sur la mono industrie du pétrole. La première concession est accordée en 1923, avant même la création du royaume Saoudien. La production commence en 1938 et la prédominance américaine est confirmée en 1945. Le pétrole, à lui seul, représente plus de 75 % des revenus du pays, passant de 56 millions de dollars en 1950 à 1,2 milliard de dollars en 1970, puis à 102 milliards de dollars en 1980.

6) 1979 Les États Unis et La Théocratie de Khomeyni

Dans son autobiographie, Henry Kissinger est très élogieux envers le Chah :

« Il fut pour nous un de ces rares chefs, un allié inconditionnel, dont la compréhension du monde mettait en valeur la nôtre. [...] Dans sa capacité de saisir les tendances et courants internationaux, il fut l'un des chefs les plus impressionnants que j'aie connu. [...] Sous la direction du Chah, le pont terrestre entre l'Asie et l'Europe, si souvent la charnière de l'histoire, fut pro-américain et pro-occidental, sans aucun doute. [...] L'Iran fit de son amitié avec les États Unis la fondation de sa politique étrangère. Dire que la menace pour l'Iran, viendrait probablement de l'Union Soviétique, appuyée par des états arabes radicaux, revient à dire que l'analyse des réalités de la politique internationale, faite par le Chah, était en tous points semblable à la nôtre. [...] L'Irak serait découragé de tenter des aventures contre les émirats dans le bas du Golfe, et aussi contre la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Un Iran fort calmerait les tentations de l'Inde de conclure sa conquête du Pakistan. Et tout cela était obtenu sans engagements des ressources américaines, car le Chah était d'accord pour payer les équipements avec ses revenus du pétrole¹. »

« L'importance géopolitique de ce pays (Iran) doit forcer tout gouvernement (américain) à maintenir de bonnes relations avec le groupe au pouvoir en Iran². »

« Le désastre pour l'Occident qui a suivi la chute du Chah a conduit à une recherche fiévreuse pour trouver une raison de blâmer Nixon pour des événements qui se produiront sept ans plus tard³. »

« Pourtant cela n'améliore pas notre réputation de constance, que d'entendre aujourd'hui, le cœur blâmer un chef (le Chah), que huit présidents (américains) ont proclamé – avec raison - ami de notre pays et pilier de stabilité dans une région essentielle et turbulente⁴. »

Alexandre de Marenches, patron des services de renseignements français⁵, entre 1970 et 1981, décrit la décision de l'administration américaine du président Carter, de remplacer le Chah par Khomeyni. Dans son autobiographie il s'exprime en ces termes⁶ :

¹ Henry Kissinger, *The White House years*, Little Brown 1979, p1261-1264.

² Henry Kissinger, *The White House years*, Little Brown 1979, p1265.

³ Henry Kissinger, *The White House years*, Little Brown 1979, p1263

⁴ Henry Kissinger, *The White House years*, Little Brown 1979, p1258

⁵ DGSE, Direction Générale de la Sécurité Extérieure.

⁶ Christine Ockrent et Alexandre de Marenches, *Dans le secret des princes*, Editions Lgf, 1987.

« J'ai mentionné un jour au Chah le nom de ceux qui, aux États Unis, étaient chargés d'envisager son départ et son remplacement. J'avais même pris part à une réunion où l'une des questions abordées était : « Comment faire partir le Chah et par qui le remplace-t-on ? » [...] Les Américains avaient pris leur décision. Comme toujours, ils avaient une vision du pays correspondant à celle des Iraniens qu'ils fréquentaient : ceux qui sortaient de Harvard, de Stanford, ou de la Sorbonne et qui représentaient moins de 1 % de la population. Aux États Unis, on n'imaginait pas que le peuple iranien était composé de gens vivant au Xe siècle¹. [...] Il faut savoir que l'administration Carter, dans son désir imbécile de changer le système politique de l'Iran, avait fait pression sur le Chah qui, affaibli, ordonna à ses forces armées de ne pas réagir. Mieux, l'ineffable Carter dépêcha en Iran le général Hauser qui, au cours d'une tournée des popotes (casernes), prévint les forces armées iraniennes, les meilleures et les mieux équipées de la région, entièrement fournies en matériel américain, qu'ils n'auraient plus une pièce détachée au cas où elles voudraient réagir. Ainsi on mit au pouvoir Khomeyni et se déclencha la révolution Chiite. L'ensemble des forces armées fidèles et obéissantes à Sa Majesté Impériale n'attendait qu'un signe. Il ne vint pas. [...] Pourquoi l'administration américaine de l'époque avait-elle condamné et exécuté son meilleur et plus puissant allié dans cette région hautement volatile et stratégiquement essentielle ? La réponse se trouve sans doute dans un mélange de myopie, de mauvais renseignement et de naïveté historique². »

7) 1979-1989 Les États Unis et la Jihad d'Afghanistan

En 1933, Le Roi Zaher Chah monte sur le trône. De 1956 à 1961, suite aux refus des États Unis aux demandes du Roi, l'Union Soviétique finance l'armée afghane. Entre 1957 et 1973, les Russes prêtent près d'un milliard de dollars pour développer l'économie et deviennent l'un des principaux créanciers. En 1964, le roi introduit la démocratie parlementaire.

¹ Christine Ockrent et Alexandre de Marenches, Dans le secret des princes, Editions Lgf, 1987. P 249-250.

² Christine Ockrent et Alexandre de Marenches, Dans le secret des princes, Editions Lgf, 1987. P 256.

The Caucasus and Central Asia



Source : University of Texas Library Online

En 1968, les Russes terminent le Gazoduc reliant la province de Jozjan vers les centres industriels d'Asie Centrale. La production en 1985 atteindra 2,4 milliards de mètres cubes dont seuls 3 % sont consommés localement. Malgré les cours de sabotages dispensés par la CIA, aux moujahidins, avec mise en pratique sur le terrain Afghan, les exportations de gaz vers la Russie seront rarement interrompues durant la guerre.

En 1973, une junte militaire profite d'un déplacement du roi à l'étranger, pour monter un coup d'état, proclamer la république et la fin de la monarchie. Un cousin du roi, Mohammad Daoud tente de gouverner en négligeant les problèmes sociaux. En 1978, Daoud et sa famille sont tués lors d'un nouveau coup d'état militaire par le parti PDPA de tendance pro soviétique. Nur Mohammad Taraki, un marxiste, prend la présidence et Hafizollah Amin devient premier ministre. Le Kremlin soupçonne Amin d'être un agent de la CIA. En mars 1979, une révolte éclate dans la province de Hérat proche de l'Iran. Les Russes prennent note du soutien de Khomeyni qui vient de rentrer en Iran, grâce à l'aide de la CIA.

La conférence d'Oslo de septembre 1995¹, à permis de comprendre le processus politique USA – Union Soviétique qui a

¹ La Conférence d'Oslo, de septembre 1995, à été organisée par le Watson Institute for International Studies de Brown University. Du côté américain il y avait : Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale ; l'amiral Stanfield Turner, directeur de la CIA ; le général William Odom, responsable des affaires soviétiques au Conseil National de Sécurité ; Marshall Shulman,

entraîné le chaos afghan. Au mois de juin 1979, une mutinerie de l'armée éclate à Kaboul. Les Russes soupçonnent Amin, qui par ailleurs consolide son pouvoir sur l'armée afghane, d'être l'instigateur.

Dans une interview au Nouvel Observateur¹ en janvier 1998, M. Brzezinski déclare au journaliste :

« La réalité gardée secrète jusqu'à présent, est toute autre : C'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime pro soviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques. [...] Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent. Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? »

Dés que les Soviétiques eurent officiellement franchi la frontière le 23 décembre 1979, la note écrite de Brzezinski au président Carter indiquait : « nous avons l'occasion de donner maintenant à l'URSS sa guerre du Vietnam. »

De son côté le général russe Varennikov craignait que l'Afghanistan ne tombe entre les mains des États Unis, ceux-ci pourraient alors installer des missiles qui menaceraient les zones stratégiques russes, en particulier le Kazakhstan.

« Les États Unis dominaient l'Iran depuis longtemps sous Pahlavi. La marine américaine contrôlait l'Océan Indien. Le Pakistan recevait ses ordres de Washington. Tout cela était clair ; les Américains finançaient et formaient les guérilleros islamiques hostiles au régime d'Amin et de Taraki, que nous soutenions. Pour l'Union Soviétique, la menace ne venait pas d'Afghanistan ; elle venait des États Unis, par le biais de son influence écrasante dans cette région. [...] C'était notre sphère d'influence, nos frontières, pas les vôtres. Il n'y avait pas de choix possible il fallait intervenir en Afghanistan. Cela n'explique pas pourquoi nous avons fait la bêtise

assistant du secrétaire d'Etat Cyrus Vance ; Mark Garrison, conseiller de l'ambassade américaine à Moscou ; le Capitaine Gary Sick (Navy) spécialiste de l'Iran au Conseil National de Sécurité. Du côté russe il y avait : Anatoly Dobrynine, ambassadeur d'URSS à Washington, Karen Brutents, vice-chef du comité central du parti communiste ; le général Valentin Varennikov, adjoint du ministre de la défense ; le général Mikhail Greev, premier chef adjoint de l'Etat-Major ; Sergei Tarasenko, spécialiste des Etats Unis et du Moyen-Orient au ministère des Affaires Etrangères.

¹ John K. Cooley, CIA et Jihad 1950-2001 – Contre l'URSS une désastreuse alliance, Editions Autrement Frontières, 2002, p.27-28.

d'envoyer l'armée soviétique. Mais je pense que cela explique pourquoi nous ne voulions pas la chute du régime de Kaboul¹. »

En 1979, la Drug Enforcement Agency (DEA), l'agence antidrogue du gouvernement américain avait émis l'avertissement suivant :

« Dans les relations entre le Pakistan et les États Unis, un autre problème est celui de l'expansion incontrôlée de la culture du pavot dans les régions tribales, le long de la frontière afghane. La production du Pakistan a sans doute atteint les 400 tonnes l'an dernier. Avec celle de l'Afghanistan voisin, le total surpasse celui du Triangle d'or. La capacité pakistanaise de raffinage devient de plus en plus sophistiquée. L'autorité pakistanaise, qui n'a jamais été très forte dans ces régions tribales est incapable de contrôler la production et la contrebande d'opium à cause de l'insurrection en Afghanistan. En outre, l'ordonnance islamique introduite en février [1979] interdisant toute substance intoxicante a paradoxalement réduit à néant l'appareil de contrôle des narcotiques en supprimant les mécanismes légaux existant sans les remplacer par d'autres². »

L'Amiral Stanfield Turner et Brzezinski ont tous deux reconnu que les risques d'une alliance avec les islamistes afghans, l'apparition du terrorisme islamique international et l'extension planétaire du trafic de drogue n'avaient pas été pris en compte³. À de telles questions Brzezinski riposte : « Qu'est ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les Taliban ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques islamistes excités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ? »

Dans les années 1970, la CIA était en proie à de nombreux scandales à répétition largement dévoilés par la presse. En 1977, le président Carter chargea l'amiral Turner, nommé directeur de la CIA, d'effectuer le nettoyage. En trois ans, l'amiral a licencié des centaines d'agents et analystes pour les remplacer par des systèmes de surveillance électronique et satellite. Turner pensait que les opérations clandestines avaient détourné la CIA de son rôle de collecteur de renseignements. C'est donc en pleine désorganisation, et avec un Congrès peu enclin à financer de nouvelles opérations clandestines, que la CIA se voit confier la charge d'organiser la Jihad d'Afghanistan. L'argent sera donc

¹ La Conférence d'Oslo, de septembre 1995, a été organisée par le Watson Institute for International Studies de Brown University.

² John K. Cooley, CIA et Jihad 1950-2001 – Contre l'URSS une désastreuse alliance, Editions Autrement Frontières, 2002, p.70.

³ La Conférence d'Oslo, de septembre 1995, a été organisée par le Watson Institute for International Studies de Brown University.

demandé obtenu par le biais des services secrets saoudiens, l'encadrement et la formation seront organisés par les services secrets pakistanais, pour la CIA. Il ne reste plus qu'à fournir la formation des instructeurs pakistanais ainsi que le support logistique et organisationnel.

En 1989, quand l'armée soviétique quitte l'Afghanistan, le président Bush (père) vient de commencer son mandat et le mur de Berlin s'effondre marquant la fin de la guerre froide. Dans un tel contexte d'euphorie des vainqueurs les opérations secrètes perdent toute importance et les mercenaires islamiques sont abandonnés à leur sort. Ceci fut une grave erreur, et le président Bush aurait dû se rappeler les leçons de l'histoire et la mise en garde de Machiavel en ce qui concerne les mercenaires :

« Ne vous rappelez-vous pas cette terrible époque pour l'Italie où, la fin de la guerre ayant laissé une foule de soldats sans paie, ils se formèrent en compagnie et allaient, imposant les châteaux et ravageant le pays, sans que rien pût les arrêter¹ ? [...] L'infanterie la plus dangereuse est celle qui n'a d'autre métier que la guerre ; car un roi qui s'en est une fois servi, est forcé ou de faire toujours la guerre, ou de la payer toujours, ou de courir le risque de se voir dépouillé de ses États. Faire toujours la guerre est impossible ; la payer toujours ne l'est pas moins ; il ne reste que le danger de perdre ses États². »

8) 1998 Le « Mein Kampf » de Ben Laden (Fatwa)

Extraits choisis de la Fatwa, traduits de l'Anglais par l'auteur³. Les particularités du style sont dues à un effort de rester aussi près du texte que possible. L'original étant probablement en Arabe.

« Déclaration du Front Islamique Mondial sollicitant la Jihad⁴ Sainte contre les Juifs et les Croisés. [...]

Louange à Dieu qui a révélé le livre, contrôle les nuages, défait les dissensions, et dit dans son Livre : « ... Bas toi et tue les païens où que tu puisses les trouver, saisis-toi d'eux, assiège-les, et utilise tous les pièges (de la guerre) pour les surprendre. [...] La Péninsule Arabe n'a jamais – depuis que Dieu la fit plate, la créa déserte, et l'entoura d'océans – été envahie de force comme par les armées des croisés qui se répandent comme des sauterelles, mangeant nos richesses et détruisant nos plantations. Tout cela se passe à une époque où les nations attaquent les musulmans comme des gens se

¹ Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.67.

² Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.71.

³ www.emergency.com/1999/bnldn-pg.

⁴ Guerre Sainte.

disputant un plat de nourriture. L'heure est grave et compte tenu du manque d'aide vous et nous sommes obligés de discuter des événements présents, et nous devons nous mettre d'accord pour savoir comment résoudre le problème.

Tout le monde aujourd'hui est d'accord sur trois faits qui sont connus de tous ; nous allons les énumérer pour rafraîchir la mémoire de chacun.

- Premièrement, pendant plus de 7 ans les États Unis envahirent les terres de l'Islam dans les lieux les plus sacrés, la Péninsule Arabique, pillant ses richesses, donna des ordres à ses dirigeants, humiliant le peuple, terrorisant ses voisins, et transformant ses bases dans la Péninsule en un fer de lance pour combattre les peuples musulmans voisins. Si dans le passé certains avaient douté de l'occupation, tous les peuples de la Péninsule en sont maintenant convaincus. La meilleure preuve de ceci, est l'agression américaine continuelle contre le peuple iraquien à partir de la Péninsule, bien que ses dirigeants soient contre un tel usage, mais ils sont impuissants.
- Deuxièmement, en dépit des grandes destructions infligées au peuple iraquien par l'alliance des croisés et des Sionistes, et en dépit du grand nombre de morts, plus d'un million ... en dépit de tout ceci, les Américains sont à nouveau en train d'essayer de répéter ces affreux massacres, comme si le long blocus imposé après la guerre féroce ne leur suffisait pas ni les éclatements ni les dévastations. Ainsi, ils viennent pour annihiler ce qui reste de ce peuple et pour humilier ses voisins Musulmans.
- Troisièmement, si les buts américains derrière ces guerres sont religieux et économiques, le but est aussi d'aider l'état mesquin des Juifs et pour détourner l'attention de son occupation de Jérusalem et du meurtre des Musulmans en ce lieu. La meilleure preuve de cela est leur ardeur à détruire l'Irak, l'état arabe voisin le plus fort, et leur tentative d'éclatement de tous les états de la région comme l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, et le Soudan en des minis états virtuels et par leurs dissensions et faiblesses de garantir la survie d'Israël et de perpétuer la croisade d'occupation de la Péninsule.

Tous ces crimes et péchés commis par les Américains sont une vraie déclaration de guerre contre Dieu, son messager, et les Musulmans. Et les docteurs de la foi, dans toute l'histoire de l'Islam, ont été unanimes pour

déclarer que la Jihad est un devoir personnel si l'ennemi détruit les pays Musulmans. [...]

Sur ces bases, et en accord avec les commandements de Dieu, nous proclamons ce Commandement pour tous les Musulmans.

L'ordre de tuer les Américains et leurs alliés – Civils et militaires – est un devoir personnel pour chaque Musulman qui peut le faire dans tout pays où cela est possible, afin de libérer la mosquée d'al-Aqsa [Jérusalem] et la mosquée sacrée [la Mecque] [...] de leur étreinte, et pour forcer leurs armées à quitter toutes les terres de l'Islam, défaites et incapables de menacer un Musulman. Ceci est en accord avec les paroles de Dieu tout puissant, « et combattez les païens tous ensemble comme ils vous attaquent tous ensemble, » et « combattez-les jusqu'à plus de troubles ou d'oppression, et que la Justice et la Foi en Dieu prévalent. » [...]

Nous – avec l'aide de Dieu - appelons chaque Musulman qui croit en Dieu et désire être récompensé d'avoir obéi à l'ordre de Dieu de tuer les Américains et de piller leur argent en tout lieu et en tout temps où qu'ils puissent les trouver. Nous appelons aussi les docteurs de la Foi, les dirigeants, les jeunes, et les soldats de lancer un raid contre les troupes américaines de Satan et les suppôts du diable et d'écarter ceux qui sont derrière eux pour qu'ils puissent apprendre une leçon. [...]

Dieu tout puissant dit aussi « oh vous autres croyants, qu'avez-vous, quand on vous demande d'aller pour le bien de Dieu, vous vous agrippez à la terre ! Préférez-vous la vie de ce monde à celle de l'au-delà ? Mais cette vie offre peu de réconfort comparée à l'au-delà. Si vous n'allez pas, Il vous punira avec une amende sévère, et prendra d'autres à votre place, mais Lui vous ne pourrez lui causer de dommages. Car Dieu a le pouvoir sur toutes choses. » [...]

9) Les Exploits des Terroristes Islamiques

Nous ne nous attarderons pas sur ce sujet, qui a généré une grande littérature citée en bibliographie. Le Tableau en annexe A ne couvre pas tous les attentats, notamment les attentats palestiniens contre l'État d'Israël.

Une rapide lecture du tableau nous montre, que les vagues d'attentats ne sont pas un phénomène récent. La France en a

connu deux vagues majeures, l'une du fait du terrorisme étatique de l'Iran, et l'autre du fait de ses relations historiques avec l'Algérie. On peut voir aussi que, hormis la question palestinienne, la plus grande activité globale est bien le fait d'une organisation qui a su se globaliser : Al Qaeda.

III Du Banditisme Militaire et Global

1) Introduction à la Jonction du Terrorisme au Banditisme

Après avoir abattu l'Empire Soviétique grâce au « Vietnam afghan », le gouvernement américain (les Présidents ont changé) se désintéresse complètement et oublie les Terroristes qu'ils ont formés (et fait payer !). Ces terroristes se retournent donc contre le grand Satan américain, qu'ils perçoivent maintenant comme la source de l'humiliation du peuple arabe.

Les organisations terroristes évoluent avec leur époque et dérivent naturellement vers le banditisme. De même que dans les années 70 nous avons assisté à une mise en commun des moyens entre les terroristes de différentes origines, dans les années 2000 nous assistons à une intégration des chaînes logistiques des terroristes et des mafias traditionnelles. Les terroristes y gagnent une source de financement inépuisable et les mafias des alliés militaires.

Les groupes mafieux ont prouvé très tôt leur capacité à tirer partie et mettre en œuvre les technologies de l'Internet (communications cryptées...). Cette technologie qui ne connaît pas de frontières a contribué à effacer les cloisonnements nationaux entre les groupes de façon à maximiser l'efficacité et les profits de chacun.

2) De la Guérilla au Banditisme

Très tôt Lénine et Mao Tse Tung ont perçu les risques, de cette dérive naturelle, dans laquelle entraîne la violence quand elle est utilisée comme arme de combat. Mao Tse Tung nous dit :

« La guérilla sans organisation ne peut pas contribuer à la victoire et ceux qui attaquent le mouvement en tant qu'une combinaison de banditisme et d'anarchie ne comprennent pas la nature de la guérilla¹. »

¹ Samuel Griffith II, Mao Tse Tung on guerrilla warfare, University of Illinois Press, 1961, p.45.

« Nous devons étudier ce phénomène de corruption et tenter de l'éradiquer de façon à encourager la guérilla, et accroître son efficacité militaire¹. »

« Tout le monde doit changer pendant la guerre. Nous devons les (guérilleros) éduquer et les changer avec l'expérience. Le mal n'existe pas dans la guérilla mais seulement dans les activités désorganisées et sans discipline qu'est l'anarchisme comme a dit Lénine dans « la guérilla »².

Dans son commentaire sur Clausewitz, Raymond Aron fait une analyse similaire au vu des événements de l'histoire française récente :

« Le jour où la violence individuelle, les attentats, le terrorisme indiscriminé, les bombes dans les cinémas et les trains, les prises d'otages ou les détournements d'avion ne s'organisent plus selon les ordres d'un parti en vue de la libération ou de la révolution, la parenté matérielle entre les procédés de la guérilla et ceux du banditisme réapparaît en pleine lumière³. [...] La mode des années 1970 entraîne vers l'anarchie le terrorisme « rationalisé » de la guerre révolutionnaire. Il marque aussi un retour aux formes primitives du terrorisme ; la spontanéité individuelle ou les petits groupes y jouent le premier rôle. Voués à la foi et au crime, Jésuites de la révolution, exaltés par les théologiens de la violence, condamnés par les communistes et les libéraux, les partisans, en leur dernière incarnation, expriment le refus du monde en tuant quelques-uns de leurs semblables, parfois choisis, parfois au hasard. Si dérisoire que soit le résultat physique de leur action, ils croient à la résonance politique de leur révolte, à la valeur morale de leur témoignage. Ils oublient qu'un terroriste sans cause ressemble à un bandit de grand chemin⁴. »

En 1999, le juge antiterroriste Français Jean Louis Brugière, décrit cette évolution significative du banditisme vers le terroriste-bandit, depuis la fin de la guerre froide :

« Dans un premier temps ont émergé des réseaux qui avaient été créés à la suite de l'interdiction du FIS en Algérie et qui ont ensuite constitué, pour partie, le GIA

¹ Samuel Griffith II, Mao Tse Tung on guerrilla warfare, University of Illinois Press, 1961, p.45.

² Samuel Griffith II, Mao Tse Tung on guerrilla warfare, University of Illinois Press, 1961, p.46.

³ Raymond Aron, Penser la guerre Clausewitz II L'âge planétaire, Gallimard, 1976, p. 208.

⁴ Raymond Aron, Penser la guerre Clausewitz II L'âge planétaire, Gallimard, 1976, p. 210.

[...]. Après, nous nous sommes rendu compte que la situation était devenue plus compliquée. Nous nous sommes aperçus que, dans les zones grises de nos banlieues, de jeunes français se convertissaient à l'Islam sur un mode radical et violent, que de jeunes immigrés de la seconde génération étaient recrutés pour intégrer des réseaux qui se constituaient de façon très spontanée et qui leur permettaient de légitimer ainsi leur violence et leur délinquance sur un mode très gratifiant, celui du terrorisme théologique. [...] C'est ainsi que s'est constituée cette espèce de nébuleuse, ce web du terrorisme, d'autant plus dangereuse que son évolution s'est effectuée de façon erratique telle une toile d'araignée et que les opinions publiques n'étaient pas sensibilisées à cette menace. C'est pourquoi aucune mesure de riposte n'a été prise¹. »

Les groupes paramilitaires de l'Ulster confirment cette évolution et se tournent de plus en plus vers le crime organisé, le trafic de drogue et une justice apolitique expéditive. David Ervine, un leader du « Progressive Unionist Party » se plaint que les crimes liés à la drogue décuplent d'une année sur l'autre. M. Ervine confirme que la majorité des 98 assassinats en 2002, ainsi que les passages à tabac, sont liés au trafic de drogue et non plus à des raisons politiques². En 2001, après l'assassinat d'un journaliste, Martin O'Hagan, qui tentait une enquête sur le commerce de la drogue en Ulster, la Queen's University de Belfast a renoncé à entamer toute recherche pour documenter l'implication des groupes paramilitaires dans le trafic de drogue. Les chefs de la Police ont confirmé à la presse que les organisations criminelles d'Irlande du Nord, se trouvant face à un marché local saturé, se déplacent pour développer leur marché de drogue sur l'Écosse.

Le Business des otages en Colombie est de plus en plus le fait des Narcoterroristes. Chaque année plus de 3.000 personnes font l'objet d'enlèvements par les forces « révolutionnaires » du FARC ou de l'ELN. Ceci représente une industrie de € 15 millions par an pour les ravisseurs, revenus qui viennent s'ajouter à ceux substantiels du trafic de drogue. Certains détenus peuvent rester jusqu'à 5 ans aux mains des guérilleros, risquant leur vie lors d'opérations militaires du gouvernement, ou pour cause de maladie. Ruth, témoigne d'une expérience assez commune : son mari a été enlevé alors qu'il venait payer une rançon de € 250.000 pour obtenir la libération de son propre père. La famille ne dispose plus maintenant des fonds nécessaires pour obtenir une seconde

¹ Jean-Louis Brugière, Actes du colloque à Paris (4 février 1999) : l'humanitaire en échec ? , Comité International de la Croix Rouge, Genève, 1999.

² Dan Matlin, From terror to Organized Crime, Wall Street Journal Europe, August 16, 2002.

rançon. Pour commémorer l'investiture du nouveau président Alvaro Uribe Vélez les FARC attaquèrent au mortier un quartier pauvre de Bogota causant la mort de 20 personnes. Ce type d'attaque a utilisé des techniques transmises par les terroristes irlandais¹ et des armes achetées aux mafias russes.

Plus récemment, en 2002, M. Jawad Ghussein, le trésorier de l'OLP, a accusé M. Yasser Arafat, le président de l'autorité palestinienne de détourner \$ 8 millions par mois à son profit². Une étude publiée par les Forces Armées Israéliennes³, microfiche des documents à l'appui, montre clairement que \$ 27 millions par mois, dont 20 % proviennent de dons de l'Union Européenne, ont été détournés, avec signatures des chèques et documents de la main d'Arafat à l'appui, pour financer des fusils d'assaut M 16 et payer les escouades de Kamikazes. De plus, près de 14 % de l'aide humanitaire est détournée de pareille manière. Au total cela fait près de \$ 1 milliard par an d'aide étrangère détournée pour financer l'Intifada !

La Drug Enforcement Agency américaine (DEA), a très bien identifié un certain nombre de groupes terroristes qui se lancent dans le trafic de drogue international. Un nouveau nom a été créé : les Narcoterroristes. Ce qualificatif est applicable non seulement aux groupes armés d'Amérique latine mais aussi au terrorisme islamique qui utilise les revenus du trafic de drogue pour financer leurs atrocités.

« La DEA définit le narcoterrorisme comme un sous-ensemble du terrorisme, pour lequel des groupes terroristes, ou individus associés, participent directement ou indirectement dans la culture, production, transport, ou distribution, de substances interdites et de l'argent issu de telles activités. De plus, le narcoterrorisme peut être caractérisé par l'association de groupes ou individus participant à la collecte des « impôts », à la fourniture de la « protection », ou d'une quelconque manière aidant aux activités de trafic de drogue dans un effort de promotion ou de financement d'activités terroristes⁴. »

La DEA a aussi noté l'aspect de coopération criminelle internationale qui est courante dans les opérations de narcoterrorisme. En 2001, trois membres de l'Irish Republican

¹ Colombie : le business des otages, L'Express, 15 août 2002.

² Associated Press, Arafat Is Accused of Misdeeds, Wall Street Journal Europe, August 19, 2002.

³ Documents publiés sur Internet et captures lors de perquisitions Israéliennes dans les bureaux de l'Autorité Palestinienne, disponible sur:
http://www.idf.il/6880031/english/main_index.stm

⁴ <http://www.dea.gov/speeches/s040202.html>

Army (IRA) furent arrêtés en Colombie pour avoir collaboré avec les FARC. Les trois hommes furent accusés de voyager avec de faux passeports et d'avoir fourni l'instruction nécessaire pour mettre en œuvre des attentats à la bombe et autres armes.

Le 13 novembre 2001, les Présidents Bush (USA) et Poutine (Russie) ont fait la déclaration suivante :

« Nous notons que le trafic illégal des substances narcotiques constitue une menace majeure pour la santé et le bien-être des personnes et pour la sécurité internationale dans son ensemble. Le trafic de drogue et l'un des supports financiers principaux pour le terrorisme international¹. »

Dans la résolution 1373 (2001) du 28 septembre 2001, Le Conseil de Sécurité des Nations Unies note :

« ... sa préoccupation pour la connexion très proche entre le terrorisme international et le crime organisé transnational, les drogues interdites, le blanchiment d'argent, les trafics d'armes interdits, et les transports interdits de substances nucléaires, chimiques, biologiques ou autres substances potentiellement mortelles, et en cela souligne le besoin d'accroître la coordination sur les plans nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux pour renforcer la réponse globale à ce très sérieux défi et menace pour la sécurité internationale². »

3) L'Argent de la Drogue

Tout d'abord il nous faut prendre en compte la taille du marché global. Les Nations Unies publient un rapport³ annuel détaillé montrant les productions de diverses substances par région géographique. Ce sont ces mêmes chiffres qui sont repris par les services américains. Il faut noter que les deux principales productions que l'on retrouve comme bases de financement du narcoterrorisme sont la cocaïne et l'héroïne. Le cannabis et les substances chimiques y participent à un moindre degré. Pour simplifier l'analyse nous prendrons comme hypothèse que la cocaïne est produite surtout en Amérique latine pour être consommée en Amérique du Nord et que l'héroïne est surtout produite en Asie pour être consommée en Europe. Ceci n'étant vrai qu'au niveau global. Nous laisserons le sujet de la cocaïne pour l'analyse d'un prochain ouvrage et nous parlerons plus

¹ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.15.

² UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.15.

³ United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention (UNOCCP), Global Illicit Drug trends – Statistics, 2002.

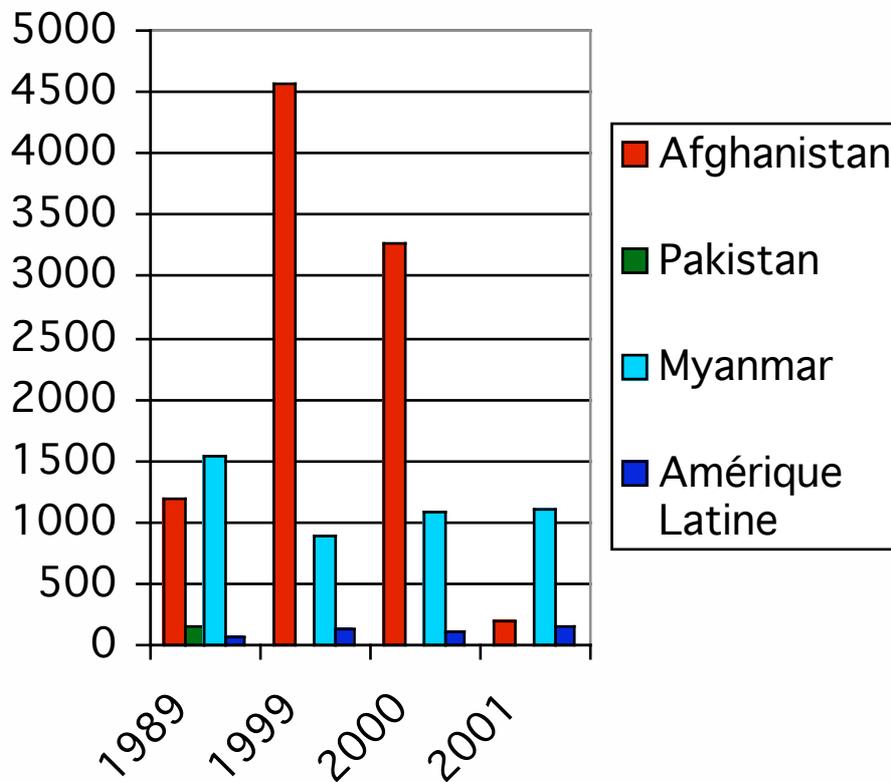
particulièrement du trafic d'héroïne qui finance les Narcoterroristes islamiques.

En 1979, quand le gouvernement américain du président Carter lance la Jihad Afghane pour promouvoir le terrorisme en Union Soviétique, la DEA se préoccupe officiellement du développement de la production d'héroïne que cela risque d'occasionner. La production d'opium le long de la frontière Pakistan – Afghanistan se monte à 400 tonnes par an. L'armée Russe se retire d'Afghanistan en 1989.

La Production :

Production d'Opium en Tonnes¹.

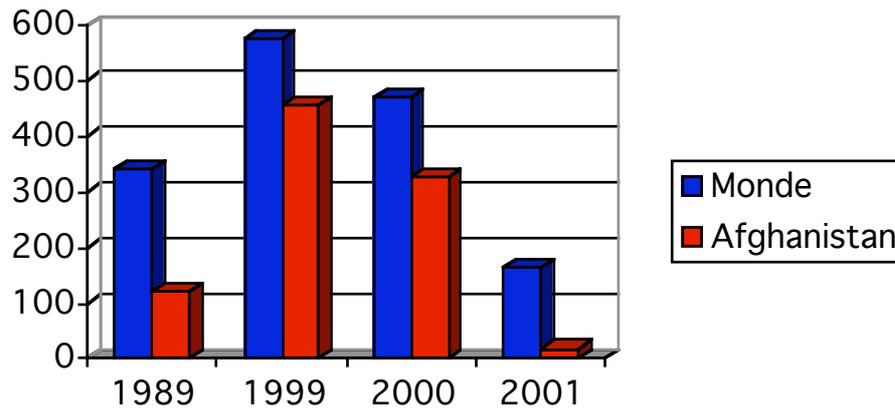
	1989	1999	2000	2001
Afghanistan	1200	4565	3276	185
Pakistan	149	9	8	6
Myanmar	1544	895	1087	1097
Amérique Latine	66	131	109	159



¹ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.47.

Production d'Héroïne en Tonnes¹.

	1989	1999	2000	2001
² Monde	340	576	469	163
Afghanistan	120	456	327	18



Les Prix :

Héroïne \$ par Kg.³

	1998	2000	2001
Pakistan		2000	4000
Iran	4000	2250	4000
Tadjikistan	5150	1575	3993
Europe	85000	71000	60000

En 2000, L'Afghanistan produit près de 70 % de la production d'opium mondiale. Cela représente un chiffre d'affaires de :

- **\$ 654 millions rendu à la frontière.**
- **\$ 23.2 Milliards livré en Europe.**

Ces chiffres sont à rapprocher des chiffres de l'Arabie Saoudite. Les deux pays ont une population d'environ 20 millions d'habitants. L'Arabie Saoudite exporte environ \$ 45 milliards⁴ de pétrole et les autres monarchies du Golfe au total exportent, à peu près, la moitié de cette valeur. Aux exportations d'héroïne, il faut ajouter le cannabis, les pierres précieuses et le Gaz. Nous voyons que

¹ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.47.

² Un ratio de 10 % a été utilisé entre la tonne d'opium et la tonne d'héroïne qui en est produite.

³ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.29 - 32.

⁴ Quid 2002, Energie, p.1580.

l'Afghanistan n'est pas un pays pauvre. Où est passé l'argent ? Les banquiers Suisses, vont encore se plaindre qu'on les blâme sans preuves. Mais les chefs de guerre et mafieux Afghans, qui ont hérité des palais, jardins, vergers de Kandahar et des autres oasis d'antan, préfèrent vivre dans les ruines et la désolation plutôt que de construire un pays avec leurs immenses fortunes.

À la question de savoir si Al Qaeda compte tenu de ses idéaux religieux a été impliquée dans des trafics d'héroïne ? La DEA¹ répond par l'affirmative : « La DEA a reçu des informations de sources multiples qu'Ossama Ben Laden lui même a été impliqué dans le financement et la promotion de trafics d'héroïne². »

Une rapide estimation des revenus du seul trafic d'héroïne pour Al Qaeda, en 2000, se chiffrerait à :

- \$ 261 millions pour la production sur sites contrôlés par Al Qaeda.
- \$ 4 milliards pour la livraison Europe par le réseau international d'Al Qaeda.
- \$ 120 millions pour la « dîme Jihad » prélevée sur les profits des Taliban.

Nous avons donc un total annuel, du business de l'héroïne pour Al Qaeda, estimé entre \$ 500 millions et plus de \$ 2 milliards.

Les Taliban qui ont contrôlé le pays pendant plusieurs années ont été impliqués et ont imposé le trafic de drogue. Les impôts sur la drogue étaient institutionnalisés à un tel point que les représentants des Taliban donnaient des reçus aux trafiquants qui venaient de les payer. Un reçu parvenu à la DEA disait : « Aux honorables percepteurs des taxes de route : le porteur de cette lettre qui transporte quatre kilogrammes de bonne blanche a payé les taxes douanières au poste de douane de ShinWa. On espère que le porteur ne sera pas importuné³. »

Sur la carte des zones de production en Afghanistan, publiée par les Nation Unies⁴, il apparaît clairement que les zones de plus fortes production, en 2000, sont celles des Taliban autour de Kandahar et celle d'Al Qaeda autour de Tora Bora. En 2001, il convient de noter une chute de production dans le secteur des Taliban et une chute plus importante dans le secteur d'Al Qaeda. Est ce là un signe précurseur de l'attentat du World Trade Center le 11 septembre 2001 ? Al Qaeda ayant fait ses réserves en 2000 ?

Fin 2000, les Taliban sont confrontés à une sécheresse qui va faire baisser la production de pavot pour la saison 2001. Ils négocient

¹ Drug Enforcement Agency, Washington USA.

² <http://www.dea.gov/speeches/s040202.html>

³ <http://www.dea.gov/speeches/s040202.html>

⁴ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.17.

donc un programme d'éradication avec les Nations Unies, qui va les dédommager pour la baisse de production. En réalité sur les 82.000 hectares en production¹ pendant l'année 2000, seulement 400 hectares² seront soustraits par ordre des Taliban. Les grands producteurs avaient fait des stocks et ils ont vu leurs prix multipliés par dix³. Pendant la même période les prix au Pakistan et en Iran sont multipliés par cinq⁴. L'existence de stocks importants d'héroïne semble être confirmée par l'augmentation des saisies pendant cette période⁵.

En prévision des attaques américaines le marché de l'opium réagit dès le mois d'avril 2001, donc 5 mois avant l'attentat du World Trade Center. Le prix du Kg. en Afghanistan passe de \$ 300 en avril, à \$ 450 en août, à \$ 700 début septembre, pour chuter à \$ 180 au mois d'octobre⁶ et demeurer stable ensuite ! Dès le début de 2001 les stocks d'héroïne sont déplacés vers le Pakistan hors de la zone de guerre anticipée. Cette anticipation des producteurs Afghans a porté ses fruits car le marché et les prix de l'héroïne sont restés stables comme l'atteste la non-évolution des prix au Myanmar, deuxième producteur mondial, et au niveau consommateur en Europe.

Les Taliban et Al Qaeda se sont avérés être des hommes d'affaires avisés en maintenant une politique de prix favorable : \$ 300 par Kg. dans le sud contre \$ 100 par Kg. dans le Nord sous contrôle des troupes de « l'Alliance du Nord »⁷. Mais aussi de très bons agronomes, en améliorant les rendements en zone aride : 50 Kg. par hectare contre 10 Kg. par hectare au Myanmar⁸.

Il faut noter que les bombardements américains ont évité d'endommager les champs de pavots bien visibles d'en haut par les bombardiers et au sol par les Forces Spéciales, dans une région aride où les cultures sont concentrées dans les vallées fertiles. L'aviation américaine n'a pas utilisé de défoliants comme c'est le cas pour plusieurs campagnes d'éradication conduites au même moment en Amérique latine. À titre de comparaison, la contribution américaine au « Plan Colombia » s'élève à \$ 1.3 milliards. Ceci, pour aider le gouvernement Colombien à combattre les narcotrafiquants qui fournissent près de 90 % de la cocaïne

¹ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.47.

² UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.62.

³ Prix de l'opium à la ferme Afghanistan : \$ 28 par Kg. en avril 2000, et \$ 300 par Kg; en avril 2001. Source: UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.24.

⁴ Les Prix de l'opium passent de \$ 100 par Kg. en 2000, à \$ 500 par Kg. en 2001. En Iran les prix passent de \$ 400 à \$ 2.000. Source: UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.25 - 26.

⁵ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.18.

⁶ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.24.

⁷ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.27.

⁸ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.51.

consommée aux USA. Les études prouvant que, pratiquement la totalité de la production afghane est destinée aux consommateurs européens. Faut-il donc voire là un intérêt bien compris de la part des responsables politiques américains qui ont préféré payer ainsi la coopération des chefs de guerre Afghans de « l'Alliance du Nord », narcotrafiquants de profession.

En 2002, l'Afghanistan étant sous contrôle total des services secrets, de la CIA et autres services, et de l'armée américaine, la production d'opium s'annonce excellente avec 2.700 tonnes¹ estimées, soit presque au niveau des records précédents ! Les Nations Unies estiment que près de 3 millions de personnes², en Afghanistan, vivent de cette culture, et que 500.000 trafiquants³ participent à ce commerce. Une interdiction totale signifierait la mise en place d'un programme alimentaire très important.

4) Les Nouveaux Esclavagistes et Trafiquants d'Organes Humains

Les Nations Unies définissent le trafic d'esclaves moderne en ces mots :

« Le trafic d'êtres humains est le recrutement, le transport, transfert, recel ou réception de personnes par la force ou la menace de force. Cela peut impliquer le rapt, la fraude, la déception, l'abus de pouvoir ou le paiement donné ou reçu dans le but d'exploitation sexuelle, de travaux forcés, de pratiques esclavagistes, de servitude ou de prélèvement d'organes⁴. »

Il faut souligner ici, l'apparition du prélèvement d'organes comme faisant partie intégrale du trafic d'êtres humains adultes ou enfants ! Ce trafic particulier et juteux est du aux longues listes d'attente pour greffes d'organes, dans les hôpitaux européens ou américains.

La contrebande de « réfugiés politiques » à destination des pays de l'Union Européenne est devenue un marché à l'échelle mondiale. Les filières de passeurs sont organisées pour prendre en charge leurs cargaisons humaines du fin fonds de la Chine pour livraison en Italie, en France, en Allemagne ou en Angleterre. Les moyens mis en œuvre pour ce transport à l'échelle planétaire sont énormes, impliquant des flottes de camions transcontinentaux, des bateaux entiers et même des avions charter. Dans certains cas pour faciliter la livraison les trafiquants vont même jusqu'à saborder un bateau cargo en l'échouant sur une côte d'Europe. Un tel trafic implique une coordination sans

¹ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.41.

² UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.41.

³ UNOCCP, Global Illicit Drug Trends 2002, p.10.

⁴ http://www.undcp.org/odccp/trafficking_human_beings.html?id=11705

faille de multiples réseaux mafieux, qui sont par ailleurs souvent concurrents. Sur le plan humain, cela implique assurément des milliers de morts anonymes, par mauvais traitements où sévices, en route vers leur Eldorado.

Ce marché représente une source de revenus considérable, pouvant même rivaliser avec les revenus de la Drogue comme l'attestent les moyens mis en œuvre par les mafias. Toutefois les études, rendues publiques, relatives à l'ampleur financière de ce marché sont rares. Nous pouvons quand même nous faire une idée de l'ampleur de ce phénomène. Nous savons tous bien sûr, que sauf de rares exceptions, les « réfugiés politiques » sont en fait de pauvres « réfugiés économiques ». Ces réfugiés lors de leurs arrestations ont témoigné que le tarif du passeur était de 10.000 dollars par tête. Dans de nombreux cas des familles entières empruntent la filière. En incluant les frères et oncles, ce qui paraît être courant, cela peut se monter à un capital de 100.000 dollars. Une telle somme, à supposer qu'elle eût été réellement utilisée pour payer les passeurs, aurait largement suffi à la famille de « réfugiés » pour monter sa propre entreprise dans leur contrée d'origine. La question se pose donc : d'où vient l'argent ? Pour trouver la réponse, il nous faut faire un bond historique en arrière, à l'époque du Moyen âge en Europe où le servage était une coutume. Pour nos réfugiés, cela implique qu'il leur faudra rembourser la « dette » avec intérêt pour le restant de leur vie. Nous nous trouvons au 21^e siècle face une pratique moyenâgeuse qui enrichit fabuleusement les mafias et parmi elles les groupes terroristes de tout crin.

On peut quand même avoir une idée de l'ampleur financière de ce trafic. Les Nations Unies indiquent que près de 700.000 personnes chaque année sont ajoutées au cheptel des mafias. La « dette » initiale, à rembourser, de chaque individu se chiffrant à \$ 10.000 cela donne un total de \$ 7 milliards de chiffre d'affaires par an. Bien sûr aux \$ 7 milliards il faut rajouter les « intérêts » payés par les esclaves des années précédentes. Interpol propose un total de \$ 9.5 milliards annuels¹ ce qui représente le double des gains du trafic de drogue par le cartel de Medellin. Le GAFI² donne un exemple de profits d'esclavagistes³ :

« Ce cas implique le blanchiment des profits de trafic d'êtres humains des pays C, D, E, ... vers un pays Asiatique G. En l'espace de 2 ans, les profits d'un total de \$ 148 millions sont passés au travers de 70 comptes dans le pays (intermédiaire) F.... L'opération débuta en suivant les informations reçues des forces de l'ordre

¹ <http://www.interpol.int/Public/cia/fahlman.asp>

² GAFI: Groupe d'Action Financière sur le blanchiment d'argent, organisme de l'Union Européenne.

³ FATF-GAFI, Report on Money Laundering Typologies 2001-2002, p.24.

des pays C et D qui croyaient tenir les profits de trafics d'êtres humains par le même groupe de personnes dans le pays F. Après une opération coordonnée dans les dans les juridictions ... un lien avec le pays G fut découvert. Dans le pays F, 6 personnes, dont une famille de 5 personnes, furent arrêtées pour blanchiment et autres délits... »

Une seule petite famille d'esclavagistes peut gagner \$ 70 millions par an à 6 personnes ! Plus de \$ 10 millions pour chacun !

Un grand réseau international peut certainement faire mieux.

Une étude réalisée, en 1995, par des chercheurs de l'Université de Bangkok¹, montre que le trafic d'êtres humains de Thaïlande s'élèverait entre \$ 2,4 milliards et 3,2 milliards pour un budget national 1993 – 1994 de \$ 25 milliards. La vente d'esclaves représente donc près de 10 % du budget national. La prostitution elle générerait entre \$ 18 milliards et \$ 21,6 milliards soit l'équivalent du budget national !

Pour la France seulement, le profit criminel annuel² des 14.000 prostituées étrangères, achetées et vendues comme du bétail, sur le territoire s'élèverait à € 2.1 milliards.

Nous savons que les réseaux du Terrorisme Islamiste contrôlent la production de Droque de la région du « Croissant d'Or », de la plaine de la Bekaa en passant par le Kurdistan et jusqu'à la Khyber Pass d'Afghanistan. Les pays du Golfe persique sont un marché important pour cette main-d'œuvre en condition de servage. Les divers reportages de la presse occidentale ont documenté les traitements, de nature esclavagiste, infligés aux travailleurs et femmes d'origine des Philippines. Il est donc évident qu'une partie de ce trafic est contrôlé par les mafias terroristes islamistes, qui par ailleurs coopèrent dans le transport vers l'Europe. En ce qui concerne les trafics humains à destination du Golfe il faut ajouter un trafic particulier. Celui des fillettes et jeunes filles de 10 à 12 ans kidnappées ou achetées à vil prix comme du bétail tout le long de la chaîne himalayenne et vendues dans les bordels de Karachi ou du Golfe. 200.000 jeunes Népalaises sont ainsi troquées chaque année³. Le prix d'une fillette livrée à Bombay est seulement de \$ 1.000⁴. La rumeur prétend que le viol répété d'une vierge de 10 à 12 ans guérisse du sida ! Nous sommes là, bien loin des idéaux religieux de quelque religion ou secte que ce soit ! Le profit

¹ Marie-Christine Dupuis, Finance Criminelle, Comment le crime organisé blanchit l'argent sale, Puf, 1998, p.135.

² Philippe Motta, Prostitution – Le Procès des esclavagistes de l'Est, Le Figaro 1er Octobre 2002.

³ http://www.undcp.org/odccp/trafficking_fact_sheet.html

⁴ http://www.undcp.org/odccp/trafficking_fact_sheet.html

annuel de ces 200.000 fillettes sur le marché de la prostitution représente € 30 milliards.

Il existe un autre trafic dont les médias parlent peu, sans doute parce qu'il choque profondément notre sensibilité d'occidentaux. Il s'agit du trafic d'organes humains. La presse, a rapporté certains cas où les condamnés à mort chinois ont « donné » leurs organes à des « acheteurs » américains en attente de transplants. Elle nous a aussi rapporté les détournements d'enfants des rues brésiliennes pour récupérer les organes au profit de certaines mafias européennes. Comment ne pas penser, que les mafias esclavagistes prélèvent des organes sur quelques « réfugiés », dont personne ne remarquera la disparition, pour améliorer leurs profits immédiats ?

5) Le Blanchiment d'Argent - Le Hawala

Il existe peu d'études précises et peu de statistiques fiables sur l'ampleur du marché du crime. Les masses monétaires communément citées vont d'un minimum de \$ 500 milliards annuels à \$ 1.000 milliards annuels d'après Interpol¹. En 2001, le Department of the Treasury Américain a saisi un total de \$ 1 milliard de fonds criminels dont \$ 300 millions correspondent à du blanchiment². Le FMI pour sa part estime que le flux d'argent illicite représente 2 % du Produit Brut mondial, alors que les Nations Unies estiment que cela représente 8 % du commerce mondial³.

Compte tenu de l'importance des flux monétaires d'origine criminelle, il peut être parfois difficile d'interrompre le trafic sans risquer de graves crises économiques dans certains petits pays. Les exportations de drogue du Pakistan, en 1989, représentaient un retour monétaire de près de \$ 1,1 milliard et \$ 1,85 milliard en 1992⁴. De même le rapatriement de l'argent de la drogue en Colombie représente 20 % de la masse monétaire nationale⁵. Les diverses études sur les effets d'un rapide afflux de capitaux d'origine criminels indiquent aussi un risque de perturbation économique et financière et une poussée inflationniste.

L'argent licite se trouve souvent mélangé à des fonds illicites dans les transferts non classiques. Beaucoup de travailleurs immigrés

¹ Robert Fahlman, Intelligence Led Policing and the Key Role of Criminal Intelligence Analysis: Preparing for the 21st Century, Interpol, September 2002.

² US Department of the Treasury, National Money Laundering Strategy, July 2002, p.1.

³ Marie-Christine Dupuis, Finance Criminelle, Comment le crime organisé blanchit l'argent sale, Puf, 1998, p.9.

⁴ UNDCP, International Monetary fund, State Bank of Pakistan, cited in : UN 1996, Douglas Keh, Drug Money in a Changing World, p.4.

⁵ UN 1996, Douglas Keh, Drug Money in a Changing World, p.5.

ont recours à des transferts non classiques ; car ceux-ci sont plus rapides, plus fiables, et largement meilleur marché que le système bancaire traditionnel lorsqu'il s'agit de transférer des sommes modestes, hors des grandes métropoles du tiers-monde. Si les autorités françaises décidaient d'interdire tout transfert non bancaire, les économies marocaines et algériennes en subiraient les effets négatifs immédiats.

Depuis les attentats du World Trade Center le gouvernement américain a pris clairement position pour tarir les capacités de nuire des terroristes :

«Attaquer le financement du terrorisme n'est pas une fin en soi, mais seulement un front dans une campagne globale pour détruire les organisations terroristes internationales et empêcher d'autres actes terroristes. Le but de cette mission volontariste est de sauver des vies en empêchant l'utilisation d'argent qui alimente le terrorisme. Toutefois, le fléau du financement du terrorisme est complexe, et il demande que le gouvernement Américain synchronise ses efforts sur le plan National et sur le plan International¹. »

« Contrairement aux trafiquants de drogue et aux mafias pour qui le but final est le gain monétaire, les groupes terroristes ont aussi des buts non financiers comme la publicité, la légitimité politique, l'influence sur les responsables politiques, et la dissémination d'une idéologie. La prospection de sponsors est un moyen. Cela exige de nous de reconsidérer les lois anti-blanchiment avec une vision différente². »

L'affectation finale des profits est en effet l'une des différences majeures entre les groupes purement criminels et les terroristes. Le groupe criminel cherche à réinvestir ses profits dans des opérations le plus souvent licites, comme l'achat d'entreprises ou l'immobilier ; alors que le terroriste utilise les circuits de blanchiment surtout pour déplacer ses fonds afin de créer la disponibilité financière requise pour la préparation et le déclenchement d'un attentat. Le gouvernement américain poursuit :

« Bien qu'ils ne recherchent pas le gain financier comme une fin en soi, les groupes terroristes internationaux ont besoin d'argent pour attirer des adhérents et maintenir leur présence et activités localement et à l'étranger. Certaines organisations terroristes étrangères ont besoin de fonds pour les

¹ US Department of the Treasury, National Money Laundering Strategy, July 2002, p.14.

² US Department of the Treasury, National Money Laundering Strategy, July 2002, p.14.

campes d'entraînement, les armes et explosifs, les campagnes médiatiques, le payement d'influence politique, l'achat d'assurance-vie pour les candidats à l'attentat suicide, et même pour des activités sociales comme des hôpitaux, orphelinats, et écoles – principalement pour attirer des membres et des supporters¹. »

« Les transactions financières individuelles connectées aux opérations terroristes sont souvent camouflées en tant que transactions commerciales normales, à but social ou humanitaire. C'est pour cela qu'il est difficile de suivre le cheminement de l'argent terroriste. Depuis 1990, les groupes terroristes ont de plus en plus eu recours aux dons pour leur fonctionnement, surtout de la part d'ONGs, en occident ou dans le Golfe, qui partageaient les mêmes buts. Il existe des preuves que des systèmes de transferts non traditionnels, tels que le Hawala ont été utilisés dans la chaîne financière terroriste². »

La difficulté d'interrompre le flux des fonds terroristes tient au mixage de fonds licites et illicites. En effet les groupes terroristes tirent leurs revenus de cambriolages, trafics de drogue, enlèvements, extorsion de fonds et fausse monnaie, ainsi que des dons d'entreprises légitimes de sympathisants qui ne sont pas forcément au courant des activités criminelles. Puis les fonds sont déplacés souvent par petits paquets pour éluder les systèmes de détection et mélangés à des fonds à but prétendument humanitaires. Souvent des banques fictives et des compagnies fictives agissent en tant qu'intermédiaires. Dans certains cas, l'appareil étatique de certains pays a été utilisé avec la coopération active des responsables pour faciliter les opérations financières.

LE HAWALA

Interpol définit le Hawala³ comme un système de paiements alternatif. Il existe et opère à côté du système bancaire traditionnel. Son origine remonte aux Indes avant l'introduction du système bancaire occidental et il est devenu l'un des principaux systèmes de transferts de part le monde. Ces systèmes sont souvent appelés « système bancaire secret » ; ce terme n'est pas toujours correct, car le Hawala opère souvent à découvert et en totale

¹ US Department of the Treasury, National Money Laundering Strategy, July 2002, p.14.

² US Department of the Treasury, National Money Laundering Strategy, July 2002, p.15.

³ Interpol, Patrick Jost and Marjit Sandhu, The hawala alternative remittance system and its role in money laundering, Interpol General Secretariat, January 2000.

légalité, et ces services font souvent l'objet de campagnes publicitaires. Les composants du Hawala qui le différencient d'autres systèmes de paiements sont la confiance et une grande utilisation de connexions telles que des relations familiales ou des affiliations régionales. À la différence de la banque traditionnelle, le Hawala ne crée pas d'instrument négociable. Les transferts d'argent se font par des communications entre membres du réseau Hawala.

Le Hawala fonctionne en transférant de l'argent sans le déplacer. Il existe plusieurs raisons d'utiliser le Hawala¹ :

- La compétitivité du coût. En jouant sur les taux de changes un avantage de 10 % peut être obtenu.
- L'efficacité. Le transfert s'accomplit en un ou deux jours comparés à une ou deux semaines, ou parfois plus, par transfert bancaire.
- La fiabilité. Quand de larges transactions commerciales circulent, les communications entre la banque locale, la banque correspondante de la banque locale, le siège de la banque étrangère et la branche locale de la banque étrangère posent souvent des difficultés, prenant des semaines et interrompant la transaction. Souvent le Hawala peut réussir le transfert en une journée.
- L'absence de bureaucratie.
- L'absence de documentation sur papier. Cette absence de traçabilité est ce qui attire les trafiquants.
- Pas de traces fiscales. Ceci est un facteur important en Asie où près de 50 % de l'économie est « défiscalisée. »
- La confiance. Les conflits sont rares et la plupart de dealers sont dignes de confiance, d'après Interpol.

Le FMI et la Banque centrale du Pakistan estiment que le Hawala représente des rentrées de fonds annuels de plus de \$ 7 milliards².

Aux États Unis ce réseau comporterait près de 160.000 établissements transférant \$ 200 milliards par an³.

Interpol¹ rapporte que le Hawala génère des profits avec des taux moyens de 2 %. Les Taux appliqués aux transactions licites

¹ Interpol, Patrick Jost and Marjit Sandhu, The hawala alternative remittance system and its role in money laundering, Interpol General Secretariat, January 2000.

² US Department of the Treasury, Contributions by the Department of the Treasury to the Financial War on terrorism, Fact sheet, September 2002, p.15.

³ M.R. correspondant à Londres, La pratique du hawala vieille pratique financière fondée sur la confiance et la discrétion, Le Monde, 6 septembre 2002.

oscillent entre 0,25 % et 1,25 % et les taux pour commerce illicite oscillent entre 15 % et 20 %.

Al Qaeda disposant d'un réseau très étendu de sociétés commerciales et industrielles, établies dans de nombreux pays arabes et en Occident, peut donc participer et profiter de cette facilité. Les compensations des transferts peuvent être accomplies au sein même du groupe. Compte tenu des masses monétaires très importantes manipulées par le réseau Al Qaeda les profits du Hawala ne sont donc pas négligeables.

6) Les Financements Licites – Zakat et Fondations

LA ZAKAT – La Dîme

La Zakat est un impôt religieux que tout musulman doit verser pour aider les défavorisés. Le Coran dit :

« Ce que vous donnez en aumône vous sera exactement rendu.

Vous ne serez jamais lésés². »

Puis dans un autre chapitre intitulé « La main secourable » :

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux.

As-tu remarqué l'incrédule qui nie le jugement ?

C'est lui qui dévore les biens de l'orphelin.

Il ne songe point à nourrir le pauvre.

Malheur aux hypocrites !

Ils prient avec négligence,

Et seulement par ostentation.

Ils refusent de tendre à leurs semblables une main secourable³. »

La note qui suit ce texte souligne : « Dieu effacera les péchés du Mahométan qui lira ce chapitre, pourvu qu'il ait été fidèle à remplir le précepte de l'aumône⁴. »

Le financement de la Jihad est un devoir incontournable pour tout croyant. Le Coran souligne :

« O Fidèles ! Je vous invite à sacrifier une partie de vos richesses pour la guerre sainte. Il en est parmi vous que l'avarice retient. Elle retombera sur eux, Dieu est riche et

¹ Interpol: Lisa Carroll, Alternative remittance systems distinguishing sub-systems of ethnic money laundering in Interpol member countries on the Asian continent, September 2002.

² Coran, Sourate II, Verset 274.

³ Le Coran, Chapitre CVII, donné à La Mecque, La Main secourable, Editions Garnier, 1960, p.580.

⁴ Le Coran, Chapitre CVII, La Main secourable, *Zamchascar*, Editions Garnier, 1960, p.580.

vous êtes pauvres. Si vous refusez d'obéir, il mettra à votre place d'autres peuples meilleurs que vous¹. »

Nous savons que la Jihad d'Afghanistan contre les impies Soviétiques fut financée, avec la bénédiction américaine, en partie de cette manière. Il est aussi clair, que la Jihad d'Al Qaeda « contre les Juifs et les Croisés » profite toujours de cet impôt religieux. Compte tenu de l'antiaméricanisme latent au Moyen Orient, il est utopiste de penser que la majeure partie des organismes financiers Islamiques n'y participent pas, même si ce n'est que secrètement.

Les biens soumis à la zakat ne sont pas spécifiés dans le Coran, mais ont été définis par les Califes. Ces biens incluent le bétail, les récoltes, l'or et l'argent, le commerce, les mines de métaux et de pierres précieuses² ...

Le gouvernement saoudien payerait la zakat sur ses exportations de pétrole. Bien qu'il n'existe pas de statistiques fiables pour chiffrer la masse monétaire globale de cet impôt Islamique, il est possible de faire quelques estimations. Si nous prenons un taux de 3 % appliqué aux exportations de pétrole des monarchies du Golfe³, nous obtenons plus de \$ 2 milliards par an seulement pour la part étatique des monarchies.

L'usure est strictement interdite⁴, les prêts à taux fixe et la spéculation étant également condamnés, les banques islamiques ont mis en place des dispositions spécifiques. Divers reportages chez les dirigeants de ces banques nous ont confirmé que le taux de zakat appliqué à toutes les transactions commerciales était de 2,5 % à 3 %, la banque elle-même ayant la charge de prélever cette dîme et de la reverser aux Fondations Islamiques. La contribution des banques islamiques est, difficilement estimable compte tenu du secret bancaire renforcé par une documentation parfois aléatoire. Rohan Gunaratna cite un chiffre d'affaires global pour 2000 de \$ 100 milliards⁵. Ce qui nous donnerait \$ 3 milliards de dons pour les Fondations Islamiques.

LES FONDATIONS et ONG « Humanitaires »

¹ Le Coran, Chapitre CVII, Le Combat, Editions Garnier, 1960, p.483.

² Louis Gardet, l'Islam religion et communauté, Desclée de Brouwer, source: Antoine Sfeir, Les réseaux d'Allah, Plon, 2001.

³ Quid 2002, p.1580.

⁴ Coran, Sourate II, verset 276 à 279.

⁵ Rohan Gunaratna, Al Qaida, Autrement Frontières, 2002, p.84. Source: Islamic Radicalism: The financial and European Network of Ossama Ben Laden, European Intelligence Agency.

Les attentats du World Trade Center ont conduit le gouvernement américain à enquêter sur la gestion financière des Fondations humanitaires :

« Il est regrettable que certaines Fondations humanitaires aient été trompées par ceux qui financent la terreur par des ruses pour détourner l'argent de buts humanitaires et pour le transférer vers le terrorisme. Les Fondations humanitaires de la planète font un travail important, qui facilite la vie de millions de gens, et la sainteté du don charitable est un élément fondamental de nombreuses cultures. En 2000, par exemple, les Américains ont donné \$ 133 milliards aux Fondations à but humanitaire. Les donateurs de la planète, méritent de savoir que des protections ont été mises en place pour leur donner l'assurance que leurs contributions sont orientées pour les bonnes actions prévues¹. »

« Les États Unis ont désigné 10 organisations humanitaires étrangères comme ayant des liens avec Al Qaeda ou d'autres groupes terroristes et ont fermé deux importantes Fondations, basées aux USA, qui avaient des liens avec Ossama Ben Laden et les Taliban. De plus, le gouvernement a gelé les actifs de la plus grande Fondation islamique, basée aux USA, qui agissait en tant que moyen de financement pour le Hamas (organisation terroriste palestinienne). Aujourd'hui, \$ 6,3 millions de donations humanitaires ont été gelés, et de plus \$ 5,2 millions ont été gelés dans d'autres pays². »

En ce qui concerne le Hamas il faut noter que les dons annuels, d'origine américaine, s'élèvent à \$ 13 millions. Les fondations Islamiques sollicitent les donations en donnant des noms d'orphelins, et ou de veuves, non-existants ou morts. Pour le Hamas, une grande partie des dons sont affectés à l'insu des donateurs aux écoles qui encouragent, forment et entraînent les futurs kamikazes, et qui aident leurs familles. Dans certains cas les dons ont été utilisés pour payer les voyages d'entraînement dans les camps de formation « militaire » terroriste en Afghanistan, au Pakistan ou autres. Les bureaux de l'organisation humanitaire « Wafa », en Afghanistan, recélaient des manuels d'instruction, avec le « comment faire » pour les bombes de guerre chimique et biologique³.

¹ US Department of the Treasury, Contributions by the Department of the Treasury to the Financial War on terrorism, Fact sheet, September 2002, p.12.

² US Department of the Treasury, Contributions by the Department of the Treasury to the Financial War on terrorism, Fact sheet, September 2002, p.12.

³ US Department of the Treasury, Contributions by the Department of the Treasury to the Financial War on terrorism, Fact sheet, September 2002, p.14.

Les budgets annuels, de 2001, des principales organisations humanitaires parlent d'eux-mêmes (en millions d'Euro) :

- Unicef 1162
- HCR 824
- CICR (Internationale) 564
- Care 503
- Save The Children 175
- MSF (France) 91

Le rapport de septembre 2002, du GAO¹ au Congrès américain donne des chiffres surprenants, en relation avec les dons destinés aux familles des victimes du World Trade Center.

- 2/3 des foyers américains ont fait des dons.
- Les 34 plus importantes Fondations (sur un total de 300) ont collecté \$ 2,4 milliards en un an. La Croix Rouge américaine, à elle seule, a collecté près de \$ 988 millions.
- En un an 2/3 des fonds (\$ 1,6 milliard) avaient été distribués aux familles des sinistrés. Ce qui représente environ \$ 90.000 par famille.
- En 2000, l'IRS (Service des impôts Fédéral), a enregistré 820.000 Fondations au niveau national.
- Le total des actifs des Fondations s'élève à \$ 1.200 milliards et leurs revenus annuels approchent les \$ 720 milliards.

L'Arabie Saoudite et sa famille royale focalisent leur aide autour de trois axes :

- La Ligue Islamique Mondiale (**Al Rabita**²) une ONG créée en 1962 par le prince héritier Faysal Ibn Abdel Aziz. Cette ONG est chargée de défendre les minorités Islamiques en pays non musulmans. Elle est gérée à partir de La Mecque.
- L'Organisation de la Conférence Islamique (**OCI**) une ONG Internationale, suivant l'exemple des Nations Unies. En 1973, l'OCI crée la Banque Islamique de Développement (**BID**) surtout pour financer des projets d'infrastructure dans des pays islamiques.
- En 1981, sous l'impulsion du prince Turki Ibn Faysal, responsable des Services secrets d'Arabie Saoudite, et de son frère Mohamed Ibn Faysal, une banque islamique privée est créée à Genève, la **Dar Al Mal al islami**. En 1982, le roi Fahd nouvellement sur le trône, charge son beau-frère de créer la banque musulmane, **Dalla al Baraka**.

Ces organismes, œuvrant au travers d'une galaxie d'ONG humanitaires, ont été chargés de promouvoir et de financer la guerre en Afghanistan, puis en Bosnie, ainsi qu'une multitude de mouvements terroristes palestiniens et autres.

¹ GAO, United States General Accounting Office, September 11 – Interim Report on the Response of Charities, September 2002.

² Al Rabita al Islamiya al 'alamyia.

Comme les grandes ONG internationales et américaines, qui défendent la culture Occidentale, les ONG islamiques estiment qu'il est de leur devoir de défendre avant tout les intérêts de l'Islam dans le monde.

7) L'Univers Internet

Les analystes d'Interpol ont décrit le phénomène de globalisation des organisations terroristes et criminelles en ces termes :

« La nouvelle forme et les défis posés par le crime transnational continuent à évoluer, alors que de nouvelles alliances, réseaux et structures criminelles s'adaptent au marché. En fait, à l'avenir, le crime transnational est condamné à être en perpétuel état d'évolution. Le nouvel « Univers numérique » a généré des réseaux criminels qui ne connaissent ni les pays, ni les frontières, ni les affiliations ethniques, ni les structures hiérarchiques traditionnelles. L'organisation criminelle virtuelle est parmi nous, aujourd'hui. Elle représente, pour les forces de l'ordre, un plus grand défi qu'à aucune autre période de l'histoire humaine¹. »

La Stratégie Nationale², du Président Bush, pour un Cyberspace sécurisé nous donne un scénario :

« Une organisation terroriste annonce un matin qu'ils vont interrompre le réseau électrique du Nord de la côte du Pacifique, pendant 6 heures à partir de 16 heures ; puis ils le font. Le même groupe annonce alors qu'ils vont interrompre les lignes de communications entre la côte Est et la côte Ouest des États Unis pendant une demi-journée ; puis ils le font en dépit de nos efforts de les en empêcher. Puis, ils menacent d'interrompre le système de contrôle aérien de New York, immobilisant tous les vols ; puis ils le font. D'autres menaces suivent, et sont accomplies avec succès, pour démontrer la capacité de l'adversaire d'attaquer notre infrastructure critique. Finalement, ils menacent, si leurs demandes ne sont pas satisfaites, d'estropier les services de commerce électronique et de cartes de crédit pendant une semaine en utilisant plusieurs centaines de milliers d'identités volées pour des millions de transactions frauduleuses. Imaginez la panique et le chaos qui s'ensuivrait.

¹ R. Fahlman et A. Smith, Interpol, 2002 à <http://www.interpol.int/Public/cia/fahlman.asp>

² The President Critical Infrastructure Board, The National Strategy to Secure Cyberspace, The White House, September 2002.

Ce qui rend ce scénario si intéressant et alarmant, c'est que tous ces (types d') événements sont déjà arrivés, bien que pas tous ensemble ou de manière mal intentionnée. Ils sont arrivés de manière isolée, répartis dans le temps ; certains pendant des pannes techniques, certains pendant de simples exercices, et certains pendant de véritables attaques électroniques. Tous, pourtant, peuvent être accomplis par des attaques électroniques à distance...

Extraits d'une lettre au Président par 50 scientifiques, experts en informatique et anciens responsables du Renseignement.

IV Al Qaeda et la Globalisation de l'Organisation

1) Introduction au Réseau Al Qaeda

Ben Laden et son équipe dirigeante ont su tirer parti de l'évolution planétaire du terrorisme vers le banditisme en globalisant la structure organisationnelle d'Al Qaeda. En effet l'organisation Al Qaeda se dote d'une structure en réseau, avec externalisation de certaines tâches, sur le modèle des entreprises de la nouvelle économie comme Cisco, par exemple.

S'appuyant sur l'organisation en réseau d'Al Qaeda, l'équipe dirigeante de Ben Laden a créé trois filiales totalement cloisonnées entre elles, pour :

- (1) gérer les troupes de terroristes.
- (2) gérer les financements licites par le biais de Fondations ou entreprises industrielles et commerciales, ou financières.
- (3) gérer les financements illicites de la grande criminalité internationale comme la drogue par exemple.

En décembre 2001, Al Qaeda représentait 10.000 hommes en armes sur l'Afghanistan. Très peu ont été capturés ou tués sous les bombes américaines. Entre 1996 et 2002, près de 14.000 jeunes terroristes ont été formés dans les camps Afghans pour retourner dans leurs pays d'origine au Moyen Orient, en Afrique, en Europe et aux États Unis, et y préparer des attentats.

2) L'Organisation Multinationale du Terrorisme

Robert Kaplan décrit l'organisation d'Al Qaeda en termes modernes :

« Al Qaeda est un admirable modèle d'organisation. À l'image d'une société holding, c'est un système flexible,

souple au centre, ramassé aux extrémités. Ossama Ben Laden gère l'ensemble à l'économie, un peu comme le PDG Jack Welch dirigeait General Electric. Dans son portefeuille, il ne conserve que ce qui rapporte. Il soustraite, fait appel à des idées nouvelles, donne un peu d'argent. Si ça marche, il investit beaucoup. Sur le terrain, les sous-traitants ne doivent compter que sur eux-mêmes. L'objectif est de nuire à l'Occident, mais le management est moderne. Ossama Ben Laden est une facette de la mondialisation, au même titre que McDonald ou le séminaire de Davos¹. »

Ali Laidi dans son livre décrit une structure d'entreprise moderne, en réseau :

« Elle [la structure] est à la fois hiérarchisée, dispersée et décloisonnée. [...] En haut, trône un chef charismatique, Ossama Ben Laden, qui s'appuie sur ses lieutenants : Abou Zoubeida s'occupe du recrutement ; Mohamed Atef est chargé des opérations extérieures ; Abou Ghaith Soleiman est porte-parole ; Ayman Al Zawahiri, l'éminence grise ... À côté de cet exécutif, veille une sorte de conseil d'administration constitué des organisations et membres fondateurs d'Al Qaeda. Il s'agit des premiers signataires du Front Islamique de lutte contre les Juifs et les Croisés, créé en 1998 à Peshawar au Pakistan. On y trouve l'émir Mir Hamza, chef du Jamiat-I-ulema Pakistan (JUP) ; Maulana Fazlur Rehman, responsable d'un groupe de combattants islamistes du Cachemire ; Amin Dhaouahri, émir du Jihad Islamique égyptien ; Rifat Ahmad Taha, son homologue de la Jama'a Islamiya égyptienne ; Abdessalam Mohamed, dirigeant du Jihad Islamique du Bangladesh [...] Autour de ce centre [Al Qaeda] gravite une nébuleuse de groupes satellites en relation directe ou indirecte avec lui. [...] Elle [Al Qaeda] mêle à la fois des terroristes professionnels et aguerris, au comportement prévisible, et des terroristes amateurs, aux agissements complètement imprévisibles². »

Dans une interview, Pierre de Bosquet de Florian, le patron de la DST³ décrit le management moderne d'un groupe comme Al Qaeda :

« (les agents fonctionnent) de manière très professionnelle. Ils sont en large partie autonomes sur le plan financier : ils subsistent grâce à la délinquance,

¹ Jean-Jacques Mével, Robert Kaplan – "Toute guerre américaine est une croisade", Le Figaro, 10 août 2002.

² Ali Laidi et Ahmed Salam, Le Jihad en Europe, Seuil, 2002, p.16-17.

³ DST, Direction de la Surveillance du Territoire;

les braquages, la reproduction des cartes de crédit, voire, on a un exemple assez récent, la contrefaçon de vêtements de marque. Les membres de ces groupes sont chargés du repérage des objectifs ... Ils sont enfin très au fait des technologies modernes : informatique, Internet, téléphone satellitaire... Autant les ordres de passer à l'action sont donnés par des référents en Afghanistan, autant le choix des cibles, le timing ou les moyens semblent toujours décidés sur le plan local. Il faut aussi insister sur la mobilité de ces groupes, dont les membres voyagent en Europe – avec des faux papiers – se contactent... Il faut distinguer le financement des groupes eux-mêmes, qui ont des ressources autonomes, de l'organisation d'Ossama Ben Laden. Cette dernière dispose toujours de sommes considérables. Elles proviennent dans leur immense majorité de donateurs privés par le truchement des associations humanitaires. Il s'agit de riches musulmans, de la zone arabo-persique, notamment d'Arabie Saoudite. Il s'agit de personnalités, parfois haut placées dans la hiérarchie étatique et ministérielle¹. »

3) Les Fonds d'Al Qaeda

Rohan Gunatara a estimé² les fonds de fonctionnement annuels à :

- \$ 36 millions pour 3.000 membres.
- \$ 50 millions pour le matériel

Al Qaeda aurait acheté des membres de groupes islamistes pour \$ 100 millions par personne selon les services de renseignement américains³. En Novembre 1998, Les Services de renseignement américains ont appris que Ben Laden et son équipe avaient offert une récompense de \$ 9 millions pour l'assassinat de haut responsables de ces mêmes services. Cette action était sans doute en représailles de la décision américaine d'augmenter la récompense pour la capture de Ben Laden⁴.

Les revenus annuels d'Al Qaeda peuvent être chiffrés à plusieurs milliards de dollars.

¹ Pascal Ceaux et Fabrice L'homme, Al Qaeda peut frapper "le moment venu" selon le patron de la DST, Le Monde, 12 septembre 2002.

² Rohan Gunatara, Al Qaida, Autrement frontières, 2002, p.74.

³ Rohan Gunatara, Al Qaida, Autrement frontières, 2002, p.75.

⁴ US Congress, Joint Inquiry Staff Statement, Part I, September 18, 2002, p.16.

- \$ 1 milliard pour le trafic d'héroïne. Il faut s'attendre à une diminution une fois que les réserves de stocks Afghans auront été vendues.
- \$ 1 milliard de la Zakat pour la Jihad. Il est utopique de songer à une diminution des contributions de riches musulmans
- \$ 300 millions de profits industriels et commerciaux. Estimation basée sur le réinvestissement des surplus budgétaires des années précédentes dans un millier d'entreprises (20 % à 30 % de profits sur le capital investit), propriété de Ben Laden.

La traque aux fonds de Ben Laden ne paraît pas rencontrer de grands succès. Un an après l'attentat du World Trade Center, la communauté bancaire internationale n'avait bloqué qu'environ \$ 120 millions. Pendant ce temps les sponsors d'Al Qaeda en Afrique, au Moyen Orient et en Asie géraient une fortune, évaluée par le Groupe de surveillance des Nations Unies, à près de \$ 300¹ millions sur des comptes à l'île Maurice, Singapour, la Malaisie, les Philippines et le Panama. Des dons de \$ 16 millions continuent à être envoyés sans entraves au groupe Al Qaeda².

Les ressources financières sont gérées, d'une manière professionnelle, par un comité financier composé de banquiers, de comptables et divers experts sur quatre continents³.

4) L'Or et les Diamants

La traque aux fonds d'Al Qaeda est compliquée par le fait même que Ben Laden aurait changé une partie de ses biens en or⁴, diamants, saphirs et lapis lazulite⁵. Ce type de placement, en particulier l'or représente une parade efficace contre les perturbations monétaires en cas de guerre globale.

5) Les Fondations

Suivant la tradition des financements de la Jihad contre les Soviétiques, Al Qaeda a continué d'utiliser les Fondations islamiques pour faciliter ses opérations terroristes. Les imbrications des différentes entités avec des banques Islamiques de renom et un saupoudrage d'entités fictives rendent le suivi de l'affectation des fonds pratiquement impossible, sauf enquête professionnelle.

¹ UN Wire, September 3, 2002.

² UN Wire, September 3, 2002.

³ Rohan Gunatara, Al Qaida, Autrement frontières, 2002, p.74.

⁴ Comment l'or de Ben Laden aurait rejoint le Soudan, Le Figaro, 5 septembre 2002.

⁵ UN Wire, May 23, 2002.

Certaines enquêtes récentes divulguées par la presse¹ soulèvent légèrement le voile. L'enquête du gouvernement bosniaque sur Taibah International Aid Association suggère le financement d'actes terroristes. Le gouvernement bosniaque a arrêté une attaque dirigée par un consultant en informatique lié au réseau de Ben Laden et financé par Taibah. Taibah qui agissait en Bosnie sous le couvert du Global Relief Foundation, fournissait des déclarations de travail fictives (pour faciliter l'obtention de visas) et des faux visas. Les cadres retiraient de larges sommes d'argent liquide sous l'unique motif : « assistance. » Taibah reçoit ses dons de la banque Al Rahji à Jeddah en Arabie Saoudite, qui finance aussi plusieurs autres fondations islamiques aux États Unis et qui font partie des poursuites judiciaires à Washington en liaison avec le financement d'Al Qaeda. Le propriétaire de la banque le richissime Suleiman Rajhi n'est pas poursuivi personnellement par les autorités américaines. Les administrateurs américains de Taibah sont :

- Abdullah Ben Laden, dont les liens de parenté avec Ossama n'ont pas été élucidés². Abdullah a dirigé le bureau américain de la World Assembly of Muslim Youth, une association recevant le support du gouvernement saoudien.
- Abdelrahman Alamoudi, un supporter des groupes terroristes anti-israéliens et administrateur de l'American Muslim Foundation.
- Samir Salah, qui est aussi administrateur du Safa Trust, une entité déjà poursuivie dans une enquête précédente. M. Salah est le président de la Mosquée Dar al Hijra à côté de Washington. M. Salah est un administrateur de la filiale de la banque al Taqwa aux Bahamas. La banque al Taqwa est déjà poursuivie pour financement du terrorisme. Parmi les actionnaires d'Al Taqwa aux Bahamas nous trouvons deux demi-frères d'Ossama Ben Laden³.

6) Le Manuel des Opérations d'Al Qaeda⁴

Ce Document a été trouvé dans l'appartement d'un membre d'Al Qaeda à Manchester en Angleterre. Ce Manuel était sur son ordinateur dans un fichier intitulé « la série militaire ». Le document fut traduit en anglais pour être soumis au tribunal de New York en relation avec les attentats des Ambassades américaines.

¹ Glenn Simpson, Report Connects Charity to Al Qaeda, The Wall Street Journal Europe, September 23, 2002.

² Dans la famille Ben Laden il existe deux Abdullah dont l'un est un investisseur bien connu à Boston, qui lui n'est pas considéré comme suspect par les autorités américaines.

³ Le Monde, 4 mai 2002.

⁴ The Al Qaeda Manual, source: www.GlobalSecurity.org/intel/library/reports/2001/index.html.

Ce manuel, montre clairement le contexte militaire des opérations. Les recommandations du manuel comportent un grand nombre de détails et d'exemples. La structure « check liste », la clarté des explications et le style employé sont typiques des manuels militaires américains. Nombre d'exemples sont utilisés. Certains se réfèrent à des événements britanniques ou américains des guerres mondiales, ou des discours des présidents américains. D'autres exemples, bien sûr, sont tirés de l'histoire de L'Islam. Nous avons donc un ouvrage d'origine américaine, sans doute fourni par les instructeurs de la CIA, augmenté par quelques commentaires tirés de l'histoire religieuse et militaire de l'Islam. En effet un manuel strictement américain, ne pouvait être utilisé tel quel pour des recrues choisies parmi les plus extrémistes des religieux Islamistes, le Coran exigeant un encadrement du texte par des références aux paroles du Prophète.

La lecture du Manuel montre que les agents d'Al Qaeda arrêtés n'avaient pas nécessairement suivi toutes les recommandations du manuel, ce qui suggère un certain laxisme dans la discipline et/ou une formation non suffisamment poussée et trop rapide. Le contrôle qualité des agents laisse à désirer. Il y a là une faiblesse dans l'organisation d'Al Qaeda qui peut être exploitée.

Nous avons choisi, et traduisons ici, quelques passages parmi les 100 pages de l'œuvre pour donner un aperçu général du professionnalisme des opérations militaires des terroristes. Il faut noter que la copie traduite et publiée par les services britanniques omet les chapitres détaillés sur l'assassinat, le kidnapping, et l'attentat à la bombe, bien que ces sujets soient mentionnés par ailleurs, en particulier une référence à une « leçon sur la tactique des opérations spéciales¹ ».

Les incohérences du style utilisé sont dues à une traduction très proche du texte de façon à conserver, autant que faire se peut, les expressions particulières des auteurs.

« Il est interdit de retirer ceci de la maison². »

« Au nom d'Allah, le miséricordieux et compassionné
Aux champions qui ont juré la vérité le jour et la nuit ... Et écrit avec leur sang et leurs souffrances ces phrases...
La confrontation que nous appelons avec les régimes apostats ne connaît pas les débats de Socrate ... Les idéaux de Platon ... ni la diplomatie d' Aristote. Mais elle connaît le dialogue des balles, les idéaux des

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-65

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-1

assassinats, des bombes, et de la destruction, et la diplomatie du canon et de la mitrailleuse.

Les gouvernements Islamiques n'ont jamais et ne seront jamais mis en place grâce à des solutions pacifiques ou des conseils de coopération. Ils sont établis comme ils l'ont été par le stylo et le pistolet, par la parole et la balle, par la langue et les dents.¹ »

« Promesses Aux Sœurs

À la sœur croyante dont les criminels ont arraché les habits.

À la sœur croyante dont les oppresseurs ont rasé les cheveux.

À la sœur croyante dont le corps a été abusé par les hommes chiens.

Je m'engage solennellement, oh ! Sœur ... à rendre leurs femmes veuves et leurs enfants orphelins

Je m'engage solennellement, oh ! Sœur ... à leur faire désirer la mort et haïr les nominations et le prestige.

Je m'engage solennellement, oh ! Sœur ... à les égorger comme des agneaux et de laisser le Nil, al-Asi, et les fleuves l'Euphrate couler avec leur sang.

Je m'engage solennellement, oh ! Sœur ... à être la lance de la destruction de tous les régimes non croyants et apostats.

Je m'engage solennellement, oh ! Sœur ... à te venger de tout chien qui te touche même avec de mauvaises paroles². »

« Après la chute de notre Califat orthodoxe le 3 mars 1924, et après avoir chassé les coloniaux, notre Nation de l'Islam fut affligée par des gouvernants apostats qui prirent le contrôle dans la Nation des Musulmans. Ces gouvernants se trouvaient être plus incroyants et criminels que les coloniaux eux-mêmes. Les Musulmans souffrirent toutes sortes de peines, oppression, et torture à leurs mains.

[...] Alors, ils commencèrent à répandre des vues impies et athées parmi les jeunes. Nous avons trouvé certains qui prétendaient que le socialisme faisait partie de l'Islam, que la démocratie était le conseil [religieux], et que le Prophète, Dieu le bénisse et le protège, avait propagé le communisme.

Le colonialisme et ses détracteurs, les gouvernants apostats, commencèrent à ériger en secret des centres de croisés, sociétés, et organisations comme des loges

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-3

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-5

maçonniques, Club Lions et Rotary, et des écoles étrangères. Leur but était de produire une génération perdue qui absorberait tout ce qui était occidental et produirait des gouvernants, prêtres, chefs, médecins, ingénieurs, hommes d'affaires, hommes politiques, journalistes, et experts en information. [Ver du Coran] « et les ennemis d'Allah ont comploté et élaboré des plans, et Allah aussi fit des plans, et le meilleur des planificateurs c'est Allah¹. »

« Les jeunes hommes revenant à Dieu réalisèrent que l'Islam n'est pas simplement de faire des rituels mais un système complet : la Religion et le gouvernement, le culte et la Jihad [guerre sainte], l'éthique et les relations entre les gens, et le Coran [bible] et le glaive. Le triste sort de la Nation était le résultat de sa divergence du chemin de Dieu et de sa loi juste pour tous lieux et époques.

[...] C'est la même incroyance qui poussa Sadate [président égyptien], Hosni Moubarak (président égyptien), Ghadafi [président Libye], Hafez Assad [président Syrie], Saleh, Fahed – La malédiction de Dieu soit sur les gouvernants incroyants – et tous les dirigeants arabes apostats à torturer, tuer, emprisonner, et tourmenter les musulmans². »

PRINCIPES de l'Organisation Militaire³.

L'Organisation militaire a trois grands principes sans lesquels elle ne peut exister.

1. Le Commandement militaire et son conseil
2. Les soldats (les membres individuels)
3. Une stratégie clairement définie

L'organisation militaire a certaines exigences pour faciliter la confrontation et l'endurance. Elles sont :

- 1. De faux papiers et de la fausse monnaie**
- 2. Des appartements et des caches**
- 3. Des moyens de communication**
- 4. Des moyens de transports**
- 5. Le renseignement**
6. Les armes et les munitions
7. Le transport

LES MISSIONS de l'Organisation militaire⁴ :

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-7

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-8

³ The Al Qaeda Manual, UK/BM-12

⁴ The Al Qaeda Manual, UK/BM-12

La mission principale est : Le renversement des gouvernements athées par des gouvernements Islamiques.

Les autres missions consistent à :

1. Collecter des renseignements sur l'ennemi, le territoire, les installations, et les voisins.
2. Kidnapper le personnel de l'ennemi, les documents, les secrets et les armes.
3. Assassiner le personnel de l'ennemi aussi bien que les touristes étrangers.
4. Libérer les Frères qui sont capturés par l'ennemi.
5. Répandre des rumeurs et écrire des déclarations qui excitent les gens contre l'ennemi.
6. Faire sauter et détruire les lieux de distractions, d'immoralité et de péché ; ce n'est pas une cible vitale.
7. **Faire sauter et détruire les ambassades et attaquer les centres économiques vitaux.**
8. **Faire sauter et détruire les ponts donnant l'accès aux villes. »**

L'importance de l'organisation militaire¹ :

1. Le remplacement des personnalités qui bloquent le chemin de l'Appel. Tous types d'intellectuels et penseurs de l'état civils et militaires.

[...]

7. Maintenir la discipline et le secret dans les tâches »

Les aptitudes des membres de l'Organisation² :

- 1) Islam.
- 2) Engagement.
- 3) Maturité [plus de 15 ans].
- 4) Sacrifice.
- 5) L'écoute et l'obéissance.
- 6) Garder les secrets et cacher le renseignement.
- 7) Sans maladies.
- 8) Patient.
- 9) Assuré et Imperturbable. [Le membre] ... doit pouvoir [...] **tuer un ou tous ses camarades dans l'organisation.**
- 10) Intelligent et Intuitif [exemple d'un espion allemand pendant la première guerre !].
- 11) Prudent [exemples d'un général Romain et d'un marchand américain !].
- 12) Sincère et de bon Conseil.
- 13) La Capacité d'Observation et d'analyse.

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-13

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-15-19

- 14) La Capacité d'agir, de changer de position et de se cacher. [exemple d'un colonel américain aux USA en 1960 !]. »

Précautions pour la *SÉCURITÉ FINANCIÈRE*¹ :

- Diviser les fonds opérationnels en deux parties : Une partie doit être investie dans des projets qui rapportent financièrement, et l'autre doit être préservée et non dépensée sauf pendant les opérations.
- Laisser de l'argent en dépôt avec des non-membres et le dépenser si besoin.

Précautions de sécurité pour les *FAUX PAPIERS*² :

- Tous les documents d'un Frère incognito, comme les cartes d'identité et les passeports, doivent être faux.
- Tous les travaux de faux doivent être accomplis par le commandement et pas au hasard (Contrôle de Qualité). »

Les *APPARTEMENTS* et Caches³ :

Ces bases peuvent être dans les villes, et sont appelées foyers ou appartements. Elles peuvent être dans les montagnes, des terrains difficiles loin de l'ennemi, et sont appelées des caches ou des bases.

Précautions de sécurité relatives aux appartements :

- Il est préférable de louer des appartements au rez-de-chaussée pour faciliter la fuite et de pouvoir creuser des tranchées.
- Il est préférable de louer ces appartements en utilisant de faux noms, une couverture appropriée, et une apparence de non-Musulman.
- Il est préférable de louer des appartements dans de nouveaux quartiers où les gens ne se connaissent pas...
- Un accord entre ceux vivant dans l'appartement sur un code pour frapper à la porte et des signes particuliers avant de pénétrer par la porte principale du bâtiment pour indiquer à ceux qui désirent entrer que le lieu est sûr et pas sous surveillance... »

Les *COMMUNICATIONS*⁴ :

Il est bien connu que pour les opérations furtives, les communications sont le facteur central d'un résultat rapide. Toutefois, c'est une épée à deux tranchants :

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-22

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-22

³ The Al Qaeda Manual, UK/BM-25-27

⁴ The Al Qaeda Manual, UK/BM-29-40

Cela peut être à notre avantage si nous l'utilisons correctement et cela peut être un poignard planté dans notre dos si nous ne prenons pas en compte les mesures de sécurité nécessaires.

[...] Avant de contacter ses membres, le commandant de la cellule doit s'entendre avec chacun d'eux séparément (Les membres d'une cellule ne doivent jamais se rencontrer en un lieu et ne doivent pas se connaître) sur la méthode et les moyens de communication. (Note : La cellule ou le réseau doivent être la méthode adoptée par l'Organisation. Elle doit être composée de plusieurs cellules dont les membres ne se connaissent pas, afin que si un membre est capturé les autres cellules ne soient pas affectées, et que le travail continue normalement.

- Les communications ne doivent pas être dans des lieux publics. On doit choisir des téléphones qui n'attirent pas l'attention des services de sécurité et qui sont plus difficiles à enregistrer. Il est préférable d'utiliser des téléphones dans des cabines et sur les rues principales.
- Les conversations doivent être codées...
- Quand le commandement est sûr qu'un téléphone est sur écoute, il peut l'utiliser pour fournir des informations qui vont tromper l'ennemi et qui profiteront aux plans.
- Si l'Organisation obtient des systèmes de brouillage, elle doit les utiliser immédiatement. »

LE TRANSPORT, voitures et motos¹ :

- On doit avoir les permis adéquats ne pas enfreindre les lois pour éviter des problèmes avec la police.

Le véhicule doit être acheté avec de faux papiers.

- La plaque d'immatriculation et le nom du département² doivent être faux.
- Le véhicule d'opérations ne doit pas être conduit dans de grandes stations essence afin de ne pas être détecté par les services de sécurité. »

Les ARMES³ :

- L'arsenal ne doit pas être dans des lieux bien protégés ou près de parcs et lieux publics.

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-40-42

² Le Texte traduit en Anglais indique "Licence plate number and county name". Ceci est une particularité uniquement américaine, seul un instructeur vivant aux Etats Unis ou d'origine américaine ferait une telle description. Bien sûr, les agents Islamistes devront oeuvrer sur le territoire américain, mais un écrivain d'origine Arabe, Britannique, Française ou Allemande n'aurait pas songé à se référer au nom du "county".

³ The Al Qaeda Manual, UK/BM-46-50

- L'arsenal ne doit pas être dans un « no man's land ».
- L'appartement choisi comme arsenal doit être acheté par l'Organisation ou loué pour le long terme.
- Le responsable de l'arsenal doit garder un livre avec l'inventaire de toutes les armes, les explosifs, et les munitions. Ce livre doit être codé et bien caché.
- Seul le responsable de l'arsenal et le commandant doivent connaître le lieu de l'arsenal. »

La SÉCURITÉ DU MEMBRE¹ :

[le membre furtif]

- Ne doit pas révéler son vrai nom aux membres de l'Organisation qui travaillent avec lui, non plus qu'au Da'wa [l'appel Islamique].
- Avoir une apparence générale qui n'indique pas son appartenance Islamique (barbe, cure-dents, livre, longue chemise, petit Coran).
- Éviter de visiter des lieux Islamiques réputés (mosquées, bibliothèques, fêtes musulmanes, etc.)
- Garder avec sa famille et ses voisins des relations et ne pas affecter de changements vis-à-vis d'eux afin qu'ils ne tentent pas de le retirer [de l'Organisation] pour des raisons de sécurité.
- Ne pas causer de troubles dans le voisinage où il habite ou sur le lieu de travail.
- Ne pas se garer dans des zones interdites et ne pas prendre de photos où c'est interdit.

Le PLAN DE SÉCURITÉ² :

- Ceci est un groupe d'actions coordonnées, cohérentes, et intégrées, qui sont liées à une certaine activité et dont le but est de tromper et surprendre l'ennemi, et si le groupe est découvert, de minimiser la perte de travail autant que possible.
- Un certain nombre de conditions doivent être réunies pour permettre au plan de sécurité de réussir. Elles sont : (A) Le réalisme est basé sur le concret pour qu'il soit crédible pour l'ennemi avant et après l'opération. (B) Coordonné, intégré, cohésif, et exact, sans failles, pour donner à l'ennemi [l'impression] d'une chaîne d'événements continue. (C) Simple pour que les membres puissent l'assimiler. (D) Créatif. (E) Flexible. (F) Furtif.
- Par exemple, le Frère qui est responsable d'une certaine mission pourrait être arrêté. C'est pourquoi il est nécessaire qu'un plan de sécurité soit mis en

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-51-55

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-56-64

place pour lui par lequel il pourra nier toute accusation.

- Exemple d'un plan de sécurité pour une mission individuelle (formation en Afghanistan) : Avant le départ [...] Il est essentiel qu'il [le Frère] apprenne les réponses aux questions prévisibles suivantes : (A) Quelles sont les raisons de votre voyage ? (B) Comment avez vous eu l'argent pour le voyage ? (C) Combien de temps va durer le voyage ? (D) Qui va vous accueillir dans le pays de destination ? (E) Qu'allez vous faire dans le pays de destination ? (Il y a différents degrés de questionnements). Pour le pays de transit [...] (A) Que faisiez-vous au Pakistan ? (B) Êtes vous un combattant de la Jihad ? Est-ce que vous appartenez à une organisation religieuse dans votre pays ? (C) Pourquoi êtes vous venu dans notre pays en particulier ? (E) Avec qui allez vous rester maintenant ? (F) Combien de temps allez vous rester ici ?

Un Exemple de plan de sécurité pour une mission en groupe (assassinat d'une personne importante)¹ :

L'assassinat est une opération militaire et de sécurité de base. C'est pourquoi il est essentiel pour les commandants d'établir des plans relatifs à l'assassinat en tenant compte de deux aspects : Premier aspect : L'importance de définir un plan de sécurité prudent, systématique, et solide, pour cacher les opérations de l'ennemi jusqu'au moment de sa mise en œuvre, ce qui minimisera les pertes au cas où la partie exécutante sera découverte. Deuxième aspect : L'importance de définir un plan tactique pour l'assassinat qui comprend les éléments opérationnels (membres, armes, caches...) et les facteurs opérationnels (heure, lieu). Dans cet exemple nous expliquerons en détail la partie relative au plan de sécurité. La partie relative aux tactiques opérationnelles sera expliquée dans la leçon sur les tactiques des opérations spéciales.

La Méthode des opérations :

- Les sujets des armes et du financement ne doivent être connus de personne sauf du commandant.
- Les appartements ne doivent pas être loués sous de vrais noms...
- Avant la mission, il faut préparer de faux documents pour les participants.

¹ Note du Manuel: "Il est possible de dire aussi "enlèvement d'une personnalité importante". Toutes les actions et préparatifs pour un assassinat ou enlèvements sont les mêmes.

- Avant la mission, les appartements doivent être organisés pour cacher les Frères qui y participent. Ces appartements ne doivent pas être connus excepté du commandant et de ses soldats.
- Des moyens de transport fiables doivent être disponibles. Il est essentiel qu'avant la mission, ces moyens aient été vérifiés et entretenus convenablement.
- Avant la mission, le commandant doit expliquer à ses soldats ce qu'il faut dire s'ils sont capturés...

L'ESPIONNAGE par méthodes libres¹ :

- Une question importante : Comment un espion musulman peut-il vivre parmi ses ennemis s'il maintient ses caractéristiques Islamiques ? Comment peut-il accomplir ses devoirs vis-à-vis de Dieu et ne pas vouloir apparaître comme un Musulman ?
- À propos des habits et de l'apparence (apparence de la vraie religion), Ibn Taimia – que Dieu lui accorde sa miséricorde – dit, « Si un musulman est dans un combat ou un lieu païen, il n'est pas obligé d'avoir une apparence différente de [ceux autour de lui]. L'homme [Musulman] peut préférer ou même être obligé de paraître comme eux, à la condition que ces actions produisent un effet religieux, de prêcher vers eux, d'apprendre leurs secrets et en informer les musulmans, empêcher qu'on leur fasse du mal, ou de quelque autre but bénéfique. »
- Ressembler au polythéiste dans son apparence religieuse est un cas de « la nécessité autorise l'interdit » même quand ils [les actes interdits] sont clairement interdits. Quant aux devoirs ostensibles, comme le jeûne et prier, il peut jeûner en usant des excuses d'eux [les polythéistes]. Quand à la prière, le livre (Al-Manhaj Al-Haraki Lissira Al-Nabawiya) cite Al-Baraki « qu'il [le musulman] peut combiner le midi et l'après-midi [les prières de], le coucher de soleil et du soir [les prières de]. Ceci est conforme au fait que le Prophète – Dieu le bénit et le protège – regroupa [les prières] à Médine sans peurs ni hésitations. [...] Il faut noter, toutefois, qu'il est interdit de faire ce qui est illégal, comme de boire du vin ou la fornication... Il n'y a rien qui permette cela.
- **Instructions pour battre et tuer les Otages** : Les érudits religieux ont permis les coups. Ils se réfèrent à une tradition expliquée dans le manuscrit de

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-75-83

l'Imam Mossalem [...] Les érudits religieux ont aussi permis de tuer un otage s'il insiste à ne pas révéler des informations aux musulmans. Ils ont permis de le tuer afin qu'il ne puisse pas informer les siens de ce qu'il a appris à propos de la situation des musulmans, leur nombre et leurs secrets. [...] Les érudits ont aussi permis l'échange des otages pour de l'argent, des services, de l'expertise, aussi bien que des secrets relatifs à l'armée ennemie, ses plans, son nombre...

- Sources Publiques : ... Il est possible d'accumuler 80 % des renseignements sur l'ennemi... Truman, un ex-président américain a dit ... En 1954, Allan Dulles, Directeur du Renseignement [CIA], a dit...
- Sources Secrètes : Il est possible, par des méthodes secrètes et dangereuses, d'obtenir 20 % du renseignement qui est considéré secret. Les plus importantes de ces sources sont : (A) Les individus recrutés comme volontaires ou pour d'autres motifs. (B) Les enregistrements et surveillances. (C) Les photos. (D) Les interrogatoires. (E) Les documents : par vol ou recrutement du personnel. (F) Les drogues. (G) La surveillance, l'espionnage, et l'observation.
- Informations dans des publications officielles : (-) Les nouvelles de tourisme et l'arrivée de groupes de touristes étrangers. (-) La publicité sur les zones de présentations de voitures neuves ou d'occasion. Elles peuvent être utilisées pour des assassinats, des enlèvements, et pour renverser le gouvernement. (-) Apprendre l'intérieur des bâtiments du gouvernement pendant les inaugurations ou par la publicité.

L'Espionnage par méthodes furtives :

Les renseignements utiles à collecter par des méthodes furtives sont seulement de deux types :

- Premièrement : **L'Information sur le personnel du gouvernement, les responsables, les personnalités importantes, et tout ce qui à trait à elles (résidence, lieu de travail, heures d'aller et venues, les épouses et enfants, les lieux visités)**
- Deuxièmement : **Les informations relatives aux bâtiments stratégiques, les lieux de rassemblement importants, et les bases militaires. Les exemples sont les ministères importants comme ceux de la Défense et de la Sécurité Intérieure, les aéroports, les ports, les passages de**

frontière terrestre, les ambassades, et les stations de radio et de télévision.

Mesures de sécurité à maintenir par l'espion :

- Accomplir les exercices pour détecter une surveillance pendant la mission...
- Entrer dans une impasse et observer qui vous suit.
- Faire tomber quelque chose de la poche par inadvertance et observer qui la prend.
- Marcher vite et stopper brutalement au coin et observer qui est affecté.
- S'arrêter à la vitrine et observer qui vous regarde.
- Il n'est pas permis de porter des armes pendant la mission de collecte de renseignement.

LE CROQUIS¹ :

La description :

- Les centres du personnel de sécurité et des services gouvernementaux.
- Les Ambassades et consulats.
- Les parcs publics.
- Il est préférable de photographier le lieu au préalable, puis la rue du lieu [recherché]. Si possible, des photos panoramiques doivent être prises. [...] Il est dangereux de faire développer le film à l'extérieur. Quand vous observez une installation militaire ou camp, nous conseillons de ne pas prendre des photos où c'est interdit. Le Frère photographe doit utiliser un appareil de photo moderne qui peut faire des photos la nuit ou bien de loin et alors seulement l'objectif doit être visible...
- La description de la base ou du camp doit contenir :
(-) Les fortifications et tunnels. (-) La quantité et les périodes d'éclairage. (-) Le nombre de soldats et d'officiers. Le rang des officiers. (-) La localisation des dépôts de munitions. (-) Le nom du commandant, son rang, les heures d'arrivée et de départ. (-) Les heures de sommeil et de veille. (-) Les lignes de téléphone et les moyens de communications.

LE RECRUTEMENT² :

Les Candidats sont :

- Les Contrebandiers.
- Ceux qui demandent l'asile politique.
- Les aventuriers.
- Les travailleurs dans les cafés, restaurants et hôtels.

¹ The Al Qaeda Manual, UK/BM-90-91

² The Al Qaeda Manual, UK/BM-92-98

- Les gens dans le besoin.
- Les Employés des postes frontières, des aéroports, et des ports maritimes.

Les agents préférés de la CIA :

- Les officiels étrangers mécontents de la politique de leur pays...
- L'idéaliste (qui est dans son pays mais contre son gouvernement) est considéré comme une prise de choix ...
- Les Officiels qui vivent avec prodigalité et ne peuvent pas y subvenir avec leur salaire normal, ou ceux qui ont des faiblesses pour les femmes, d'autres hommes, ou l'alcool [...] l'agent qui considère servir une cause noble est difficile à recruter par les services de renseignements ennemis.

7) Le Matériel Militaire

Al Qaeda comme la plupart des organisations terroristes islamiques dispose de matériel militaire lourd et en quantité.

- Des mines sophistiquées en plastique indétectable et explosant sous pression. Certaines mines avec un amorçage aléatoire pour n'exploser qu'au deuxième ou troisième passage. Des mines dissimulées dans des jouets d'enfants ou montre-bracelet¹.
- Petits blindés, batteries de DCA, lance-missiles antichars².
- Disparition des camps d'Afghanistan de missiles Scud B17 (portée 300 Km.) et Frog 7 (portée 70 Km.), obus chimiques et gaz VX et Sarin pouvant être lancés par des unités mobiles ou des canons M46 de 130 mm³.
- Les services secrets Européens et Américains semblent avoir déjoué les tentatives d'Al Qaeda d'acquérir des matières radio actives en vue de créer une bombe sale⁴.

Fin 1982, les services israéliens ont présenté aux journalistes une découverte faite durant la guerre du Liban. M. Arafat et l'OLP avec l'aide de l'union soviétique avaient créé une série de dépôts secrets et fortifiés. Il y avait suffisamment d'armes pour plusieurs divisions blindées. De plus les officiers de l'armée de l'air israélienne avaient été surpris par la complexité de la défense

¹ Roland Jacquard, Les archives secrètes d'Al Qaida, Jean Picollec, 2002, p.74.

² Roland Jacquard, Les archives secrètes d'Al Qaida, Jean Picollec, 2002, p.181.

³ Roland Jacquard, Les archives secrètes d'Al Qaida, Jean Picollec, 2002, p.225.

⁴ Roland Jacquard, Les archives secrètes d'Al Qaida, Jean Picollec, 2002, chapitre IV.

antiaérienne mise en œuvre autour du château Beaufort à la frontière Israël – Liban¹.

8) L'Univers Internet

Les divers témoignages sur les pilotes terroristes du World Trade Center ont tous été unanimes pour souligner le temps passé par chacun d'eux à surfer Internet. Certains comme Moussaoui avaient leur propre PC portable, ce qui se révélera utile pour les enquêtes de police. Les terroristes font un grand usage des messageries électroniques par le biais des dizaines de cybercafés que l'on retrouve au Caire (Égypte) ou à Peshawar (Pakistan). Certaines messageries sont même accessibles par téléphone cellulaire.

Un certain nombre de téléphones satellitaires d'Al Qaeda comportaient des logiciels de cryptages achetés à Londres ou aux États unis. Dans certains cas cela pouvait gêner l'écoute des Services Européens ou Américains mais en aucun cas ne limitait le repérage géographique.

Il existe un grand nombre de sites Internet Islamiques. Certains sont cryptés, d'autres nécessitent des mots de passe, comme les sites Salafistes qui requièrent des codes faisant référence à des textes anciens. Un point de départ peut être une recherche sur les mots clefs comme Abu Banan qui donne plus de 550 résultats dont des sites islamiques tels que Guraba². Il existe des sites qui prônent ouvertement la Jihad tels qu'Al Muhajiroun. com³ et Jamatdawa. org⁴.

Al Qaeda gère certains sites à Lahore et Karachi (Pakistan) ou au Cachemire (Indes)⁵. Internet permet de transmettre très rapidement et avec une grande fiabilité les vidéos de repérages des cibles à attaquer de façon à recevoir les instructions et préparer les kamikazes en attente à des milliers de kilomètres de là. D'après Roland Jacquard, Ben Laden aurait reçu un plan transmis par un Saoudien de Londres pour développer le cyberterrorisme islamique. Et il semblerait que Ben Laden ait recruté un certain nombre d'ingénieurs informatiques arabes de haut niveau.

¹ Kenneth Timmerman, Who killed Abu Nidal ?, Wall Street Journal Europe, August 20, 2002.

² <http://www.angelfire.com/al/guraba/guraba.html>

³ <http://www.almuhajiroun.com>

⁴ <http://www.jamatdawa.org>

⁵ Roland Jacquard, Les archives secrètes d'Al Qaida, Jean Picollec, 2002, p.217-218.

V La psychologie de l'artificier Kamikaze

Parmi les chercheurs et experts sur le sujet du terrorisme, il semblerait qu'il existe une gêne, surprenante, à accepter la relation des Kamikazes, d'une part avec l'argent et d'autre part avec la dévotion religieuse. Le fait que les organisations terroristes aient des moyens financiers sans commune mesure est un fait incontestable. Cependant, l'esprit Cartésien et judéo-chrétien a quelques difficultés à accepter la notion que l'argent puisse être un élément nécessaire pour un adolescent qui va donner sa vie dans un élan de fanatisme religieux.

Les différents reportages et interviews récents des terroristes tendent à prouver que le fanatisme religieux ne serait pas l'élément motivant principal. Les récits de Jean-Marie Pontaut¹ sur la vie et les motivations de certaines jeunes recrues, ainsi que les reportages auprès des familles dressent tous un tableau raisonnablement homogène. Le Kamikaze type serait un adolescent entre 20 et 30 ans (les dirigeants ont près de la cinquantaine), souvent issu des classes moyennes et, ou, dont les parents sont cadres ou exercent une profession libérale. Ses jeunes années se sont écoulées, normalement, entre une éducation secondaire de type occidental et des sorties avec les filles pour danser les week-ends. Pratiquement dans aucuns des cas, le jeune kamikaze n'avait montré une vocation religieuse profonde. Il semble que le recrutement par les organisations terroristes ait été facilité par les frustrations rencontrées au moment de l'insertion dans la vie professionnelle et au sein de la famille. À la fin de ses études, le jeune kamikaze se retrouve souvent en désaccord avec ses parents qu'il juge trop conservateurs et trop soumis à l'idéologie coloniale. L'insertion dans le monde du travail se fait souvent avec difficultés et par à-coups, parfois aggravés par de longues périodes de chômage. À ce stade, le sentiment de frustration et surtout le sentiment de manque de reconnaissance, auquel il a droit de par ses études, se développent. Une première expérience maritale difficile s'est parfois soldée par un échec. C'est à ce moment, de grande faiblesse que l'organisation terroriste offre au jeune désemparé, un contexte où il est reconnu par ses Frères et nouveaux amis, épaulé financièrement et même dans certains cas un nouveau mariage est arrangé au sein de l'organisation. Nous sommes là dans un contexte de Secte classique.

Pendant 2 à 5 ans avant l'attentat, le jeune membre vit bien, tant sur le plan financier que sur le plan familial. Les voyages par avion sont fréquents. Pendant les périodes d'entraînement dans les

¹ Jean-Marie Pontaut et Marc Epstein, Ils ont assassiné Massoud – Révélations sur l'internationale terroriste, Robert Laffont, 2002.

camps même la famille est amenée à proximité et tous bénéficient de retours en Europe, par avion, si nécessaire. Sur le plan émotionnel, le membre a la reconnaissance de toute une communauté qui se considère en état de guerre permanente. L'attentat final est considéré comme un acte héroïque et glorieux, dont la gloire rejaillira sur la famille qui par ailleurs touchera « l'assurance ». Il suffit de revenir quelques années en arrière, pendant la deuxième guerre mondiale en particulier où un grand nombre de jeunes hommes ont accompli des actes héroïques « pour la gloire », et sans le support du fanatisme religieux.

Les divers reportages sur la délinquance dans les cités françaises nous ont fait découvrir de jeunes adolescents, professionnels du crime, avec des revenus de € 20.000 par mois pour avoir revendu du haschich. Le vol de voiture, lui, rapporte beaucoup plus, près de € 100.000 par mois. Au total sur le territoire français, les trafics de cannabis et d'ecstasy dans les cités, représentent à eux seuls, un chiffre d'affaires annuel de plus de € 2 milliards¹. Dans ce contexte il faut rappeler que les réseaux terroristes sont une partie intégrale des réseaux de drogue et du grand banditisme international.

Le 5 août 2002, les autorités allemandes, ont interdit les activités de la fondation Al Aqsa e.v. en Allemagne, au motif que l'argent collecté servait à payer les familles des kamikazes palestiniens. Ces paiements suscitant une motivation forte pour les jeunes kamikazes. Mahmoud Amr, le président de la fondation se défendit : « Nous n'avons jamais transféré d'argent aux familles des suicidés, parce que les suicidés ont une grande renommée, ils passent à la télé et ils touchent de l'argent d'autres sources². » M. Amr, représentant la cause palestinienne, confirme bien donc, que les kamikazes sont payés pour les attentats qu'ils commettent et que c'est la famille qui en profite.

Un responsable des services américains décrit l'apparition des « artisans indépendants » œuvrant pour Al Qaeda : « Nous avons le sentiment, qu'un certain nombre de pseudo-artisans indépendants opèrent avec un minimum d'instructions et font ce qu'ils peuvent avec le peu de formation qu'ils ont reçu³. ». L'enquête sur l'attentat de Djerba, en 2002, indique que le Kamikaze M. Nawar aurait préparé l'opération tout seul mais aurait reçu l'autorisation d'un responsable d'Al Qaeda au Pakistan,

¹ Observatoire de la Drogue, cité dans Antoine Sfeir, Les réseaux d'Allah, Plon 2001.

² Wall Street Journal Europe, Germany toils to shake terrorist appeal, August 20, 2002.

³ David S. Cloud et Ian Johnson, Al Qaeda Freelance Bombers, Wall Street Journal Europe, August 20, 2002.

M. Khalid Shaikh Mohammad, qui lui aurait envoyé un paiement de € 20.000¹.

Le 6 avril 2002, Bill Keller, dans un article du New York Times,² a noté un accroissement des attentats suicide en Israël, un mois après que l'Irak ait doublé les paiements aux familles de suicidés de \$ 10,000 à \$ 20.000.

Dans l'étude pour le National Bureau of Economic Research³, Alan Krueger a fait une analyse statistique très détaillée des motivations des terroristes palestiniens et libanais. L'étude suggère qu'un niveau de vie au-dessus du niveau de pauvreté et ou des études secondaires ou supérieures sont des facteurs positifs favorisant une participation au Hezbollah. Krueger met en garde contre une attitude bien pensante, qui voudrait trouver une solution au terrorisme en accroissant l'aide financière et éducative internationale. Lier l'aide humanitaire à la menace terroriste pourrait avoir un effet pervers en motivant la violence, nous dit-il. L'étude du terrorisme palestinien a aussi fait ressortir :

- qu'une majorité de la population ne considère pas les attentats suicide comme un acte de terrorisme ;
- que les personnes avec plus d'éducation n'étaient pas moins favorables aux attaques violentes contre les cibles israéliennes et qu'elles étaient moins favorables au dialogue ;
- que les chômeurs étaient moins favorables aux attaques contre les cibles militaires et civiles ;
- qu'une majorité ne croyait pas que l'attentat du 11 septembre était le fait de Ben Laden ou d'Arabes.

Dans un article pour le New Yorker⁴, en novembre 2001, Nasra Hassan décrit une situation en Palestine, qui pourrait nous surprendre. Les leaders du Hamas interviewés soulignent leurs difficultés :

« Notre plus grand problème est les hordes de jeunes hommes à notre porte, insistant pour être envoyés [en mission suicide]. C'est difficile de choisir quelques-uns ... La sélection est compliquée du fait qu'un si grand nombre désire s'embarquer sur ce voyage de l'honneur. Quand l'un est choisi, beaucoup d'autres sont dépités. »

Hassan commente, à propos des kamikazes :

« Aucun d'eux n'était sans éducation, désespérément pauvre, simple d'esprit ou déprimé. La plupart étaient de la classe moyenne et, sauf s'ils étaient recherchés par

¹ David S. Cloud et Ian Johnson, Al Qaeda Freelance Bombers, Wall Street Journal Europe, August 20, 2002.

² Bill Keller, Springtime for Saddam, The New York Times, April 6, 2002.

³ Alan Krueger and Jitka Maleckova, Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is there a causal connection?, National Bureau of Economic Research, July 2002.

⁴ Nasra Hassan, An arsenal of believers, The New Yorker, November 19, 2001.

la loi, avaient un emploi rémunérateur. Plus de la moitié était des réfugiés de ce qui est maintenant Israël. Deux étaient des fils de millionnaires. »

La raison principale exprimée par les Palestiniens, et ce de façon récurrente, est : « Les Israéliens nous humilient. Ils occupent notre terre et nient notre histoire. »

Il semblerait donc que des frustrations dues à une mauvaise intégration sociale soient le facteur principal pour motiver une carrière dans le terrorisme. Pour compléter l'attrait une éducation supérieure est aussi nécessaire ; car un engagement politique requiert un minimum d'engagement sur des valeurs, ce qui est plus facile pour des personnes ayant suffisamment d'aisance économique. La dérive vers le banditisme, se trouve sans doute dans la difficulté de maintenir cet équilibre délicat, entre le niveau d'études, l'argent et les valeurs politiques ou religieuses.

En conclusion, il apparaît, que si pour le jeune terroriste, l'argent n'est pas le but principal, il lui faut néanmoins une certaine aisance de vie pour devenir la proie des organisations terroristes. Le but profond, est plutôt de redresser les torts de l'héritage colonial qu'il rend responsable de son mal être et de ses difficultés d'intégration. Ce mal être est vraisemblablement aggravé par une éducation secondaire à l'occidentale, qui crée des besoins matérialistes non assouvis. Le jeune terroriste s'attaque donc aux symboles du matérialisme occidental et la religion est là pour lui apporter tout le contexte philosophique nécessaire. La religion est utilisée comme un manteau théologique, plutôt que comme but final. La hiérarchie des besoins selon Maslow¹ montre bien que le prestige et l'affirmation de soi (pour l'occidental) et l'admiration et le statut (pour l'Asiatique) deviennent les préoccupations principales après que les considérations de vie courante ont été satisfaites. Si le jeune membre kamikaze n'est pas un mercenaire en tant que tel, bien qu'il gagne bien sa vie de cette manière, les dirigeants eux, qui planifient les opérations mafieuses sont carrément dans l'esprit du mercenaire.

Si l'argent n'est pas la motivation primaire, il est néanmoins la condition « sine qua non » pour devenir kamikaze. Quelques jours avant de plonger dans le World Trade Center avec son avion, Mohamed Atta et l'un des autres pirates étaient en train de se saouler dans un bar de Las Vegas. L'interview télévisée du barman, suite à l'enquête du FBI, nous décrit les deux hommes comme désirant montrer ostensiblement leur aisance financière en flashant des liasses de billets de \$ 100 au nez du barman, et se vantant d'être riche parce qu'ils étaient pilotes. Il faut rappeler que

¹ Hellmut Schütte, La culture asiatique et le consommateur mondialisé, L'art du Marketing, Les Echos, 23 avril 1999.

la consommation d'alcool est strictement prohibée en toutes circonstances par le Coran et le manuel d'Al Qaeda. Où est le fanatisme religieux ?

Deuxième Partie – La révolution des Affaires Militaires

I Les Dysfonctionnements de la réponse démocratique

1) Introduction aux Effets de la Guerre Dissymétrique

Devant une attaque dissymétrique, de grande ampleur ou de longue durée, le pouvoir démocratique est désemparé :

- L'Armée de la démocratie ne peut combattre une armée ennemie non constituée et dont le champ de bataille est au sein même de nos métropoles.
- La Police ne peut arrêter des citoyens qui n'ont pas encore commis de crime et à qui de surcroît on a laissé voler le manteau religieux.
- Les Services de Renseignement ne savent pas comment exploiter des informations couvertes par le secret défense, qu'ils ne peuvent partager avec des policiers n'ayant aucune habilitation secret défense.

Nous assistons donc à une réaction épidermique d'un pouvoir politique en proie à une grande frustration. Le résultat logique est une violation sans précédent de tous les principes Constitutionnels et des Droits de l'Homme. Ceci est justement l'un des buts recherchés par la mouvance terroriste, qui veut montrer la faillite et le vrai visage du pouvoir en place, et continuer ses trafics criminels et rémunérateurs. À la décharge des dirigeants politiques, il faut souligner le pouvoir d'immobilisme d'une bureaucratie hors contrôle, qui muselle toute chance d'une contre offensive novatrice. Ce pouvoir d'immobilisme de la bureaucratie est renforcé par une bonne dose d'amnésie pour des périodes dépassant trois à quatre ans, ceci dû à la rotation administrative du personnel.

2) La Paralysie de l'Action Préventive américaine – Le Plan de Clarke

Au début de l'an 2000, le président Clinton était furieux de la pauvreté du renseignement sur les agissements de Ben Laden. Après les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, une contre offensive par missiles de croisière avait été tentée sur les camps d'entraînement en Afghanistan et contre une usine « pharmaceutique » au Soudan. Ben Laden, sans doute informé, avait pu s'échapper. Pendant toute l'année 2000, le président ordonna¹ à deux sous-marins de rester en attente pour lancer de nouvelles frappes si Ben Laden pouvait être localisé. Cependant, cette stratégie ne s'avérait pas efficace, à cause des

¹ Time Magazine, 12 août 2002.

six heures de préavis avant le lancement des missiles et les fuites des services secrets pakistanais, proches des Taliban, qui détecteraient les missiles survolant le Pakistan.

Le Predator est un avion espion sans pilote utilisé avec succès en Bosnie depuis 1995. La CIA et le Pentagone, ont lancé un programme Top Secret, pour améliorer la qualité des images, de façon à pouvoir visionner et reconnaître un homme à des milliers de kilomètres au moment même du survol et de la prise de vue. En septembre le système fut testé par la CIA au-dessus de l'Afghanistan et permit d'identifier un homme suspecté d'être Ben Laden. Clarke¹ et les conseillers de la Maison Blanche voulaient maintenir les patrouilles du Predator au-dessus de l'Afghanistan. La CIA et le Pentagone qui poursuivaient les améliorations Top Secrètes du Predator, en particulier l'installation de missiles Hellfire, refusèrent les vols au-dessus de l'Afghanistan à cause du risque de compromission du secret défense si un des Predator venait à être abattu. Une guerre administrative faisait rage entre la CIA et le Pentagone pour le contrôle et le paiement des programmes liés au Predator. Le Predator ne put donc pas voler au-dessus de l'Afghanistan avant la catastrophe du 11 septembre.

Le 20 décembre 2000, Richard Clarke, l'expert sur le terrorisme de l'équipe du président Clinton avait proposé une stratégie pour « renverser » Al Qaeda². Le plan de Clarke suggérait le démantèlement des unités d'Al Qaeda et l'arrestation des membres. L'attaque systématique du support financier des activités terroristes, le gel des actifs, l'arrêt du financement par les fausses fondations et associations caritatives. Une aide accrue pour combattre le terrorisme à destination des nations telles que l'Ouzbékistan, les Philippines et le Yémen. Accroissement brutal des opérations secrètes en Afghanistan pour éliminer le sanctuaire et les camps d'entraînement, par des bombardements si nécessaire. Très fort accroissement de l'aide américaine à l'Alliance du Nord de façon à occuper et tuer les nouveaux terroristes sur le front d'Afghanistan. Le coût des opérations était estimé à plusieurs centaines de millions de dollars. L'administration Bush devant prendre ses fonctions le 20 janvier suivant, l'administration Clinton se déchargea du dossier sur ses successeurs.

En 1993, quand George Bush (père) quitte la présidence Al Qaeda n'était pas vraiment perçu comme une menace et Sandy Berger, le conseiller à la Sécurité Nationale du président Clinton, n'avait reçu pratiquement aucune information de la part de l'administration sortante. En 2001, afin d'éviter de telles difficultés à la nouvelle

¹ Richard Clarke, conseiller et expert antiterrorisme auprès du président.

² Diapositive 14 de la présentation utilise le terme de "roll back", Time Magazine, 12 août 2002.

administration Bush (fils), M. Berger a organisé une série de 10 briefings pour la nouvelle conseillère à la Sécurité Nationale Condoleza Rice. L'équipe de Bush considérant que l'administration Clinton était naïve, et obsédée par le terrorisme, les briefings ne furent pas l'objet d'une attention particulière. En effet, tous les programmes en cours devaient être revus de fond en comble par la nouvelle équipe¹. Toutefois pour marquer la gravité et l'importance de la lutte anti terroriste le conseiller Berger choisit d'être présent au briefing de Richard Clarke le 25 janvier 2001. Plus tard, en tête-à-tête dans son bureau avec la conseillère Rice, le conseiller Berger lui dit : « Je pense que l'Administration Bush passera plus de temps sur le terrorisme en général, et sur Al Qaeda spécifiquement, que sur tout autre sujet². »

Lors de son arrivée au pouvoir en janvier 2001, le président Bush était obnubilé par la chute des budgets militaires et avait focalisé toute son attention pour relancer le programme de bouclier antimissile surnommé « la guerre des étoiles ». Ce programme était destiné à protéger le territoire américain contre toute attaque terroriste par missile intercontinental. L'inquiétude ne provenait pas du risque d'attaque des Russes, mais bien plutôt d'une attaque d'un pays hors la loi³. Pour lancer ce programme abandonné à la fin de l'ère Reagan, l'Administration Bush était prête à abroger unilatéralement tous les traités de désarmement nucléaire, contre l'avis de son ex-ennemi, la Russie, de ses alliés de l'Alliance Atlantique et des experts scientifiques du Pentagone. Dans un tel contexte de tension politique extrême pour lancer un programme ambitieux, il n'est donc pas surprenant que la conseillère Condoleza Rice ne se rappelle pas du briefing et du plan de prévention active de Clarke.

Un jour au début de 2001, suite au briefing journalier de la CIA, son directeur George Tenet fit une présentation particulière sur la chasse à Abu Zubaydah, le chef des opérations internationales d'Al Qaeda, suspecté de l'organisation de l'attaque du USS Cole. Bush convoqua Rice pour lui dire que l'approche contre Al Qaeda manquait de focalisation, et qu'il était fatigué de « chasser les mouches »⁴. Bush ordonna l'établissement d'un plan pour éliminer Al Qaeda. Clarke rappela à Rice son plan qui existait déjà. Clarke ayant été nommé par l'administration Clinton, Rice préféra redéfinir un nouveau plan et coordonner les opérations avec l'équipe de Bush.

Durant l'été 2001, le FBI avait plusieurs enquêtes antiterroristes Islamistes en attente. Le directeur Pickard, à la demande du

¹ Time Magazine, 12 août 2002.

² Time Magazine, 12 août 2002

³ Rogue State

⁴ Time Magazine, 12 août 2002.

bureau de New York, fit une demande, au Ministère de la Justice, pour une rallonge de 50 millions de dollars, en partie pour embaucher des experts en langues orientales et des analystes. Cette demande fut refusée. Pickard fit appel au Ministre de la Justice John Ashcroft directement. La réponse fut un non catégorique par courrier reçu le 10 septembre¹. Le 9 septembre, le Ministre de la Défense Donald Rumsfeld, menaçait le Sénat de faire appliquer le Veto Présidentiel, si le Sénat poursuivait son projet de réaffecter \$ 600 millions du programme de bouclier antimissile en faveur du programme antiterrorisme².

Dix mois après la catastrophe qui aura coûté la vie à près de 5.000 innocents, l'Administration Bush a proposé et le Congrès a immédiatement voté³ en faveur de la création d'un Super Ministère de Sécurité Nationale⁴, dirigé par Richard Clarke, regroupant plus de 170,000 employés⁵ et un budget annuel de 38 milliards de dollars.

3) Le 11 septembre -- Dire ? Ou ne pas Dire ?

Juin 1998

- Les Services de renseignement américains sont alertés par plusieurs informateurs que Ben Laden prépare des attaques contre New York et Washington⁶.

Août 1998

- Les Services de renseignements sont alertés qu'un groupe d'Arabes s'apprête à percuter le World Trade Center avec un avion chargé d'explosifs venant « d'un pays étranger » (Afghanistan ?). Le FBI et la FAA⁷ étant informés annoncent que compte tenu de l'état du secteur aéronautique de « ce pays » un tel plan est peu probable. De plus, la FAA confirme que tout vol venant de l'étranger sera détecté avant d'atteindre sa cible aux USA. Le FBI classe le dossier aux archives. Depuis cette époque les services ont confirmé les liens entre ce groupe et Al Qaeda⁸.

Septembre 1998

- Les Services de renseignement sont alertés qu'un des prochains attentats de Ben Laden pourrait impliquer

¹ Time Magazine, 12 août 2002.

² Time Magazine, 12 août 2002.

³ Juillet 2002.

⁴ Homeland Security Agency.

⁵ 170,000 employés regroupés de 22 Agence Fédérales préexistantes.

⁶ US Congress Joint Inquiry Staff statement, Part I, September 18, 2002, p.16.

⁷ FAA, Federal Aviation Administration.

⁸ US Congress Joint Inquiry Staff statement, Part I, September 18, 2002, p.16.

l'atterrissage d'un avion bourré d'explosifs sur un grand aéroport US et le faire sauter¹.

Automne 1998

- Les Services de renseignement sont alertés que Ben Laden prépare un attentat avec un avion contre New York et Washington².

Janvier 2000

- **Khalid Almihdhar** et **Nawaf Alhazmi** sont repérés par la CIA alors qu'ils assistaient à un congrès d'Al Qaeda en Malaisie³.

Septembre 2000

- **Khalid Almihdhar** et **Nawaf Alhazmi** aménagent à San Diego en Californie dans l'appartement d'un important informateur du FBI, spécialisé dans le terrorisme. Les deux hommes suivent des cours de pilotage. Le bureau local du FBI est conscient de leur présence⁴.

Octobre 2000

- Suite à l'enquête sur l'attentat du Destroyer USS Cole à Aden, La CIA réalise que leur suspect principal Tawfiq bin Attash avait été photographié au congrès en Malaisie avec **Khalid Almihdhar** et **Nawaf Alhazmi**. Le dossier d'alerte aux services de l'immigration ne sera envoyé que 10 mois plus tard le 23 août 2001⁵.

Février 2001.

- **Hani Hanjour** (pirate du 11 septembre), prend des cours de pilotage en Floride. Son comportement suscite une enquête du FBI qui ne trouve rien d'anormal.
- **Mohamed Atta** (pirate du 11 septembre), visite Norfolk en Virginie. Le FBI suspecte qu'il espionne la base de la Marine Nationale.

Mai à août 2001

- Les 6 pirates, **Mohamed Atta**, **Ziad Jarrah**, **Marwan Al-Shehhi**, **Hani Hanjour**, **Khalid Almihdhar** et **Nawaf Alhazmi** font des vols d'entraînement vers la Californie et se retrouvent à Las Vegas.

Juin 2001.

¹ US Congress Joint Inquiry Staff statement, Part I, September 18, 2002, p.16.

² US Congress Joint Inquiry Staff statement, Part I, September 18, 2002, p.16.

³ Michael Isikoff, Asleep with the enemy, Newsweek, September 18, 2002.

⁴ Michael Isikoff, Asleep with the enemy, Newsweek, September 18, 2002.

⁵ Michael Isikoff, Asleep with the enemy, Newsweek, September 18, 2002.

- Ben Laden donne une interview à une chaîne de télévision et ses seconds annoncent que les États Unis doivent s'attendre à une attaque dans les semaines à venir.
- Le 22 juin. À cause des menaces de Ben Laden et des interceptions électroniques de la NSA, le Pentagone met toutes ses troupes au Moyen Orient en état d'alerte maximum... Les manœuvres en Jordanie sont annulées et la flotte stationnée à Bahrain quitte le port.

Juillet 2001.

- Le 2 juillet. Le FBI prévient toutes les forces de police de s'attendre à une attaque d'Al Qaeda surtout à l'étranger.
- Le 3 juillet. La CIA envoie, aux services de renseignements étrangers, une liste de 20 suspects appartenant à Al Qaeda et demande leur arrestation immédiate.
- Le 4 juillet. **Khalid Almihdhar** et **Nawaf Alhazmi** (2 pirates du 11 septembre) arrivent aux États Unis. La CIA connaît leur appartenance à Al Qaeda mais transmet l'alerte aux services de l'immigration le 23 août.
- Vers le 5 juillet. Clarke convoque une réunion de mise au point. Ben Brock l'adjoint au directeur du centre de contre-terrorisme de la CIA donne des preuves inquiétantes de la probabilité d'une attaque spectaculaire. Toutefois la date exacte n'a pas été précisée.
- Le 8 juillet. Atta se rend en Espagne pour une réunion.
- Le 10 juillet. Un agent du FBI¹ à Phœnix Arizona envoie un mémo, au centre à Washington et au centre antiterroriste à New York, sur certains élèves pilotes Islamistes et radicaux, suggérant qu'Al Qaeda essaye d'infiltrer le transport aérien. Le mémo qui est classé sans suite, n'a pas été transmis aux décisionnaires.
- Vers la mi-juillet. George Tenet le directeur de la CIA conduit un briefing pour Condoleza Rice et ses collaborateurs. Il leur prédit une attaque de grande envergure.
- Du 20 au 23 juillet. Bush assiste à la réunion du G8 à Gênes sous surveillance exceptionnelle.

Août 2001.

- Le 6 août. George Tenet, le directeur de la CIA soumet une analyse approfondie au président envisageant le cas de piraterie aérienne.
- Le 6 août. **Mohamed Atta** loue la première de 3 voitures en Floride et conduit pendant près de 5.000 Km dans le mois qui suit. Atta s'enregistre au club de plusieurs compagnies aériennes pour bénéficier des avantages réservés aux clients réguliers.

¹ Kenneth Williams, avait mené des enquêtes sur les terroristes internationaux pendant plusieurs années. Time Magazine, 12 août 2002.

- Le 13 août. **Zacarias Moussaoui** débute 2 jours de formation au pilotage de Boeing B747 à Minneapolis, Minnesota. Le directeur des opérations, John Rosengren, dénonce un comportement anormal, le FBI enquête et les services de l'immigration l'arrêtent le 16 août. Moussaoui recevait de l'argent par un ami de Atta, Ramzi Binalshibh à Hambourg. D'après la police allemande, l'argent envoyé venait des États du Golfe Persique. Binalshibh essaya, à 4 reprises sans succès, d'obtenir un visa pour les États Unis. Moussaoui affirme avoir été arrêté début août, en face de la mosquée en Oklahoma. Le contrôle de police aurait noté qu'il conduisait sans autorisation mais il n'aurait même pas été verbalisé¹.
- Le 16 août. À la demande du FBI les services français transmettent le dossier de **Moussaoui** indiquant clairement son appartenance aux groupes terroristes islamiques. Ces informations ne furent jamais transmises aux décideurs à Washington et le centre du FBI refusa d'émettre un mandat autorisant la fouille de l'ordinateur personnel de Moussaoui.
- **Hani Hanjour, Nawaf Alhazmi, Salem Alhazmi, Khalid Almihdhar et Majed Moqed** louent des chambres dans un motel au Maryland. Hanjour loue un avion 3 fois pour des vols de reconnaissance au-dessus de Washington.

Septembre 2001.

- Le 5 septembre. **Hanjour et Moqed** sont photographiés en train de retirer de l'argent à un serveur automatique au Maryland.
- Le 7 septembre. **Hanjour et ses 3 complices** quittent le motel du Maryland.
- le 8 septembre **Atta, Waleed Al-shehri et Al-Shehhi** transfèrent 15.000 dollars au financier d'Al Qaeda Muhammed Ahmed à Dubaï. Après avoir envoyé l'argent Atta prend l'avion pour Boston.
- Le 9 septembre. **Al-Shehhi et ses complices** quittent le motel de Floride et prennent un vol pour Boston. Arrivé à Boston Al-Shehhi transfère 5,000 dollars au financier Ahmed à Dubaï. Al-Shehhi est arrêté par la police pour excès de vitesse en route pour Newark dans le New Jersey (un aéroport de New York).
- Le 9 septembre. Massoud, en Afghanistan, est assassiné par deux journalistes kamikazes qui font sauter une bombe.
- Le 10 septembre. La NSA intercepte les conversations téléphoniques d'individus sous surveillance². Les mots sont : « Le match va bientôt commencer Demain sonnera l'heure H ». La NSA et le FBI prétendent que les conversations n'ont été

¹ Moi Zacarias Moussaoui , esclave de Dieu, ce que je dis... Le Figaro Magazine, 23 aout 2002.

² David Cloud and Jeanne Cummings, US Intelligence Agency Intercepted Talk of Attacks in Arabic on Sept. 10, The Wall Street Journal Europe, June 21, 2002.

traduites que 2 jours plus tard, par manque de traducteurs comprenant l'arabe !

- Le 11 septembre. Atta et Al-Shehhi, chacun à bord de son avion se confirment par téléphone portable que l'opération est lancée.
- Quelques jours avant le 11 septembre. Déclenchement des grandes manœuvres aériennes « Garde Vigilant »¹ impliquant le North American Aerospace Defense Command (NORAD) et les forces aériennes canadiennes et mexicaines. Au moment où l'alerte « pirates » fut donnée par la FAA à 8h. 40, six minutes avant le premier impact sur la tour 1 du World Trade Center (WTC #1), tous les officiers supérieurs étaient à leur poste de commandement. À ce moment il y avait 4.000 avions de ligne en vol au-dessus des États Unis, dont la majorité était dans le secteur Nord-Est. À 8 h. 43, trois minutes après la première alerte, la deuxième alerte (WTC #2) est donnée. À h 02 le deuxième avion percute la tour 2 (WTC #2). Immédiatement NORAD connecte, le Président George Bush, le vice-président Dick Cheney, et l'état-major sur une conférence téléphonique. À 9h 24, la troisième alerte est donnée. A 9h 26 la FAA interdit tous les décollages. À 9 h 41 Le troisième avion percute le Pentagone. NORAD et la FAA suspectent qu'un total de six avions peuvent être impliqués. NORAD ordonne immédiatement l'arrêt de tous les vols conformément à la directive « Scatana » mettant tout l'espace aérien sous contrôle militaire. NORAD reçoit l'ordre du vice-président d'abattre le quatrième avion se dirigeant sur Washington. Puis le Président ordonna l'état d'alerte militaire Delta, c'est-à-dire le niveau de la guerre active.
- L'organisation de la couverture aérienne au-dessus de Washington fut surprenante. La FAA et NORAD étaient responsables de la coordination nationale incluant la ville de Washington et avaient positionné une patrouille de 3 chasseurs. Au moment où le Pentagone fut touché, un appel urgent des Services Secrets et de la Maison Blanche « pour décollage immédiat² », fut reçu par le Commandant de la base aérienne Andrews. L'ordre d'une personnalité non identifiée à la Maison Blanche déclara la région de Washington « zone de tir à volonté ». Le Président était à ce moment-là à plusieurs milliers de Km sous protection militaire dans un bunker de commandement pour la guerre nucléaire. La base fit décoller quatre chasseurs F16 dont seulement 2 avait eu suffisamment de temps pour recevoir leurs armements. Les chasseurs contrôlés par NORAD et ceux ordonnés par la Maison Blanche

¹ William Scott, Exercise Jump-starts Response to Attacks, Aviation Week & Space Technology, June 3, 2002.

² William Scott, F-16 Pilots considered ramming Flight 93, Aviation week & Space Technology, September 9, 2002.

n'étaient pas sur la même fréquence¹ et ne connaissaient donc pas leurs positions respectives. Moins de 30 minutes après l'attentat du Pentagone près d'une vingtaine de chasseurs patrouillaient au-dessus de Washington. Dans cet environnement chaotique, avec plusieurs centaines d'hélicoptères publics (hôpitaux et police) et privés et autres avions privés en vol dans un rayon de 40 Km de Washington, le centre de contrôle de Washington, sans doute sur ordre de la Maison Blanche², donne l'ordre de feu à volonté sur tout appareil volant. Ce fut un miracle, et grâce au professionnalisme des pilotes de chasse américains si un plus grand nombre d'innocents ne fut pas tué ce jour-là.

4) L'Empire « Du Bien » en Difficulté ?

« Le meilleur moyen de se gagner les peuples est de leur donner des exemples de justice et de modération³. »
Machiavel.

« Il est clair que, lorsque la conquête est faite, le conquérant n'a plus le droit de tuer ; puisqu'il n'est plus dans le cas de la défense naturelle, et de sa propre conservation. [...] Ils ont cru que le conquérant avait droit de détruire la société : d'où ils ont conclu qu'il avait celui de détruire les hommes qui la composent ; ce qui est une conséquence faussement tirée d'un faux principe. Car, de ce que la société serait anéantie, il ne s'ensuivrait pas que les hommes qui la forment dussent aussi être anéantis. La société est l'union des hommes et non pas les hommes ; le citoyen peut périr et l'homme rester⁴. » *Montesquieu.*

La déclaration d'indépendance américaine clame :

« Nous tenons ces vérités comme une évidence, que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains Droits inaliénables, que parmi ceux-là il y a la Vie, la Liberté, et la recherche du Bonheur. »

Le Juge Thurgood Marshall de la Cour Suprême Fédérale⁵ :

« L'histoire nous enseigne que de graves menaces contre la liberté arrivent dans des périodes d'urgence,

¹ William Scott, F-16 Pilots considered ramming Flight 93, Aviation week & Space Technology, September 9, 2002.

² Seul le Président, en tant que chef suprême des armées, ou le vice-président agissant sur ordre du Président peuvent donner un tel ordre.

³ Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.228.

⁴ Montesquieu, De l'esprit des lois I, Flammarion, 1979, p.275.

⁵ Justice Thurgood Marshall, Skinner v. Railway Labor executives' Assn., 1989.

quand les droits constitutionnels semblent trop extravagants à supporter. »

Les États Unis ont déjà vécu quelques périodes sombres. Le Président Jefferson a interné l'opposition politique dans des camps de concentration. Le Président Wilson a autorisé les rafles et la déportation de « suspects » radicaux nés à l'étranger. Le Président Franklin Roosevelt a interné, dans des camps de concentration, 120.000 Américains (par familles entières) d'origine Japonaise ou ayant des ancêtres japonais.

La Convention de Vienne flouée :

Les États Unis ignorent la Convention de Vienne. Javier Suarez Medina, né au Mexique, a été arrêté, inculpé et condamné à mort par un tribunal du Texas pour avoir tué un policier antidrogue sur un parking à Dallas au Texas. Nul ne met en doute la culpabilité du meurtrier, qui a reconnu son méfait. Toutefois la convention de Vienne autorise une aide consulaire dans de tels cas. Le Gouvernement Mexicain assisté de l'Espagne, du Portugal, de l'Union Européenne, d'une douzaine de pays d'Amérique Latine et de l'ONU, a transmis une requête à l'État du Texas et au Département d'État à Washington. Le Département d'État n'est pas intervenu, la Cour Suprême a rejeté l'appel et le Texas a répondu que l'assistance consulaire n'aurait rien changé au procès d'un accusé finalement reconnu coupable. Durant le mois d'août le président Bush, en vacances sur son ranch au Texas, avait invité ses amis au nombre desquels se trouvait le président du Mexique, Vincente Fox. Le président Mexicain a préféré annuler « une visite déplacée dans des circonstances lamentables¹. »

La Convention de Genève flouée :

- Le Cas des 600 « disparus » de Guantanamo². Depuis la fin des combats en Afghanistan, au printemps 2002, l'Armée américaine a refusé de communiquer les noms des plus de 600 « ennemis combattants » qu'elle détient sur la base de Guantanamo Bay à Cuba³. Le nombre total de détenus est tenu secret bien qu'étant en constante augmentation comme l'indique la construction de nouvelles cellules. La base américaine est située sur le territoire de Cuba et est utilisée par l'armée américaine d'après les termes d'un bail. La base n'est donc pas considérée comme territoire américain. Les détenus sont interrogés continuellement par les officiers des services de

¹ Jean-Jaques Mével, Washington-Mexico : un mort de trop, Le Figaro, 16 aout 2002.

² Warren Christopher, Secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères (Secretary of State) du Président Clinton, Wall Street Journal Europe, August 9, 2002.

³ Wall Street Journal Europe, Bush's Secret Detainees, August 9, 2002.

renseignements américains sans avocats et en dehors de tout cadre légal. L'administration prétend que les communications sont limitées à une unique communication consulaire¹ bien que cela ne puisse être assuré pour tous les détenus compte tenu du secret total imposé par le Pentagone sur le nombre et l'identité des détenus, même sur les demandes des chancelleries de 40 pays. Le 1^{er} août 2002, le tribunal fédéral de Washington a débouté la requête de 16 détenus, dont des Britanniques et des Australiens, réclamant des précisions sur leur sort judiciaire, au motif que la nationalité étrangère des requérants tout comme leur détention hors du territoire des États Unis leur interdit l'accès aux tribunaux américains. Le Gouvernement Saoudien a formellement demandé, le transfert de près de 125 citoyens saoudiens détenus qui étaient en Afghanistan pour le compte d'ONG humanitaires ou de fondations². Le Pentagone n'a pas daigné répondre.

- Le cas de Yasser Essam Hamdi³ :

Hamdi un américain, né en Louisiane de parents saoudiens, fut transféré de la base de Guantanamo à la base navale de Norfolk en Virginie, donc sur le territoire des États Unis. Le Juge fédéral de Norfolk avait ordonné le droit de visite d'un avocat, le ministère public ayant opposé le secret défense appliqué aux raisons de sa classification en tant « qu'ennemi combattant. » Le Ministère de la justice fit appel et la Cour d'Appel cassa le jugement en notant qu'en ce qui concernait les affaires militaires le pouvoir judiciaire devait en référer au pouvoir exécutif. La Cour statua que « l'autorité de capturer ceux qui prennent les armes contre l'Amérique appartient au Commandant en chef⁴. »

- L'Ordre Présidentiel d'Emprisonnement⁵ :

Ce document officiel est publié sur le site de la Fédération Américaine des Scientifiques (FAS). Nous en offrons une traduction des passages les plus probants :

« Par l'autorité qui m'est d'évolue en tant que Président et Commandant en Chef des Forces Armées des États Unis d'Amérique ...

Section 1. ... Des terroristes internationaux, incluant les membres d'Al Qaeda, ont commis des attaques contre les États Unis ... à une échelle qui a produit un conflit

¹ Alexandrine Bouilhet, Les détenus de Guantanamo privés de justice, Le Figaro, 9 août 2002.

² Financial Times, Bush to meet Saudi envoy as countries' ties deteriorate, August 27, 2002.

³ Alexandrine Bouilhet, Les détenus de Guantanamo privés de justice, Le Figaro, 9 août 2002.

⁴ Robert Turner, No Due Process for Enemy Combatants, Wall Street Journal Europe, August 27, 2002.

⁵ <http://www.fas.org/sgp/news/2001/11/bush111301.html>

armé qui nécessite l'usage des Forces Armées des États Unis...

La capacité des États Unis de se protéger ainsi que ses citoyens ... dépend en partie de l'usage des Forces Armées des États Unis pour identifier les terroristes ... et pour éliminer leur capacité de poursuivre de telles attaques.

... Il est nécessaire pour les individus sujets à cet ordre ... d'être emprisonnés, et d'être jugés pour la violation des lois de la guerre et autres lois par des tribunaux militaires...

... Je déclare en accord avec ... le Code, pour des procédures envisagées ici, qu'il n'est pas praticable d'utiliser les principes de droit et les règles de preuves coutumières dans les tribunaux pénaux des États Unis.

... J'ai déterminé que l'état d'urgence existe pour des raisons de défense nationale.

Section 2. La dénomination « d'individu sujet à cet ordre » signifie un individu qui n'est pas citoyen américain et pour lequel *j'ai décidé par écrit que : ... C'est dans l'intérêt des États Unis que cet individu soit soumis à cet ordre.*

Section 4. Tout individu soumis à cet ordre, ... devra être puni en accord avec les peines prévues sous la loi applicable, *y compris la prison à vie ou la mort.*

Le ministre de la Défense devra donner des ordres pour la conduite des tribunaux militaires, incluant

- les procédures d'audition ...
- *l'admissibilité des preuves ...*
- les qualifications des avocats ...
- de manière à ne pas compromettre de secrets protégés ...
- la conduite de l'accusation par des procureurs nommés par le ministre de la défense et
- *la conduite de la défense par des avocats pour l'individu concerné...*
- *La soumission du jugement pour décision finale par moi.*

Section 7. Rien dans cet ordre n'autorise la divulgation de secrets d'État à des personnes non autorisées ...

L'individu n'aura pas le droit d'entamer des procédures dans les tribunaux des États Unis, ou de nations étrangères, ou tout tribunal international.

Les Droits Constitutionnels bafoués :

Depuis le 11 septembre plus de 1.000 personnes sont détenues au secret dans les prisons fédérales sans que l'on connaisse les charges retenues contre elles. Le gouvernement reconnaît détenir seulement : 74 personnes arrêtées pour violation des lois sur l'immigration, 73 personnes détenues pour crimes relevant de la loi fédérale, et un nombre non déterminé de personnes incarcérées comme témoins d'actes de terrorisme.

- Les Cas du New Jersey

La très réputée Association américaine des Droits Civiques ACLU¹, a entamé des procédures en faveur des détenus pour cause d'irrégularités aux lois de l'immigration². Deux juges fédéraux ont statué pour condamner les procédures d'immigration secrètes comme étant en violation des droits constitutionnels. Mais en juin 2002, la Cour Suprême suspendit le jugement du New Jersey quand le gouvernement prétexta qu'une audience publique mettrait en danger la Sécurité Nationale. Cette procédure est donc en attente. Quelques semaines plus tard, Le Ministère de la justice, qui avait répertorié 1.200 détenus pour raisons d'immigration, n'en trouvait plus que 74, tous les autres ayant été déportés en secret³.

Depuis le mois de mars 2002, plus d'une dizaine de procédures judiciaires ont été entamées dans divers tribunaux et toutes sont bloquées par le ministère de la justice. Le 6 août 2002, 22 Associations de Droits Civiques et les médias ont déposé, au tribunal de Washington, une requête sous le couvert de l'obligation au droit à l'information⁴ pour obtenir l'identité de détenus arrêtés dans le cadre des enquêtes des attentats du 11 septembre. Le juge fédéral de Washington a donc ordonné au gouvernement de soumettre les noms des personnes incriminées. Le Gouvernement a fait appel et cette procédure est en cours.

Le FBI coopère avec des Groupes s'adonnant à la Torture⁵ :

Les rapports du Gouvernement américain indiquent que les arrestations arbitraires, les disparitions de prisonniers, et les morts en détention sont courantes. Le FBI reconnaît qu'« une douzaine et moins de 100 agents spécialistes du contre-terrorisme⁶ » (les officiels pakistanais en dénombrent quelques centaines), apportent une assistance technique et participent à des

¹ American Civil Liberties Union.

² Lydia Adetunji, Struggle in US over anti-terrorist sweeps, Financial Times, August 5, 2002.

³ Lydia Adetunji, Struggle in US over anti-terrorist sweeps, Financial Times, August 5, 2002.

⁴ Freedom of Information Act (FOIA).

⁵ Paul Watson and Josh Meyer, FBI works with Pakistan forces linked to rights abuses (Los Angeles Times), International Herald Tribune, August 27, 2002.

⁶ Phraséologie bureaucratique par excellence.

raids sur le terrain. Les agents américains sont habillés avec des habits locaux pour éviter toute identification. Bien qu'on puisse s'y tromper, il ne s'agit pas ici d'opérations de la CIA, qui existent sans doute par ailleurs, mais bien d'opérations « secrètes » de la Police Officielle des États Unis en activité dans un pays étranger. Les États Unis ont signé le Traité de 1984 qui interdit la participation ou la complicité dans la torture ou les mauvais traitements aux prisonniers. Ce Traité a été intégré aux lois américaines. Kenneth Roth, un ex-procureur de l'état de New York commente : « s'ils participent d'une façon active à l'arrestation et la détention secrète d'un suspect, tout membre des Forces de l'Ordre sait que de telles circonstances sont une invitation à la torture. Ce serait une preuve de naïveté considérable que de croire que ces gens seront installés dans un hôtel 5 étoiles. » Les experts du Gouvernement américain pensent qu'il sera pratiquement impossible de rendre le gouvernement américain responsable des actes de tortures de suspects dans la guerre contre le terrorisme, même avec le traité.

La Séparation des Pouvoirs Législatif et Exécutif remise en cause :

Le 19 juin 2002, CNN dévoile à ses auditeurs le compte rendu d'écoutes de la NSA en date du 10 septembre 2001, la veille de l'attentat du World Trade Center. Les enregistrements de présumés terroristes sous surveillance disent : « Le match va bientôt commencer ... demain sonnera l'heure H ». Confrontés, Le FBI et la NSA prétendent ne pas avoir traduit les messages pendant 2 jours car ils ne disposaient pas de traducteurs connaissant l'arabe. La publication de ces enregistrements par la presse relance le débat contre l'Administration du président Bush qui maintient ne pas avoir été au courant. Le directeur de la NSA, le général Michael Hayden, recherche activement la source des fuites. Le vice-président Dick Cheney, lui, désigne immédiatement, le coupable comme étant parmi les 17 sénateurs démocrates et républicains de la Commission du Congrès chargée de contrôler les Budgets du FBI et des Agences de Renseignements. La communauté politique de Washington est connue pour fonctionner grâce aux fuites continues. Les fuites venant le plus souvent des Agences Gouvernementales elles-mêmes lorsque les fonctionnaires inamovibles se trouvent en désaccord avec les directives des responsables politiques qui leur sont imposés suite au résultat des urnes. Ce phénomène, bien connu dans les démocraties européennes, a été très bien décrit par Alvin Toffler dans son livre « Power Shift.¹ » N'ayant pas de preuves, le FBI propose donc de soumettre les sénateurs au « polygraphe » détecteur de mensonges. Bien que largement utilisé par la CIA depuis sa création, aucune étude médicale n'a jamais pu démontrer la fiabilité du système et aucun tribunal américain

¹ Alvin Toffler, Power Shift, Bantam Books, 1990, p. 259-271.

n'admet ce type de preuve. Les États majors des deux partis donnent instruction de refuser les tests en vertu de la séparation des pouvoirs¹. La question fondamentale à propos de la fuite est : quel est le dommage ? Et à qui profite la fuite si ce n'est au peuple américain ?

II Le Théâtre d'Opérations en 4 Dimensions

1) Introduction au 21^e Siècle et l'Univers d'Internet

Le 21^e siècle nous a définitivement ouvert les portes d'un nouvel Univers spatio-temporel que nous appelons Internet. Cet univers est de nature virtuelle, mais les effets des actions entreprises dans cet univers peuvent être bien réels dans l'univers physique auquel nous nous étions accoutumés au cours du 20^e siècle.

Comme un ministre britannique² l'a si justement souligné, il ne faut pas se battre dans un conflit global du 21^e siècle avec les armes du 20^e siècle. Ce sont les mêmes termes, que le Président de Boeing a utilisés pour motiver les réformes, au niveau de la production industrielle, qu'il cherchait à imposer à son entreprise globale.

Al Qaeda, malgré ses pieds dans un passé religieux séculaire, plus que toute autre organisation criminelle, a su tirer profit de la technologie du 21^e siècle.

L'exploitation des immenses opportunités de l'univers virtuel requiert une forme de pensée non linéaire, holistique pourrions nous dire, où la vision globale est plus importante qu'aucune des parties ou séquence de parties.

2) Le Facteur Espace-Temps sur le Théâtre d'Opérations

Des guerres du Péloponnèse jusqu'à la première guerre mondiale le champ de bataille est un espace à deux dimensions. Les armées se déplacent sur une surface plane, mis à part la topographie du terrain.

¹ Jean-Jacques Mével, Etats Unis Le FBI veut passer des parlementaires au détecteur de mensonge, Le Figaro, 26 aout 2002.

² Jack Straw, Home secretary, United Kingdom, 1997, source: Interpol, Intelligence Led Policing and the Key Role of Criminal Intelligence Analysis: Preparing for the 21st Century by Robert C. Fahlman.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, nous voyons apparaître la troisième dimension, c'est-à-dire la verticale. En effet l'aviation fait son apparition, et comme c'est souvent le cas avec les nouvelles technologies, les états-majors ne perçoivent pas immédiatement tout son potentiel. Le Comte Von Moltke nous a décrit les difficultés de l'utilisation de nouvelles technologies sur un champ de bataille. À son époque la grande question était l'intégration des chemins de fer et du télégraphe qui nécessitaient une Doctrine appropriée. Pendant la première guerre mondiale, l'aviation n'est donc utilisée que dans une phase expérimentale, et ce, seulement au niveau tactique.

Pendant la deuxième guerre mondiale, les généraux allemands furent les premiers à utiliser l'avion en tant que vecteur offensif à part entière, non seulement sur le plan tactique, mais aussi sur le plan stratégique. Le champ de bataille est encore focalisé sur la terre, mais la force aérienne devient un démultiplicateur essentiel de projection. Il faudra attendre la guerre du Golfe pour voir l'arme aérienne utilisée en tant que vecteur complet et indépendant, au même titre que l'armée de terre et ses divisions blindées, ou la marine. L'introduction de l'espace « respirable », et surtout de l'espace « satellitaire » dans le champ de bataille a remis en cause la vision « plane » des opérations. Ce fut une première évolution, bien que l'espace satellitaire soit pour l'instant réservé au renseignement.

C'est au cours de la guerre du Golfe que nous voyons apparaître la quatrième dimension. Pour la première fois les questions relatives au contrôle du cyberspace, sont clairement posées. Il s'agit d'un nouvel univers où la bataille va se propager. À partir de ce moment nous ne pouvons plus parler de champ de bataille, mais plutôt d'un théâtre d'opérations planétaire, non limité à l'espace physique, où se produit le choc des armées.

Le cyberspace peut être considéré comme une quatrième dimension. Nous avons à faire à un univers virtuel dans lequel les opérations offensives et défensives se réalisent à la vitesse de la lumière, mais dont les effets physiques dans les trois autres dimensions sont bien réels.

Dans le cyberspace nous assistons à une compression du facteur temps dû au déplacement des impulsions à la vitesse de la lumière. Ce principe de compression du temps se propage aussi, en particulier, dans la troisième dimension qui est l'espace aérien. Pendant la guerre du Golfe l'état-major était freiné par les délais entre l'identification d'une cible et son traitement. Ce délai qui était alors d'environ d'une demi-heure, ne permettait pas de traiter les rampes de lancement de missiles mobiles. Pendant les

opérations en Afghanistan, 10 ans plus tard, ce délai avait été ramené à 15 minutes, et parfois moins quand les missiles de traitement se trouvaient déjà accrochés aux ailes du drone d'observation, le Predator.

Une fois encore se posent les questions relatives à la Doctrine d'engagement de ces nouvelles armes. Les forces armées modernes sont, aujourd'hui, confrontées à une véritable révolution qui affecte tout l'environnement du théâtre d'opérations. Afin d'optimiser l'utilisation des forces et de maximiser la puissance de feu, le défi consiste à intégrer toutes les données opérationnelles, en temps réel, sur un réseau informatique, ce que les Américains appellent : « Network-Centric Warfare ». La Révolution des Affaires Militaires est rendue inéluctable à cause de l'accroissement de la productivité induite par « la mise en réseau ». L'étude de l'évolution historique, du colonel Douglas Beason¹, indique un accroissement exponentiel de l'efficacité militaire grâce aux progrès de la technologie, et le développement de cette tendance. Cela signifie, que les Forces Aériennes dans le futur vont réaliser des accroissements pas seulement de quelques pour cent, ou même un doublement de l'efficacité militaire, mais des accroissements de l'ordre de plusieurs milliers, tout cela grâce à la mise en œuvre de la technologie. »

Le général Kenneth Minihan, ex. directeur de la NSA, commente : « C'est tout Global, ce n'est pas l'aérien, ce n'est pas l'espace, ce n'est pas l'orientation services. C'est tout global. Nous allons avoir à travailler dans un paradigme analytique complètement différent de celui que nous avons l'habitude d'utiliser pour nos missions. »

Cette révolution électronique militaire est une évolution miroir de celle que subissent les grands groupes industriels qui ont été forcés de s'adapter à l'ère d'Internet. Ces grands groupes, dont la majorité était en phase de regroupements et de consolidations, à la fin du 20^e Siècle, ont dû, en l'espace de quelques années, d'un côté interconnecter une multitude de réseaux informatiques disparates et souvent basés sur des logiciels incompatibles, et de l'autre ouvrir leur réseau pour permettre un accès direct à leurs fournisseurs et leurs clients. Cette évolution était rendue inéluctable compte tenu des gains de productivité induits, et de l'écrasement du temps allant de la conception à la livraison. Le général Kenneth Minihan confirme les énormes investissements du secteur privé sur les nouvelles technologies et « ils prévoient de réinventer leurs compagnies tous les 3 ou 4 ans². »

¹ Colonel Douglas Beason (USAF), The Need for Technical warriors, Aerospace Power Journal, Spring 2000.

² Otto Kreisher, Next Steps in Information Warfare, Air Force Magazine, June 1999, Vol. 82, No. 6.

L'arrivée des groupes industriels dans la 4^e dimension du cyberspace pose de graves questions de stratégie et de doctrine. Les réseaux industriels sont généralement fort mal protégés et risquent donc d'être impactés par un conflit dans le cyberspace¹. Dans le cyberspace et sur Internet il n'y a pas de frontières. En effet, en plus de la compression du temps, nous avons aussi une compression de l'espace, ce qui serait conceptuellement en accord avec la théorie de la relativité d'Einstein. Le général Minihan renchérit² : « Vous êtes vraiment dans une époque qui tue les distances. Vous venez d'atteindre le point où, en terme de champ de bataille, cela a peu d'importance où l'on se trouve sur le globe. [...] La technologie civile contrôle et tout est global et nous allons agir là-dedans. Cela crée de grandes opportunités et d'énormes vulnérabilités. » Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une guerre dans le cyberspace, car l'ennemi et en particulier les mafias et autres terroristes ont déjà investi ce nouvel univers.

Les forces armées se doivent de contrôler tous les « espaces » du théâtre d'opérations. Il faut donc définir une doctrine militaire pour la cyberguerre, en gardant à l'esprit que ces mêmes concepts seront applicables au combat contre le cyberterrorisme.

3) Les Armes Électroniques et leur Doctrine

Si nous mettons à part les armes du type micro-ondes de haute intensité, les armes électroniques sont généralement considérées comme non-mortelles pour les humains. La mortalité peut apparaître par les effets secondaires, en particulier dans le cas de la neutralisation de réseaux nationaux d'infrastructure « critiques ». Les dommages collatéraux bien que minimisés ne peuvent être totalement exclus.

Lors du déclenchement de l'offensive sur Bagdad (1990), les cyberguerriers ont proposé de détruire le central téléphonique. Cette attaque leur a été refusée car l'hôpital principal de Bagdad et le service d'ambulances étaient reliés à ce central et sa neutralisation aurait accru fortement le nombre des morts par manque de soins (Le central a donc été bombardé³ !). Le général John Jumper⁴ résume ainsi⁵ : « Les guerriers de l'information ont peut-être la capacité d'éliminer une cible mais en sont empêchés

¹ Paul Mann, Cyber Security Missing from Travel Defenses, Aviation Week & Space Technology, July 8, 2002.

² Otto Kreisher, Next Steps in Information Warfare, Air Force Magazine, June 1999, Vol. 82, No. 6.

³ David Fulghum and Robert Wall, Combat proven Infowar remains underfunded, Aviation Week and Space Technology, February 26, 2001.

⁴ General John J. Jumper, USAF Chief of Staff.

⁵ Otto Kreisher, Next Steps in Information Warfare, Air Force Magazine, June 1999, Vol. 82, No. 6.

par des considérations juridiques. C'est là un exemple de la politique qui interfère avec les principes de l'action de guerre, ce que je l'explique par notre manque d'attention à l'Infoguerre sur le plan tactique et opérationnel ». En 1999, pendant la guerre du Kosovo, Le général américain Henry Shelton a reconnu que les cyberguerriers ont neutralisé les réseaux informatiques Serbes.

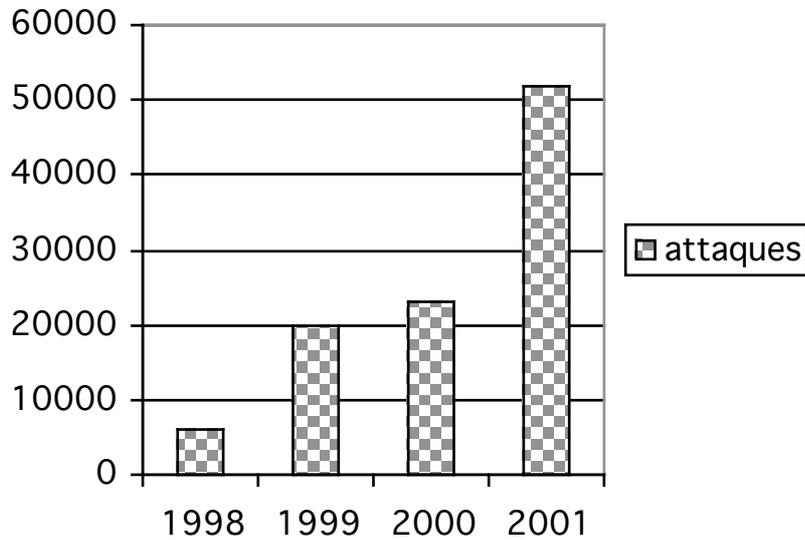
La Convention de Genève qui établit les règles de la guerre, interdit les attaques contre les non combattants. Une attaque électronique contre le système bancaire ou le réseau électrique d'un pays qui aide les terroristes pose donc des questions juridiques de par les dommages causés à des innocents. Dans quelle mesure un embargo sur les communications ou les transferts bancaires devient-il un acte de guerre ? La question posée est la suivante : dans quelle mesure la cible sert-elle à des fins militaires ?

Ce débat d'actualité est dû à une prolifération incontrôlée de ce type de technologies. Richard Clarke, le chef du Bureau de la Sécurité du Cyberspace pour le gouvernement américain, le 22 août 2002, a souligné¹ qu'à cause de plusieurs incidents récents, impliquant des réseaux fédéraux, le gouvernement [américain] commence à percevoir une menace de la part d'états nations. Cette menace étant plus grave que celle des groupes terroristes, en ce qui concerne la sécurité informatique nationale. Clarke rajoute que de plus en plus de pays, surtout parmi les plus pauvres, mesurent les avantages de la cyberguerre comparée à la guerre traditionnelle. Le coût est de l'ordre de milliers de dollars comparé aux milliards nécessaires pour un programme d'armes nucléaires. Les attaques informatiques offrent l'avantage supplémentaire de la furtivité.

La menace électronique est déjà bien réelle. Si nous considérons le cyberspace, la guerre du troisième millénaire a commencé et va crescendo. Les statistiques d'attaques informatiques parlent d'elle-même :

¹ Adriana Eunjung and Jonathan Krim, White House Officials Debating Rules for Cyberwarfare, Newsbytes, August 22, 2002.

Attaques recensées contre les réseaux du Pentagone¹.



Pendant une semaine au printemps 2002, attaques recensées :

- 3,477,177 (Contre les réseaux d'Amérique du Nord)².
- 7 millions (estimation pour le monde)³.

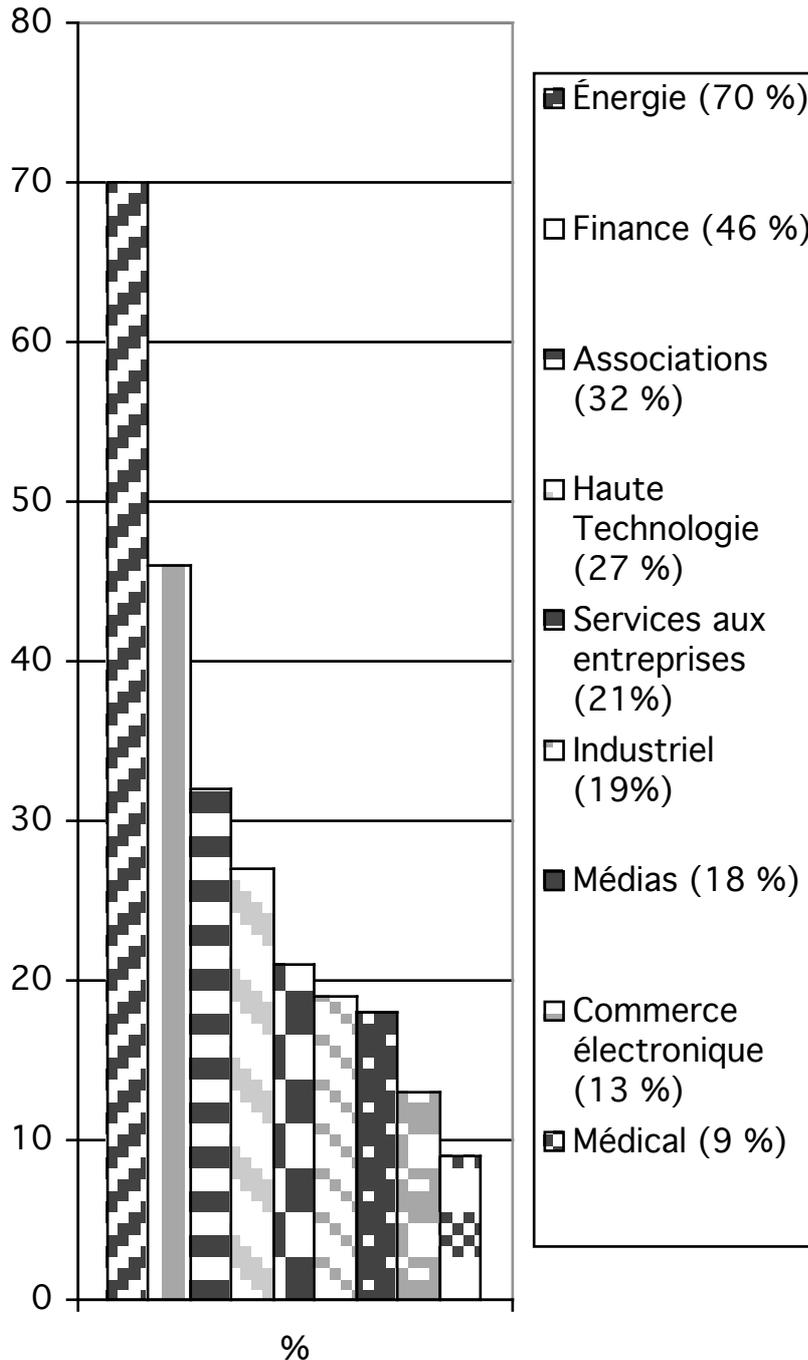
Ce ne sont pas seulement les réseaux militaires qui sont attaqués mais aussi toute l'infrastructure économique du pays. Les statistiques d'attaques sévères recensées, pour les six premiers mois de 2002, sur 400 entreprises dans 30 pays nous donnent les pourcentages suivants par secteur de l'économie⁴ :

¹ Robert Wall and David Fulghum, Secrecy Shrouds Computer War Threat, Aviation Week & Space Technology, February, 26, 2001.

² William Scott, Goal for "Cyber Warrior" Training: Sharper Hacker Tactic Knowledge. Aviation Week & Space Technology, September 2, 2002.

³ William Scott, Goal for "Cyber Warrior" Training: Sharper Hacker Tactic Knowledge. Aviation Week & Space Technology, September 2, 2002.

⁴ Greg Lamm, IT specialists urge industry to tackle basic fixes first, Homeland Security & Defense, August 28, 2002.



C'est cette imbrication civile et militaire de la menace qui rend la définition d'une Doctrine difficile. L'imbrication du civil dans le militaire entraîne l'application de concepts du droit criminel dans un environnement militaire. Dans un grand nombre de pays de nouvelles lois ont été mises en œuvre interdisant la pénétration et la modification de systèmes informatiques à l'insu de leurs propriétaires. Il faut donc se garder de mettre les forces de l'ordre, civiles ou militaires, dans une position qui enfreindrait les lois internationales, du seul fait que le contexte de l'utilisation de l'arme électronique est mal défini, à cause du manque de Doctrine. Ce

phénomène d'imbrication est particulièrement complexe dans le cas d'attaques perpétrées par des groupes terroristes islamistes du type Al Qaeda qui allient une organisation militaire à des tactiques de mafias.

Les armes électroniques, du fait qu'elles ne sont pas mortelles offrent un éventail d'application très étendu. Elles sont particulièrement appropriées dans des opérations du maintien de la Paix. Elles peuvent être mises en œuvre plutôt pour avoir un effet dissuasif, limiter l'agression et renforcer l'offensive diplomatique. Chris Morris, un conseiller auprès de l'Air University, utilise le terme « d'arme de protection massive » et en fait la liste des avantages¹ :

- Limiter les morts et blessés, les dommages à l'environnement et les dommages collatéraux.
- Agir plus tôt et de manière décisive pour protéger la vie humaine.
- Minimiser les coûts de reconstruction.
- Dissuader par blocage² des actions.
- Rétablir la crédibilité d'une menace d'une action efficace.
- Imposer la Loi.
- Garder le monopole de la moralité.
- Protéger les représentants³ des forces alliées.

Pour renforcer l'effet dissuasif et confirmer l'engagement résolu des responsables politiques vis-à-vis de l'ennemi, il est essentiel que les règles de mise en œuvre de ces technologies, dont l'action est de par ailleurs invisible, soient parfaitement perçues et comprises par l'agresseur. Il faut une Doctrine clairement énoncée pour pouvoir agir efficacement en dessous du seuil de déclenchement d'une guerre.

Même sans Doctrine clairement établie, les forces armées américaines se préparent activement à la cyberguerre. La société Northrop Grumman a organisé des cours de formation pour les cyberguerriers du troisième millénaire⁴. Les cours sont destinés à des officiers seniors qui sont parfaitement au fait de la Doctrine, des tactiques et des procédures militaires mais qui ont peu d'expérience opérationnelle des réseaux informatiques. Les cours couvrent des sujets divers comme : l'architecture des réseaux ; les outils des Hackers ; les techniques et stratégies d'attaque et de pénétration ; et les moyens de défense. Pour donner du réalisme à la trentaine de démonstrations sur réseau réel, Northrop a

¹ Chris Morris, Janet Morris, Thomas Baines, Weapons of Mass Protection: Non-lethality, Information Warfare, and Airpower in the Age of Chaos, Air Power Journal, No. 1, Spring 1995, p.15-29.

² Denial.

³ US and allied personnel.

⁴ William Scott, Goal for "Cyber Warrior" Training: Sharper Hacker Tactic Knowledge. Aviation Week & Space Technology, September 2, 2002.

interconnecté cinq de ses sites par une liaison à haut débit. Les étudiants peuvent participer à des simulations d'attaque et de défense à partir d'un Centre de Commandement équipé des derniers systèmes de sécurité et logiciels. Le but est de permettre aux élèves de faire des expériences avec les pare-feu et autres systèmes de détection d'intrusion. Les quatre principales écoles militaires ont intégré des cours de cyberguerre dans leur curriculum. Chaque année, l'une des écoles organise une compétition interécoles sur la Cyber-Défense. Le trophée du vainqueur a autant de prestige que la coupe de football annuelle. La compétition 2002 a confronté pour les agresseurs : le « USAF 92nd Information Warfare Squadron », le « Army Land Information Warfare Center », et la National Security Agency (NSA) ; et pour les défenseurs : « l'Air Force Academy », la « Naval Academy », la « Military Academy » (West Point), la « Coast Academy », et la « Naval Post Graduate School ». Le trophée a été gagné par West Point.

4) L'évolution des Armes et la Stratégie du 21^e Siècle

La guerre du Golfe en 1990, a montré pour la première fois l'efficacité des armes électroniques dans un conflit armé. La capacité de Commandement, Contrôle, Communications et Intelligence (renseignement), ou « C3I » de l'Irak, furent anéantis pendant les premières 48 heures. Une large palette de nouvelles technologies non létales fut testée avec succès : acoustique, laser, micro-ondes de haute intensité, impulsions électromagnétiques (non nucléaires), obscurants, mousses, colles et lubrifiants, magnétisme hydrodynamique, et cyberguerre.

La guerre des Balkans en 1999, a confirmé une évolution vers l'hybridation des systèmes. Le général Leaf de l'US Air Force a expliqué¹ comment les Serbes ont utilisé des radars qui n'étaient pas usuellement associés à des systèmes antiaériens. « Ils ont associé des rapports visuels, des téléphones portables GSM, des radio amateurs pour intégrer le réseau de défense dans un filet simple et efficace, » dit-il. Et il ajoute : « Tout évolue vers une plus grande mobilité et c'est logique, car si ce n'est pas mobile, on le trouvera et on le tuera. » On peut aussi observer cette évolution vers une hybridation et la mobilité dans l'utilisation des technologies par les grandes mafias. Les groupes terroristes tels qu'Al Qaeda, qui ont été formés par la CIA pour des opérations militaires (contre l'Union Soviétique) ont, dès le début, intégré ces conceptions dans leurs stratégies.

¹ John A. Tripak, Next Steps in Electronic Attack – The sophistication, mobility, and “Hybridization” of adversary air defenses spell trouble a few years down the line, Air Force Magazine, June 2002, Vol. 85, No. 06.

Entre 1991 et 2001 les forces aériennes américaines ont diminué de 40 % tout en augmentant leur capacité offensive. Ce succès a pu être obtenu grâce au pouvoir accélérateur de la technologie et de l'électronique embarquée. Le général John Jumper¹ nous dit² : « Les plus grands changements que nous avons vus sont dans ce que nous appelons le ciblage urgent. C'est la capacité de rendre actif du renseignement -- qui pendant des années était figé dans un cycle de collecte, analyse, rapport -- et de l'intégrer dans le cycle de destruction [...] Et nous faisons cela en minutes, non en heures ou jours. Pendant la guerre du Golfe, nous y travaillions, mais la technologie de l'Information n'était pas encore là. Maintenant la technologie s'est améliorée. » À propos du succès des drones Predator en Afghanistan le général Jumper³ commente : « Maintenant nous avons diverses manières de mettre des yeux sur ou des capteurs automatiques sur des cibles et de les fixer [les cibles] -- collecter des informations sur les tendances et habitudes [et] choisir le moment et le lieu à notre convenance pour attaquer d'une façon que nous n'avions jamais eu auparavant. »

En 1962, lors du dernier test nucléaire américain sur l'île de Johnston dans le Pacifique, les scientifiques ont remarqué des interférences électriques, électroniques et des interruptions de communications téléphoniques et cela à plus de 1.000 Km du lieu de l'explosion. Les analyses des impulsions électromagnétiques (EMP) ont révélé qu'une explosion nucléaire au-dessus des États Unis mettrait hors service les réseaux d'électricité et de communications.

Les centres de recherche militaires soviétiques ont travaillé sur la militarisation des armes HPM⁴ depuis 1949 comme le montrent les présentations lors des diverses conférences scientifiques annuelles. En 1994, Le général russe Loborev⁵, distribua une présentation détaillant la mise au point de munitions RF⁶.

En 1995 les terroristes islamiques Chechen utilisèrent pour la première fois une arme HPM pour pénétrer dans une zone interdite⁷. En 1998, le « National Defense Research Institute » suédois, acheta aux services russes une « bombe valise » HPM⁸ capable de détruire les ordinateurs et équipements électroniques

¹ General John J. Jumper, USAF Chief of Staff.

² John Tripak, War and Transformation – For General John Jumper, USAF's Chief of Staff, the goal is a balance between today and tomorrow, Air Force Magazine, July 2002, Vol. 85, No. 07.

³ General John J. Jumper, USAF Chief of Staff.

⁴ High Powered Microwave.

⁵ Major Général Vladimir Loborev, Directeur du "Central Institute of Physics and Technology", Moscou, EUROEM 1994.

⁶ Radio Fréquences.

⁷ Major Général Vladimir Loborev, Directeur du "Central Institute of Physics and Technology", Moscou, AMEREM 1996.

⁸ Svesnska Dagbladet, Stockholm, 21 janvier 1998.

dans le rayon de « détonation ». Une valise similaire aurait été achetée par les militaires australiens. Le prix serait de \$ 100.000. Pour financer leurs recherches les laboratoires russes seraient disposés à vendre ces munitions sous forme de grenades, obus de mortier ou missiles.

Il existe deux types d'armes à Hautes Fréquences : Les HPM et les TED¹. Les armes HPM ont fait l'objet de la plupart des recherches militaires. Les HPM se comportent comme des fours micro-ondes en générant et en focalisant le rayonnement dans un faisceau qui chauffe les matériaux de la cible. Les TED agissent d'une manière similaire à la décharge d'électricité statique quand on se frotte les pieds sur une moquette dans une atmosphère sèche et qu'alors on touche le clavier de l'ordinateur. La décharge électrostatique peut mettre l'ordinateur en panne ou bien même imposer le remplacement de certains composants électroniques.

Le canon à hyperfréquences HPM est une arme complexe, qui nécessite une importante source d'énergie et qui est difficile à mettre en œuvre. C'est une arme chère pour une armée disposant d'une logistique importante. Un avantage de ce type d'arme est sa capacité de détruire des cibles jusqu'à 30 mètres sous terre. En effet le rayonnement peut pénétrer dans le site par les structures métalliques des conduits d'air, les tuyauteries d'eau, les câblages électriques et antennes. Le canon MFP est aussi envisagé comme arme antimissile ou de défense antiaérienne. La portée d'un émetteur de 500 MW serait de 10 Km² Un tel canon peut évidemment être utilisé efficacement contre des avions de ligne avec passagers pour détruire l'électronique et les ordinateurs de contrôle de vol.

La Suède et les États Unis possèdent des systèmes HPM montés sur véhicules³ utilitaires légers permettant de neutraliser des voitures à distance ou de contrôler des humains, en élevant la température corporelle à près de 50°⁴. Les effets secondaires d'un tel zapping micro-ondes sur un humain n'ont cependant pas été divulgués. Certains tests semblent indiquer qu'il serait possible de déclencher des accidents cardiaques.

Contrairement aux HPM, les TED sont des armes simples et peu chères. Le coût de montage pour une « bombe attaché-case » est de l'ordre de \$ 300 et le temps de mise au point est d'une semaine avec des éléments achetés dans le commerce. Ce type d'arme

¹ HPM: High Power Microwave ; TED: Transient Electromagnetic Devices.

² Clément Birac et Serge Brosselin, La France opte pour l'arme à hyperfréquences, Air & Cosmos, 10 mai 2002, No.1842.

³ MFP., La France opte pour l'arme à hyperfréquences, Air & Cosmos, 10 mai 2002, No.1842.

⁴ Clément Birac et Serge Brosselin, La France opte pour l'arme à hyperfréquences, Air & Cosmos, 10 mai 2002, No.1842.

devra être placé près de la cible. Une « bombe mini-fourgonnette » avec une antenne de télévision satellite de 2 mètres coûtera près de \$ 500. Une antenne de télévision de 4 mètres serait nécessaire pour abattre un avion en vol¹. Une recherche de Google sur Internet révèle plus de 77,300 références pour les mots « Radio Frequency Weapons. »

Compte tenu du faible coût et de la facilité de mise en œuvre, il faut s'attendre à ce que les TED représentent une technologie de choix pour les terroristes. Avec de telles armes ils pourront attaquer, ou faire chanter, les institutions financières, les hôpitaux, les réseaux de téléphone et d'électricité, les compagnies aériennes, les automobiles (allumage, ABS, airbag) et autres organismes publics. Ce type d'arme apporte l'avantage de la furtivité pour l'opérateur qui peut rester en dehors du périmètre des mesures de sécurité et mettre hors service les équipements électroniques.

Une particularité des HPM et TED est le fait que l'agression ne laisse pas de preuves pour les enquêteurs. Cette particularité peut être exploitée dans un contexte de superstition semi-religieuse. Tout refus d'obtempérer à une quelconque demande serait suivie de rétribution Divine. Bien sûr, ce facteur peut être utilisé en faveur et contre les terroristes superstitieux.

Plusieurs études rapportent que la menace de ce genre d'arme fut utilisée avec succès par plusieurs groupes de Cyberterroristes (dont un américain et un russe) contre des organismes financiers à Londres². Le premier chantage eut lieu le 6 janvier 1993 et rapporta £ 10 millions. Le deuxième chantage rapporta £ 12,5 millions et le troisième, le 29 janvier 1993, rapporta £ 10 millions³. (cf. articles du Times et ouvrages de Winn Schwartz).

5) L'Infoguerre au 21^e Siècle

La stratégie militaire de l'Infoguerre consiste à intégrer les actions offensives et défensives, la guerre psychologique, la duperie, et la guerre électronique (destruction et manipulation) à proprement parlée. Le général John Jumper⁴ considère qu'il est de la plus grande importance de ne pas dissocier les aspects offensifs et

¹ David Schriener, The design and Fabrication of a Damage Inflicting RF Weapon by Back Yard Methods, Testimony before the Joint Economic Committee, United States Congress, February 25, 1997.

² Winn Schwartz, More about HERF and then some, Information Warfare, 1996, p.289-290.

³ Sunday Times , City surrenders to £ 400 Million Gangs, June 2, 1996.

⁴ General John J. Jumper, USAF Chief of Staff.

défensifs¹ : « Il y a une différence subtile entre l'offensive et la défensive, et toutes les actions que nous pouvons entreprendre pour les séparer ou les regrouper nous seront un mauvais service. Je pense qu'elles sont côte à côte et souvent indissociables. » En tant que Commandant, le général Jumper² veut non seulement détruire les cibles mais aussi tromper l'ennemi pour que l'officier d'interception « voie quelque chose de complètement différent que ce qui est vraiment là » ou que les communications du commandement soient tellement faussées qu'il se trouve incapable d'agir.

La stratégie de l'Infoguerre se résume en trois objectifs : Le premier, mieux connaître les intentions de l'adversaire, en lisant ses e-mails ou en analysant ses banques de données informatiques. Le second, en donnant un exemple à l'adversaire en interrompant son réseau électrique ou en modifiant ses émissions de télévision. Le troisième, en détruisant ses centres de communications. Une des difficultés est d'identifier correctement les signes avant-coureurs d'une attaque imminente. Dans le cyberspace il n'y a pas de mouvements de troupes ou d'accroissement du nombre des communications. Trop souvent l'alerte est donnée au moment de l'offensive.

Comme pour la guerre classique, la cyberguerre requiert des dossiers d'identification des vulnérabilités des adversaires potentiels. La création d'une banque de données sur un ennemi informatique prend beaucoup de temps et de personnel³. En moyenne, il faut près de 7 mois à 8 personnes pour créer un fichier pays en cataloguant plus de 1.000 entrées à partir de sources secrètes et publiques. Il faut 3 personnes pour maintenir le dossier à jour.

Bien que 98 % des attaques soient le fait de Hackers, il faut noter la montée en puissance des bataillons de cyberguerre Russes et Chinois. La complexité croissante des intrusions représente une menace accrue. En 1999, après l'attaque de l'ambassade Chinoise à Belgrade les attaques provenant de réseaux chinois furent en très nette augmentation. Les centres de recherches nucléaires furent une cible privilégiée des Chinois, qui préfèrent créer des interférences plutôt que de détruire⁴. En 2000, une enquête de l'US Air Force sur ses propres réseaux a enregistré 350 millions de connections suspectes, parmi lesquelles, 944,500 suscitérent une enquête approfondie pour identifier 45 incidents,

¹ Otto Kreisher, Next Steps in Information Warfare, Air Force Magazine, June 1999, Vol. 82, No. 6.

² General John J. Jumper, USAF Chief of Staff.

³ Robert Wall and David Fulghum, New Tools Emerge for InfoWar Battle, Aviation Week & Space Technology, February, 26, 2001.

⁴ William Scott, Network Security still the "Wild West" Aviation Week & Space Technology, February, 26, 2001.

parmi lesquels 15 représentaient un danger réel car le système de base était compromis¹. Dans la majorité des cas une défense bien structurée permet de détecter les attaques en temps réel et de les interrompre en coupant la connexion.

6) Les Attaques Télécommandées contre l'Infrastructure Nationale

L'introduction de l'informatique dans les entreprises privées et publiques nous a ouvert les portes du cyberspace. La stratégie de protection civile doit être complètement remaniée pour tenir compte de ce nouvel univers. Les analyses de vulnérabilités doivent anticiper les modes d'attaques en vision panoramiques et en 4 dimensions. Il ne faut pas oublier que des bombes informatiques à retardement peuvent être déposées dans n'importe quel système où elles resteront invisibles jusqu'à leur auto déclenchement dans le temps.

L'eau pourrait être utilisée comme une arme pour occasionner des dommages très importants à l'agriculture ou à l'environnement². Par exemple, l'utilisation d'explosifs et, ou, une attaque informatique simultanée sur le réseau informatique de contrôle pour ouvrir des vannes. Les services de renseignement américains ont trouvé des photos d'un barrage ressemblant au « Grand Coulee » dans les ruines d'une maison d'Al Qaeda en Afghanistan³. Les États unis ont 78.000 barrages dont 58 % sont une propriété privée⁴. 10.000 d'entre eux représentent un risque pour la population en cas d'attentat.

Fin 2001, les agents du FBI de San Francisco ont enregistré⁵ les intrusions de Hackers, travaillant à partir du Moyen Orient, dans les systèmes informatiques du service téléphonique des Urgences, le système de contrôle de distribution d'électricité et les systèmes de contrôle de centrales nucléaires. En août 2002, pendant une conférence à Washington⁶, le FBI a révélé que le réseau d'Al Qaeda a étudié les systèmes informatiques d'adduction d'eau, de distribution de gaz et de pétrole conformément aux menaces proférées par Ben Laden lors d'une interview au journal Pakistanais Ausaf en novembre 2001.

¹ Robert Wall and David Fulghum, Secrecy Shrouds Computer War Threat, Aviation Week & Space Technology, February, 26, 2001.

² Paul Mann, New Vision Urged for Homeland Security, Aviation Week & Space Technology, July 8, 2002.

³ Sam Skolnik, Local Sites Potential Targets for Cyberterror, The Seattle Post Intelligence, September 2, 2002.

⁴ Homeland Security & Defense, September 11, 2002.

⁵ Sam Skolnik, Local Sites Potential Targets for Cyberterror, The Seattle Post Intelligence, September 2, 2002.

⁶ Christophe Doré, Internet talon d'Achille des pays riches, Le Figaro, 10 septembre 2002.

Le réseau électrique est extrêmement vulnérable¹. La plupart des systèmes de contrôle ont été créés dans les années 60 et leur conception n'a pas intégré les concepts de sécurité. Au départ ces systèmes étaient prévus pour fonctionner en circuit fermé et autonome. Mais au cours des années, des interconnexions ont été ajoutées, pour finalement inclure, dans le noyau même, des connexions Internet permettant le contrôle à distance. Les responsables industriels ont montré une certaine résistance à vouloir durcir leurs systèmes de contrôle contre des attaques. Aux États Unis, en particulier, le réseau électrique est régulé par le système SCADA². Pour le moment, il n'existe pas de sécurisation efficace pour un tel système.

L'architecture naturelle d'un réseau d'infrastructure critique comporte une multitude d'interconnexions et d'interdépendances. La propagation de l'informatique et la tendance vers l'automatisme du contrôle ont accru les interdépendances historiques. L'étude de James Peerenboom du Laboratoire National Argonne³, répertorie trois types de pannes : en cascade⁴, en escalier⁵, et communes. Pour montrer l'utilité d'une analyse multidisciplinaire il nous offre un exemple⁶ simplifié dans l'infrastructure de l'électricité et du gaz naturel :

« Une panne en cascade est initiée par une rupture des communications du réseau micro-ondes utilisé pour le système de contrôle SCADA. Le manque de capacité de surveillance et de contrôle entraîne la mise en attente d'une grande unité de génération, ce qui, à son tour, produit une chute de tension dans une station de distribution. Cette perte entraîne des coupures de courant dans la région desservie. Ces coupures affectent les feux de circulation, qui à leur tour accroissent le temps de déplacement pour pouvoir effectuer les réparations (en escalier). »

En juin 2002, un exercice régional⁷, rassemblant plus de 70 organisations privées et publiques, eut lieu près de Seattle (Washington). Les simulations ont utilisé un scénario d'attaque physique par des terroristes dont le but était de disloquer la distribution d'électricité. Les interruptions d'électricité se sont

¹ Greg Lamm, Web-based remote control systems leave utilities open to attack, Homeland Security & Defense, August 28, 2002.

² Supervisory Control and Data Acquisition.

³ James Peerenboom, Infrastructure Interdependencies, Infrastructure Assurance Center, Argonne National Laboratory, 2002.

⁴ Une panne sur un système entraîne une panne sur second système.

⁵ Une panne sur un système aggrave la dislocation indépendante d'un second système.

⁶ James Peerenboom, Infrastructure Interdependencies, Infrastructure Assurance Center, Argonne National Laboratory, 2002, p.5.

⁷ Blue Cascades, Infrastructure Interdependencies Tabletop Exercise, June 12, 2002, www.pnwer.org .

rapidement propagées à d'autres états limitrophes. Il y eu des interruptions induites dans les réseaux de télécommunications et de distribution du gaz, ainsi qu'une menace sur un réseau d'adduction d'eau municipal et sur l'activité des ports. Les participants ont réalisé que les interdépendances remettaient en question l'efficacité des plans d'urgence. Les plans d'urgence n'avaient pas complètement intégré la très grande dépendance sur les systèmes informatiques et des alternatives au cas où ceux-ci seraient eux-mêmes en panne. Les participants avaient des difficultés à envisager la remise en fonctionnement dans le cas où les communications téléphoniques et Internet seraient interrompus. La plupart des organisations n'avaient pas de plan pour contourner cette difficulté. En règle générale, « le facteur humain », où les gens paniquent et croient les rumeurs en l'absence d'informations précises, n'a pas été pris en compte. La coordination et les communications transfrontalières ont ajouté une nouvelle dimension au problème.

7) Les Forces Spéciales, les ONG et la Non-linéarité

La guerre contre le terrorisme et la campagne d'Afghanistan représentent un changement du type de combat militaire. Ce changement requiert un nouveau soldat, de nouvelles armes et de nouvelles tactiques.

La fin de la guerre froide a laissé l'armée américaine sans adversaire dans un contexte militaire traditionnel. Les forces armées soviétiques et américaines étaient organisées pour créer suffisamment d'incertitudes sur l'issue d'un combat classique afin que s'établisse un certain équilibre. Cet état de fait était renforcé par des services de renseignement parfaitement rodés et focalisés qui permettaient à chacun de croire qu'il avait bien jaugé l'adversaire.

Depuis la guerre du Vietnam, l'Occident n'a eu qu'une seule guerre limitée : la Guerre du Golfe en 1991. Pendant cette période les armées ont été confrontées à un grand nombre de conflits « asymétriques » ou à des missions « militaro-humanitaires » comme, le Kosovo, la Bosnie, Grenade, Panama, Haïti, le Salvador, le Nicaragua, le Rwanda, la Somalie. Et finalement, la guerre contre le terrorisme et l'Afghanistan. Dans un conflit asymétrique, l'ennemi évite la confrontation, frappe rapidement, puis demande des négociations ; ou bien, cherche à frapper des centres de gravité comme les citoyens ou les centres financiers.

Pour ces nouvelles missions, il n'existe que peu ou pas de cibles classiques, il n'y a pas de grandes formations militaires où d'infrastructure à détruire. La première difficulté est d'identifier qui

est l'adversaire, la deuxième est de déterminer comment lui imposer notre volonté. C'est dans cet environnement chaotique et diffus, que les Forces Spéciales trouvent leur pleine utilité. Le combat dans un tel milieu, sans ligne de front ou de zone arrière, requiert des équipes coordonnées, rapides et agiles, avec des spécialités diverses, et une expérience suffisante pour exécuter la mission sans une supervision détaillée. Ce phénomène est typique de l'ère Internet. Dans l'univers des entreprises qui ont réussi leur réorganisation le terme « empowerment » fait maintenant partie du lexique. Il s'agit de responsabiliser les collaborateurs vers le bas de la chaîne de commandement en accompagnant cette réforme par un écrasement de la pyramide hiérarchique.

Robert Kaplan en tant que consultant auprès de Forces Spéciales américaines nous décrit comment la nouvelle conception de ce corps d'élite, le rendrait plus efficace pour répondre aux conflits asymétriques.

« Les Forces Spéciales sont une industrie en pleine expansion¹ », nous dit-il. « En 1996 Les Forces Spéciales US. Accomplirent 2.325 missions dans 167 pays impliquant 20,647 participants. [...] Toutes [ces nouvelles menaces] augmentent l'importance d'unités militaires légères et mobiles qui chevauchent les catégories traditionnelles d'officiers de police, de commandos, de spécialistes de l'humanitaire, de diplomates, et, bien sûr, d'agents du renseignement. [...] Le Futur sera brutal pour les armées de l'âge industriel avec leurs gros chars et jets, et favorable aux Forces du type corporate dans un environnement urbain, qui utiliseront à la fois l'électronique et l'intelligence humaine². »

Dans une conférence des Forces Spéciales, Robert Kaplan note l'évolution du type de soldat :

« Les hommes de l'époque du Vietnam, la plupart dans la cinquantaine, avaient l'air de bandits : de gars sans cou et parfois tatoués, des gars que vous ne voudriez pas rencontrer dans la pénombre. Le reste de l'auditoire ressemblait à un groupe d'étudiants en thèse de doctorat à l'Université, qui étaient en très bonne forme physique³. »

¹ Robert Kaplan, *The coming Anarchy*, Vintage Books, 2000, p.106.

² Robert Kaplan, *The coming Anarchy*, Vintage Books, 2000, p.106-107.

³ Robert Kaplan, *The coming Anarchy*, Vintage Books, 2000, p.108.

Dans une étude pour la Rand¹, John Arquilla, professeur à la Naval Postgraduate School (Monterrey, Californie, USA) souligne la tactique « d'attaque en essaim » utilisée par le réseau Al Qaeda :

« Le réseau Al Qaeda a apparemment saisi l'intérêt d'une attaque venant de plusieurs directions par de petites unités en ordre dispersé... L'attaque en essaim implique une campagne épisodique d'attaques pulsées à partir des divers nœuds du réseau sur des cibles dispersées l'espace et le temps... (Contre cette doctrine) il faut définir une nouvelle doctrine reposant sur la tactique d'essaim par de petites unités, du type Forces Spéciales, et un appui aérien limité. »

L'environnement chaotique des missions de conflit de faible intensité ou des missions humanitaires exige une très bonne connaissance du contexte afin de pouvoir définir précisément les buts militaires. Pour focaliser les choix tactiques au sein du puzzle décisionnaire, le Major Shannon Sullivan mit au point un « modèle de stratégie de crise². » Dans son modèle, Sullivan prend en compte la présence, dans la sphère du conflit, des actions des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG).

- L'asymétrie mesure la volonté, les objectifs et les capacités de chaque participant.
- La non-linéarité apparaît quand compte tenu d'une entrée donnée le résultat ne peut pas être prédit.
- L'intensité d'un conflit³ est inversement proportionnelle et à son asymétrie et à sa non-linéarité. Par exemple, La mort de 12 Rangers américains en mission en Somalie n'aurait pas été remarquée dans une guerre où l'intérêt national américain fut important. Étant donné que la nation ne se sentait pas concernée tout support pour la mission s'évapora rapidement.
- Dans la guerre traditionnelle, comme la deuxième guerre mondiale, il y a peu de limites sur la conduite des opérations.
- Dans une guerre limitée, comme la guerre du Golfe, les troupes occidentales ont la prédominance en capacité mais l'ennemi peut avoir la supériorité en volonté. L'asymétrie et la non-linéarité sont modérées. L'option d'attaquer la population civile peut ne pas être disponible. La diminution de la volonté augmente les considérations politiques liées aux attaques punitives.
- Dans un conflit de basse intensité, comme une guerre de guérilla ou la Bosnie - Kosovo, l'asymétrie et la non-linéarité

¹ John Arquilla and David Ronfeldt, Fight Networks with Networks, Rand, December 2001.

² Major Shannon Sullivan, Airpower Against Chaos, Air & Space Power Chronicles, 20 October 1999.

³ La guerre traditionnelle représente une grande intensité et les missions humanitaires représentent une faible intensité.

sont fortes. Il y a une grande diversité de volonté, capacité, intérêt national et présence de médias parmi les acteurs. Le conflit est fluide ce qui exige une étroite coopération entre les Forces Spéciales, les responsables politiques, et les ONG. Une stratégie punitive risque d'aliéner la population et de ne pas être acceptable par le public européen ou américain. A contrario, l'éradication des organisations terroristes ou des cartels de la drogue, pourrait s'avérer être acceptable.

- Dans les missions humanitaires, comme le Rwanda, l'asymétrie et la non-linéarité sont très élevés. La mission est suivie de très près par les responsables politiques et le public. Au Rwanda, compte tenu du peu d'intérêt américain, une grande attention a été portée sur la sécurité des troupes, et au maintien de la confiance parmi la population. La mission fut transférée aux ONG aussitôt que possible.

La non-linéarité est un autre concept intimement lié à l'informatique et à Internet. Pour mettre pleinement en œuvre toutes les fonctionnalités d'Internet, il faut révolutionner le mode de la pensée. David Stephenson du ANSER Institute utilise l'analogie : « il faut passer de l'ère des chemins de fer à l'ère de la toile d'araignée » Les chemins de fer sont optimum pour aller en avant ou en arrière. Ce mode séquentiel convient très bien aux organismes hiérarchiques où chaque décision est approuvée et transmise d'une manière linéaire le long de la chaîne d'autorité. La pensée linéaire a été le fondement même du début de l'ère industrielle. Notre société vit le début de l'ère électronique. Les gagnants seront ceux qui les premiers adapteront leur mode de raisonnement de façon à profiter au maximum des gains de productivité. Le mode de pensée d'Internet n'est pas séquentiel mais relationnel. Il prend en compte toutes les options dans leur globalité systémique. Ce sont moins les fils de la toile d'araignée qui sont importants que le concept de la toile elle-même. Les concepteurs de l'Hypertexte¹, tels que Ted Nelson, ont défini leur invention comme « une écriture non séquentielle. » Les systèmes experts recherchent justement à suivre ce type de logique floue de façon à trouver l'innovation dans la rupture linéaire.

Dans la hiérarchie des nouvelles menaces, les conflits de basse intensité et l'humanitaire exigent non seulement un nouveau type de Force militaire, mais nous voyons aussi l'arrivée des organisations humanitaires comme acteur incontournable de la résolution des conflits. C'est dans ce contexte que se développe la stratégie d'utilisation des armes non mortelles comme les HPM, TED ou cyberguerre.

¹ Language de base d'Internet.

Le développement fulgurant des ONG depuis la fin de la guerre froide est issu du phénomène de globalisation. Le nombre des ONG enregistrées aux Nations Unies se chiffre à quelques milliers. Un grand nombre des ONG est privé mais certaines bénéficient d'un financement et d'un support gouvernemental en amont ou en aval de leurs activités. Comme par exemple, la Croix Rouge dont près de 80 % des contributions annuelles de Sfr. 800 millions proviennent de gouvernements. Pour Care c'est 78 % du budget annuel de € 503 millions qui proviennent de sources gouvernementales, pour Unicef c'est 68 % d'un budget de € 1,162 milliard, pour Save the Children c'est 56 % d'un budget de € 175 millions, pour MSF Médecins Sans Frontières c'est 10 % d'un budget de € 91 millions¹.

La présence incontournable des ONG sur tous les théâtres de crises mondiaux a changé le comportement des acteurs. Souvent les ONG sont actives dans des zones de crise où le pouvoir étatique est faible ou inexistant, elles sont donc confrontées à un vide politico-juridique où s'affrontent des groupes mafieux. Compte tenu de leur accès naturel aux Médias, il est rare que les ONG ne soient pas accusées de favoriser un Groupe ou un autre. Souvent les ONG ont attiré l'attention des déficiences des programmes d'aide internationale du FMI ou de la Banque Mondiale. Certains grands groupes industriels américains sont même soupçonnés d'intégrer dans leur stratégie de concurrence économique, et de manipuler, la présence des ONG sur les sites². Le Général Français François Mermet³ confirme la tactique américaine qui consisterait « à faire coopérer de façon étroite : Services de Renseignement, médias et ONG⁴. » Ce rôle incontournable ne va pas sans risques et sans un devoir de responsabilité comme le souligne le Forum de la Croix Rouge d'avril 2002.

Ce foisonnement d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux au sein d'une crise et la nécessité pour les acteurs gouvernementaux de coopérer avec les ONG en vue de la résolution du conflit ne va pas sans rappeler le concept d'« outsourcing » devenu courant dans l'organisation des grands groupes industriels à l'ère de l'Internet.

¹ Violaine de Marsangy, L'interminable chasse aux dons des organisations non gouvernementales, Le Figaro, 5 septembre 2002.

² Alain Tiffreau, Professeur à l'école de guerre économique, Journal de bord d'un cabinet de conseil: Le management de l'information en environnement hostile, La Guerre Cognitive – L'arme de la connaissance, Lavauzelle, 2002, p. 141-154.

³ Général François Mermet, ancien directeur général de la sécurité extérieure. France.

⁴ Général François Mermet, Le Renseignement: Facteur d'union ou de Discorde?, Quel Renseignement pour le XXIe Siècle?, Lavauzelle, 2001, p.55.

8) La Nécessité de la Transparence Politique

Plus que dans le passé la présence constante des Médias a complexifié le processus de la décision politique. D'un coté nous avons une poussée médiatique vers l'image et l'émotionnel, de l'autre nous avons une pression accrue pour des actions rapides et variées de façon à alimenter « les nouvelles du 20 heures ». La pression médiatique enlève toute chance au pouvoir temporisateur et réparateur du temps et rend difficile toute réflexion et recherche approfondie. Une fois l'Afghanistan puni par des bombardements massifs et une conquête éclair, les médias se désintéressent largement de la restructuration politique et économique du pays sur le long terme. Ce genre d'actualité ne génère pas suffisamment d'images porteuses d'émotion. La tentation est grande pour nos responsables politiques de gouverner par sondages interposés et ainsi s'assurer une réélection facilitée. Shimon Perez, le ministre israélien des affaires étrangères, lors du congrès de Davos en 2001, souligna ce poids extraordinaire des médias dans la complexification et l'aggravation de l'Intifada.

Les décisions politiques sont aussi souvent usurpées parce qu'Alvin Toffler appelle le « Parti Invisible » :

« Des bureaucrates, pas des élus démocratiquement, dirigent pratiquement tous les gouvernements au jour le jour, et prennent dans la majorité des cas les décisions publiques dont le crédit va aux présidents et premiers ministres¹. »

La bureaucratie peut agir de plusieurs manières : en influençant l'opinion publique par fuites interposées ; en ralentissant ou en accélérant la mise en application des instructions reçues ; en manipulant les événements de façon à rendre inéluctablement logique une décision voulue. Par la manipulation des études, la bureaucratie peut fortement influencer les décisions politiques.

À l'autre extrême du théâtre politique nous trouvons l'influence grandissante du complexe militaro-industriel. Avec l'emballement du développement technologique d'une part et la globalisation et les regroupements industriels d'autre part, nous assistons à une concentration du pouvoir décisionnel chez quelques conglomérats industriels pudiquement appelés « les Primes », qui deviennent les uniques interlocuteurs des diverses agences gouvernementales. En 2002, lors des appels d'offres pour sécuriser les aéroports américains, nous avons pu assister à la main mise de Boeing, Lockheed et autres Primes, qui ont enlevé les contrats dans des secteurs où ils n'avaient aucune expertise

¹ Alvin Toffler, Power Shift – Knowledge, Wealth and Violence at the Edge of the 21st Century, Bantam Books, 1990, p.250.

préalable, si ce n'est celle de contrôler le système d'acquisition gouvernemental et de pouvoir assumer les retombées politiques négatives en cas de dérapage du programme.

Depuis les années 40 jusqu'à la fin des années 60, les programmes militaires et la course à l'espace de la NASA ont été le moteur de la recherche technologique. Pendant cette période le Pentagone et la NASA mettent au point et disposent des toutes dernières inventions. Pendant que le rythme des découvertes s'accélérait et que le seuil d'obsolescence se rapprochait inexorablement, la machine bureaucratique allongeait les procédures d'achat. À tel point qu'aujourd'hui, le Pentagone se trouve dans l'incapacité de rendre opérationnel un nouveau système d'arme dont la plus grande partie de l'architecture technologique ne soit pas obsolète. Pour palier à cette difficulté l'État-major se voit dans l'obligation d'avoir recours à des technologies mises au point pour une consommation civile. Il s'agit donc, de plus en plus, de militariser une technologie « sur l'étagère ». Bien sûr il existe toujours une technologie purement militaire et secrète en particulier dans les techniques de furtivité et dans les explosifs. Ce basculement des prérogatives des choix tend à renforcer l'influence des grands conglomérats du complexe militaro-industriel.

Un autre facteur destructurant est la perte de toute perspective historique due au manque d'expérience et d'éducation appropriée chez les dirigeants politiques arrivés au pouvoir par le bulletin de vote. Compte tenu de la diversité culturelle européenne et une plus grande priorité donnée à l'éducation ce phénomène s'observe surtout, pour l'instant, aux États Unis. Nous entrons justement dans une telle phase et Robert Kaplan, un américain, souligne ce danger :

« Une paix intérieure produira des chefs sans mémoire de tragédies historiques. Ces chefs ne seront pas fortifiés par une vie de lectures sérieuses pour compenser leur manque d'expérience historique : la paix permanente, avec son culte de la distraction et de la commodité, produira des chefs de plus en plus superficiels. L'homme de la rue gouvernera et sera gouverné. Ces chefs infantiles ne seront pas bien conseillés, à cause de la relation inverse entre la sagesse et la spécialisation. Les hommes et les femmes autour de ces chefs de paix futurs auront une tendance à être des spécialistes ; cela est vrai non seulement pour le clergé de la science, mais aussi pour ceux instruits des sciences sociales. [...] De tels chefs et conseillers superficiels devront, par le fait même de leur manque de sagesse et d'expérience, éventuellement

commettre le type d'erreur grossière qui conduira à une guerre quelconque générale.¹. »

9) La Maîtrise des Chaînes d'Information – CNN et Al Jazira

« Le 11 septembre 2001, le monde entier a pris conscience que la communication était devenue l'arme de notre temps. Ce jour-là, des centaines de millions de personnes ont vu l'impact de l'avion sur la deuxième tour du World Trade Center et l'effondrement successif des deux gratte-ciel qui faisaient l'orgueil de New York. Pour la première fois dans l'histoire, un acte de guerre était filmé et montré en direct sans qu'aucune précaution particulière n'ait été prise². »

Avec une présence constante dans 212 pays CNN représente un outil de communication incontournable. CNN c'est 87 millions d'Européens, 20 millions en Asie, 15 millions en Afrique et 9,5 millions en Amérique Latine. CNN c'est près de 43 % des décideurs européens³. CNN est devenue incontournable à l'ONU et dans les ambassades. La mission américaine aux Nations Unies est abonnée aux programmes ce qui conduit le journaliste Richard Roth à prétendre que « la chaîne a véritablement accéléré la diplomatie. » L'anecdote suivante court dans les antichambres de la diplomatie : Ce serait en regardant en direct sur CNN la conférence de presse de George Bush suite à l'invasion du Koweït, que le Premier ministre turc apprit que le président américain s'appêtait à l'appeler pour discuter de la participation turque à la coalition. Quelques minutes plus tard le Premier ministre turc, à son bureau recevait l'appel du président Bush.

CNN comme sa principale concurrente BBC World est un fabuleux outil au service de l'hégémonie culturelle des Anglo-Saxons. Les deux Chaînes tentent de maintenir une certaine impartialité et d'émettre des émissions régionales plus adaptées aux diverses cultures. Cependant, elles ne sont pas immunisées contre les critiques de communication biaisée en particulier en ce qui concerne les reportages des événements opposant israéliens et palestiniens.

Noam Chomsky relate une anecdote peu connue de la Guerre du Golfe⁴ :

¹ Robert Kaplan, *The coming Anarchy*, Vintage Books, 2000, p.183-184.

² Emmanuel Schwartzenberg, *Les chaînes d'information internationales, un enjeu stratégique*, Le Figaro, 7 août 2002.

³ Keren Lenschner, *CNN: La stratégie payante dur sur-mesure*, Le Figaro, 9 août 2002.

⁴ Noam Chomsky, *La Loi du plus Fort – mise au pas des Etats voyous*, Le Serpent à Plumes, 2002, p.58-60.

« Il est bon de rappeler que le débat se trouva également exclu en 1990-1991. On discuta beaucoup de l'efficacité probable des sanctions, mais non de savoir si elles avaient déjà donné des résultats [...]. La crainte qu'elles aient pu être efficaces poussa Washington à refuser de tester les offres de retrait irakiennes, d'août 1990 à début janvier 1991. À de très rares exceptions près, le système d'information parvint à imposer là-dessus une stricte discipline. Des sondages effectués quelques jours avant le bombardement de janvier 1991 s'exprimaient, à deux contre un, en faveur d'une solution pacifique basée sur le retrait irakien, et pour une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe. Peu nombreux furent les soutiens à cette position : les médias [...] avaient loyalement suivi le président pour qui les fuites étaient « impensables ». Il est peu probable que les mêmes partisans de la paix aient su que leur point de vue était partagé par l'opposition démocratique irakienne – empêchée d'accéder aux principaux médias – ou qu'une proposition irakienne proche de la leur avait été diffusée une semaine plus tôt par certains officiels américains (qui l'avaient trouvée raisonnable) : elle fut sèchement rejetée par Washington. Ils n'apprirent pas non plus qu'une offre irakienne de retrait avait été examinée par le Conseil National de Sécurité [NSC] dès la mi-août, avant d'être rejetée – et effectivement censurée – de crainte que de telles initiatives ne risquent de « neutraliser la crise ».

C'est une sorte de résistance à la mondialisation de la communication, pilotée par les États unis, qui a favorisé l'émergence de la Chaîne arabe Al-Jazzira. Sur cette chaîne la culture arabe est facilement reconnaissable à son traitement subjectif de l'information. C'est cette même subjectivité qui fait dire aux observateurs occidentaux qu'Al-Jazzira est un instrument de propagande Islamiste, qui attise les haines et la violence.

Étant devenu le diffuseur exclusif des cassettes d'Ossama ben Laden, Al-Jazzira a pu accéder à une notoriété mondiale. La Chine étend son activité par un site Internet en Anglais de façon à promouvoir le point de vue Arabe. Al-Jazzira cherche également à développer un style pour coller à l'opinion publique arabe, ce qui la met en butte aux accusations de vouloir façonner cette même opinion publique. Les longs reportages montrant les enfants palestiniens lançant des pierres sur les chars de Tsahal, et les « martyrs » dans les hôpitaux où le sang coule à flots, auraient incité les jeunes palestiniens à braver les balles israéliennes. Le présentateur vedette, Faysal al-Qassem, a propagé la rumeur dans les capitales arabes, selon laquelle les 4.000 juifs qui travaillaient

au World Trade Center ne s'y étaient pas rendus le 11 septembre¹. Pas un mot sur le fait que 25.000 personnes ont été évacuées avant l'effondrement des tours ! La Palestine est une cause arabe et Al-Jazzira la défend. Cependant, chaque jeudi, l'émission « Direction opposée » permet de confronter des adversaires politiques, ce qui n'est pas sans susciter les plaintes des régimes arabes concernés². L'étude de cas de Najib Ghabian³ montre comment les émissions d'Al-Jazzira sur la politique syrienne, ont forcé le gouvernement à changer son discours.

Pendant la Guerre Froide, l'armée américaine a mis au point une Doctrine et des techniques de PSYOPS (opérations psychologiques). Le but initial était de démoraliser l'ennemi et de créer la confusion dans sa capacité de défense. La guerre du Vietnam a montré les conséquences d'une guerre où l'armée gagne toutes les batailles sur le terrain mais perd la guerre de l'information sur le front médiatique national. Les nouvelles technologies permettent une forte personnalisation de la propagande. L'armée se préoccupe déjà de l'impact sur le moral des troupes, d'une campagne offensive contre les familles des soldats en mission⁴. L'ennemi peut utiliser le courrier Internet, les téléphones cellulaires, les caméras vidéo, les fax, et peut accéder aux comptes bancaires des familles.

L'info-sphère peut-elle devenir un des éléments incontournables du théâtre d'opérations ? Il suffirait de concevoir une « campagne d'information » où l'agresseur sature son ennemi simultanément dans le temps et dans l'espace sur tous les éléments stratégiques de façon à obtenir une paralysie de la défense. Il ne s'agit pas de rendre l'ennemi aveugle et sourd, mais de contrôler « son univers réel. » Le Professeur Stein souligne que⁵ :

« Cet univers créé par les Médias est fictif plutôt qu'imaginaire » car bien que ce qui est vu sur CNN soit « vrai », ce n'est pas la totalité, pertinente, ou contextuelle. Néanmoins, cet univers fictif devient l'univers pertinent sur le plan politique dans lequel le gouvernement ou les forces armées sont supposées « faire quelque chose ». Les membres du congrès, l'état-major, et nos mères regardent tous le « 20 heures » suivi des conjectures « instantanées ».

¹ Thierry Oberlé, Al-Jazzira, l'alternative à l'Occident, Le Figaro, 13 août 2002.

² David Hirst, Al-Jazira, une chaîne libre au Proche-Orient, Le Monde Diplomatique, Août 2000.

³ Najib Ghabian, Contesting The State Media Monopoly: Syria on Al-Jazira Television, Middle East Review of international affairs, Summer 2001, Vol.5, No.2.

⁴ Professor George Stein, Information Warfare, Air Power Journal, No.1 Spring 1995, p.30-39.

⁵ Professor George Stein, Information Warfare, Air Power Journal, No.1 Spring 1995, p.30-39.

Ceci est de plus en plus un vrai cauchemar pour le commandement. D'abord, 15 élus appellent le Chef d'état-major pour demander si l'analyse de la campagne aérienne, de l'amiral à la retraite untel, sur « Nightline », est correcte. »

Un très bel exemple d'opération d'Infoguerre réussie est sans doute le Hacking du satellite chinois Sinosat en juin 2002¹. Le groupe religieux Falun Gong a été interdit par le gouvernement chinois, qui pour mieux contrôler la dissémination des informations sur son territoire national impose aux médias étrangers d'utiliser les transpondeurs de Sinosat, dont le propriétaire est l'État. Pendant une semaine du 23 juin au 30 juin, des membres de Falun Gong basés à l'étranger ont complètement remplacé les programmes télévisés nationaux par leurs propres émissions et de la musique. Des incidents similaires avaient déjà eu lieu sur des chaînes câblées.

III Le Renseignement dans la 4^e Dimension au 21^e Siècle

1) Introduction et les Auteurs Classiques

« Ce qu'il importe surtout de connaître, c'est le général ennemi et ses alentours, s'il est téméraire ou réservé, timide ou entreprenant, et qu'elle confiance enfin on peut mettre dans les auxiliaires². » *Machiavel*.

« 26. Et c'est pourquoi je dis : connaissez l'ennemi, connaissez-vous vous-même, votre victoire ne sera jamais menacée. Connaissiez le terrain, connaissez les conditions météorologiques, votre victoire sera alors totale³. » *Sun Tsu*.

« 4. Ce qu'on appelle « information préalable » ne peut pas être tiré des esprits, ni des divinités, ni de l'analogie avec des événements passés, ni de calculs. Il faut l'obtenir d'hommes qui connaissent la situation de l'ennemi⁴. » *Sun Tsu*.

« 12. Parmi tous ceux qui dans l'armée font partie de l'entourage du commandant en chef, nul n'est plus proche de celui-ci que l'agent secret ; de toutes les

¹ Charles Hutzler, China Says Falun Gong Members Hacked into TV Transmissions, The Wall Street Journal Europe, July 9, 2002.

² Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.176.

³ Sun Tsu, l'art de la guerre, Flammarion, 1972, p 172.

⁴ Sun Tsu, l'art de la guerre, Flammarion, 1972, p 191.

rétributions, aucune n'est plus large que celle des agents secrets ; de toutes les questions, aucune n'est plus confidentielle que celles qui ont trait aux opérations secrètes¹. » *Sun Tsu*.

« 16. En général, si vous voulez frapper des armées, attaquer des villes et assassiner des personnes, il faut connaître le nom du commandant de la garnison, des officiers d'État-major, des huissiers, des gardiens des portes et des gardes du corps. Il faut donner à vos agents l'ordre de se renseigner à ce sujet en détail². »
Sun Tsu.

Il n'y a pas de doute que pour combattre le terrorisme le renseignement soit essentiel. À tort ou à raison, les services de renseignement américains ont été blâmés pour n'avoir pas su donner l'alarme à temps pour empêcher l'attentat du World Trade Center. La vraie raison, est une raison systémique qui tient à l'incapacité d'une grande bureaucratie de s'adapter à une évolution rapide de son environnement.

En 1998, Robert Kaplan écrit :

« La critique de la CIA par les Médias, est si constante et cinglante, que cela suggère une haine de la profession du renseignement, elle-même – ou au moins l'impression que *les agences d'espionnage sont obsolètes à l'ère de l'information dans le contexte de l'après guerre froide*. Ceci est une ironie, car l'industrie du renseignement va certainement devenir plus nécessaire pour notre bien être, et donc plus puissante dans le gouvernement³. »

La solution réside dans la création, d'une agence de renseignement, à côté de celles qui existent aujourd'hui car leurs tâches sont différentes, utilisant les toutes dernières technologies et toutes les facilités offertes par le renseignement ouvert. Il faut surtout que cette unité de renseignement puisse évoluer plus rapidement que la cadence d'obsolescence technologique de façon à ne pas se trouver en état d'infériorité technologique par rapport au groupe qu'elle est chargée de surveiller.

2) La « Guerre des Réseaux » (Netwar)

Les grands services de renseignements occidentaux d'aujourd'hui sont conceptuellement et structurellement issus du renseignement

¹ Sun Tsu, l'art de la guerre, Flammarion, 1972, p 193.

² Sun Tsu, l'art de la guerre, Flammarion, 1972, p 195.

³ Robert Kaplan, The Coming Anarchy, Vintage Books, 2000, p.105.

militaire tel que celui-ci a fonctionné pendant la deuxième guerre mondiale. La guerre froide, qui a perduré jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, n'a fait que renforcer le même schéma organisationnel strictement hiérarchique.

Pendant la guerre froide, nous avons assisté à une dissociation du renseignement purement militaire, focalisé sur la connaissance de l'ordre de bataille, et du renseignement pourrions nous dire « stratégique », doté d'un groupe d'opérations furtives et d'un groupe d'analyse. Les services avaient pour mission de contenir les visées impérialistes de l'ennemi qui n'était conceptuellement et structurellement que son propre miroir. Il existait une grande prévisibilité tant pour le rythme de l'évolution de la technologie que pour le type de missions dont les participants suivaient des règles parfaitement connues.

Dans un tel contexte il n'est pas étonnant que l'organisation sous jacente de tels organismes n'ait que peu évolué. La tendance bureaucratique a été largement renforcée par le secret, nécessaire, qui isolait et protégeait les services de l'évolution organisationnelle que subissaient de plein fouet les entreprises commerciales et industrielles.

Pendant les années 90, l'accélération exponentielle de la technologie et en particulier de l'informatique a favorisé l'émergence des réseaux d'entreprises. La très grande facilité de communication a permis de fragmenter les réseaux informatiques de gestion et de responsabiliser les filiales. Les pyramides hiérarchiques s'en sont trouvées écrasées et l'organisation humaine elle-même a migré vers une structure en réseau.

En même temps, nous avons assisté à une externalisation d'un grand nombre de tâches, y compris la production industrielle, l'entreprise continuant à gérer le processus global d'une manière holistique grâce à une interconnexion informatique très serrée. Ce type d'ouverture, dans un contexte d'espionnage industriel, représente un risque de pertes au niveau du patrimoine de la propriété intellectuelle de l'entreprise. Mais, le gain de productivité et la dynamique de vitesse de mise sur le marché compensent largement les pertes dues à l'espionnage, compensables par ailleurs.

Les organisations criminelles et en particulier terroristes ont suivi parfaitement cette évolution de la structure organisationnelle en réseau. L'étude de Michelle Zanini et de Sean Edwards pour la Rand¹ souligne que les groupes terroristes arabes du Moyen-

¹ Michelle Zanini and Sean J.A. Edwards, The Networking in the Information Age. Source: John Arquilla and David Ronfeldt, Netwar, RAND, 2001, p.29-60.

Orient sont à la pointe de l'évolution structurelle des organisations réseaux. Que ces mêmes groupes vont retirer un avantage stratégique certain, de leur utilisation des technologies de l'information, qui autorisent des structures moins hiérarchiques, plus en réseau, et donc plus redondantes. Cette même technologie décuple leur capacité opérationnelle tant dans la guerre de communiqués que dans la guerre de la violence physique. De même que les entreprises du secteur privé forment des réseaux d'alliances pour offrir des services complexes à leurs clients ; les groupes terroristes, eux aussi, se dissocient du type de bureaucratie hiérarchique classique, pour migrer vers une structure plate, plus décentralisée, en une toile en constante recomposition de groupes unis par un but commun.

Le groupe Al Qaeda de Ben Laden, correspond très bien à ce type d'évolution. La structure est en réseau hybride combinant une structure « Centre et Rayons », dans laquelle les nœuds (membres éloignés) communiquent avec Ben Laden et ses conseillers, et une structure en « Roue » dans laquelle les nœuds communiquent entre eux sans se référer à Ben Laden. Les témoignages obtenus au tribunal de New York, indiquent des alliances entre Al Qaeda et un groupe Islamic d'Égypte, le front National du Soudan, le gouvernement Iranien, le Hezbollah, le groupe Abu Sayyaf aux Philippines, et des groupes en Chéchénie, Asie Centrale et Somalie.

Pour animer une telle organisation mondiale, un excellent réseau de communications est nécessaire. Pour cela, Ben Laden a enrôlé des ingénieurs en informatique égyptiens qui ont développé la toile des communications basée sur Internet, les email, les messages instantanés, les salons (d'Internet) et échanges de CD, téléphones satellite, sans oublier la sécurisation par cryptage ou stéganographie¹. Cette panoplie de moyens permet aux membres de communiquer directement entre eux et instantanément. Les dossiers vidéo de repérage peuvent être transmis au groupe d'attaque en attente à l'autre bout de la planète. Le ciment étant bien sûr une très forte focalisation religieuse.

Cela nous amène au nouveau mode opératoire typique des groupes terroristes en réseau : « l'attaque en essaim ». Ce genre d'attaque est conduite à partir de plusieurs directions vers un point ou points, par l'usage d'une force pulsée, répétée, au contact ou éloignée. L'essentiel est de converger rapidement et de manière furtive, de frapper, puis de se disperser immédiatement pour pulser à nouveau. Ce type de combat où les acteurs ne massent pas leurs forces mais agissent en « paquets » (comme en

¹ Une méthode informatique qui permet de coder un message au sein même d'une image de façon à ce que celui-ci soit indétectable à l'oeil nu.

informatique), dans des campagnes allant au-delà d'un incident ou deux isolés, représente un défi insurmontable pour les acteurs hiérarchiques qui recherchent avant tout le centre de gravité de la « masse » de l'adversaire pour riposter. Ce genre de stratégie est bien sûr utilisée par Al Qaeda.

Une identification correcte du type de réseau est essentielle pour définir la stratégie de contre-offensive la plus adaptée. John Arquilla et David Ronfeldt dans leur livre *Netwar pour la RAND*¹, condamnent la stratégie américaine de « ciblage du chef », qui a échoué dans le passé, et qui échouera à nouveau par manque d'analyse doctrinale.

3) Les Banques de Données

Les qualités organisationnelles des groupes terroristes en réseau sont :

- la furtivité,
- l'agilité, la flexibilité, l'adaptabilité,
- la rapidité,
- la dissémination géographique,
- l'absence de concentration des membres en un lieu,
- les membres se fondent dans la population innocente et à son insu,
- l'utilisation d'entreprises légales à l'insu de leurs dirigeants (souvent des personnalités connues) innocents pour fournir la logistique,
- les attaques pulsantes en essaim.

L'identification des membres et le suivi de telles organisations se révèle être une tâche extrêmement difficile avec les méthodes et organismes de renseignement traditionnels et hiérarchiques. Une identification erronée conduit à des bavures à répétition (voire ci-dessous). À cause des bavures à répétition, l'action du gouvernement démocratique apparaît comme arbitraire. On se retrouve dans une situation classique où le gouvernement démocratique gagne la guerre sur le terrain mais perd la guerre des esprits, et où le politique se trouve blâmé pour une situation désastreuse qui n'est pas tout à fait de son ressort.

La difficulté pour le service de renseignement est que la cible ennemie est évanescence. Cette difficulté est accrue par les opérations pulsées, rapides et une mise en œuvre sur des périodes de 4 à 5 ans.

- La pulsation extrêmement rapide déborde la cadence de réponse d'une bureaucratie soumise structurellement au

¹ John Arquilla and David Ronfeldt, *Netwar*, RAND, 2001, p. 368.

rythme budgétaire et ponctuellement au délai de signatures de la hiérarchie.

- La mise en œuvre sur des périodes de plus de 4 ans, tombe dans la zone d'amnésie naturelle de la bureaucratie. En effet, les cadres pour suivre leur profil de carrière sont mutés à un rythme variable mais avoisinant les cinq ans. Le cadre décisionnaire se trouve donc rarement en mesure de faire une corrélation avec des événements classés aux archives plusieurs années auparavant par son prédécesseur.

Tous les services occidentaux ont entamé de grands programmes d'informatisation de leurs archives dans des méga-banques de données qui peuvent être interconnectées entre elles de façon à être immédiatement consultables à distance.

Nous ne traiterons pas ici du grave impact qu'un tel état de fait peut avoir sur les libertés individuelles. Le vrai risque pour les libertés individuelles provient moins de l'existence de bases de données sur chaque citoyen, que du fait que de telles archives, gigantesques, recèlent un nombre incalculable d'erreurs dommageables. L'exemple américain des erreurs des fichiers du FBI est à ce sujet un cas d'espèce. Il incombera aux représentants élus de mettre en place les contrôles nécessaires.

L'obstacle technique et humain à l'exploitation de telles méga-banques de données vient de la saturation au niveau de l'analyse. Les experts américains s'accordent à dire que la NSA¹ avec des moyens informatiques et humains gigantesques ne parvient à traiter, tout au plus, que 8 % des informations collectées. Dans le domaine des images satellite ce sont seulement 10 % des images qui sont visionnées. Même les meilleurs logiciels de recherche ne peuvent compenser cette limitation au vu de la masse des communications mondiales. C'est ainsi que les conversations téléphoniques des terroristes pilotes des avions du World Trade Center, captées la veille de l'attentat, n'ont fait l'objet d'une attention particulière, qu'après 3.000 morts innocents.

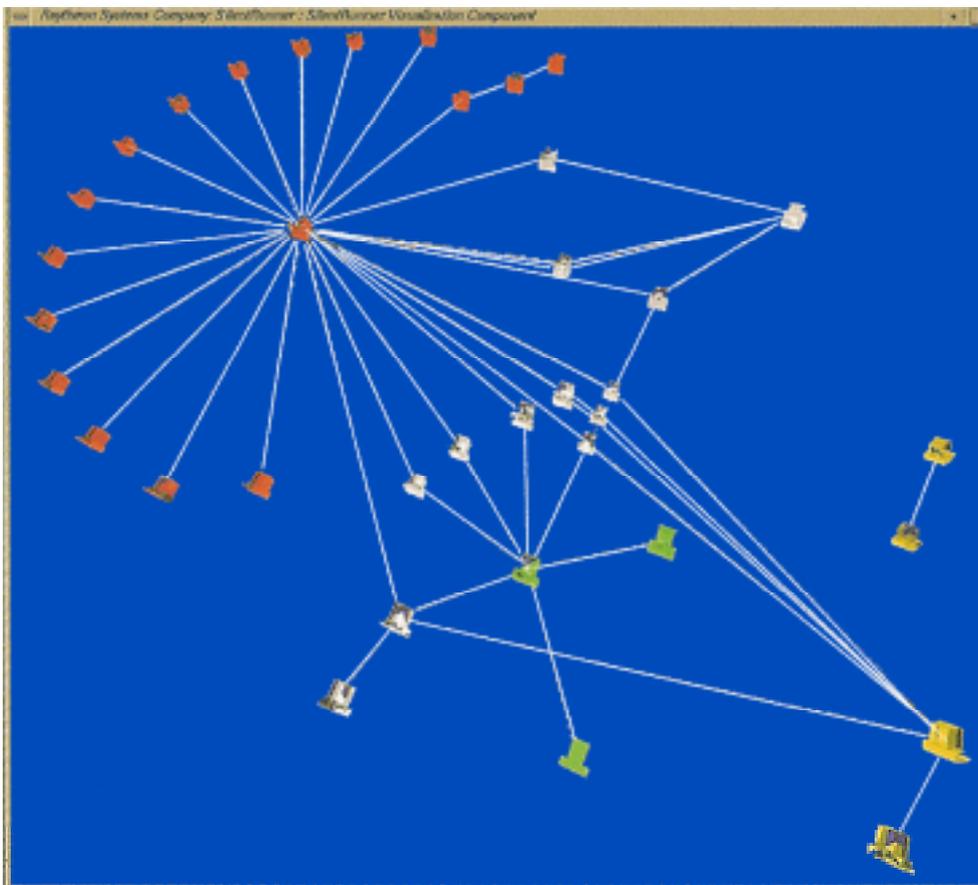
Pour améliorer le repérage, il faut donc partir des méga-banques et appliquer les méthodes des moteurs de recherche Internet tels que Google, c'est-à-dire de créer des index² pour la totalité de la banque de données. La première étape consiste à effectuer une recherche « à charge », en adaptant les logiciels de surveillance et de sécurité des réseaux informatiques, pour obtenir une cartographie en 3 ou 4 dimensions de la densité des corrélations obtenues par la recherche des index. Cette cartographie permet de porter l'attention du chercheur directement sur les zones de plus

¹ National Security Agency.

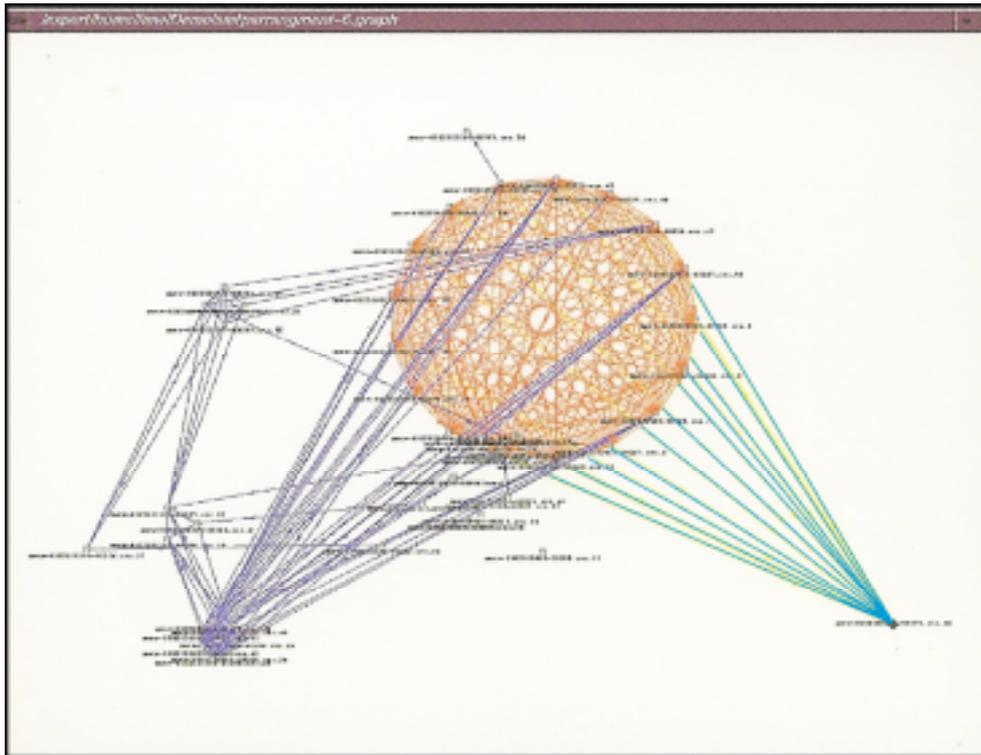
² Les index devront être dans plusieurs langues: Français, Anglais, Allemand, Espagnol, Italien, Arabe ...

grande activité en un instant donné, et d'identifier des concepts et des individus nécessitant une enquête particulière.

Exemples de visualisation de trafic sur un réseau informatique



source : Raytheon SilentRunner.



source : Raytheon SilentRunner.

Puis pour minimiser le risque d'erreur, il faut impérativement instruire à décharge. Dans cette nouvelle étape, il faut rechercher, dans la méga-banque, tous les éléments qui permettent de classer un individu dans le groupe des innocents. Il faut rappeler ici, que le Manuel d'Al Qaeda cité plus haut, donnait instruction de confier l'argent en dépôt à des non-membres, c'est-à-dire à des innocents.

Le risque de bavure, si on saute l'étape de la recherche « à décharge », est bien réel et constant, comme le démontrent les « erreurs » des autorités américaines ci-jointes :

- Le 12 septembre 2002, agissant sur des renseignements des officiers de renseignement de la Navy américaine, la police italienne arrête 15 marins « immigrants » pakistanais¹. La Navy avait cru identifier, par des méthodes non divulguées, un haut responsable Islamique. En fait la seule preuve retenue contre ces pauvres Pakistanais était une annotation en Urdu dans le calepin de l'un d'eux : « shadiwali », qui signifie « se marier ». Il se trouve à la décharge de la Navy que le mot shadiwali a été utilisé comme mot de code pour l'attentat du World Trade Center en 1993. L'armée américaine ayant un ordre présidentiel d'arrêter tout terroriste, et les correspondances de

¹ Yaroslav Trofimov, Terror War Often Goes Astray – Splashy Sicily arrests probably netted Immigrants not Al Qaeda, Wall Street Journal Europe, September 26, 2002.

mots étant une méthode privilégiée, faut-il en conclure que les pauvres Pakistanais ne doivent plus parler de mariage ? Que se serait il passé si c'était l'armée américaine qui les avait arrêtés au lieu de la police Italienne ? Auraient-ils été internés à Guantanamo, sans possibilité de se justifier. ?

- La bavure des marins Pakistanais fait suite à une autre bavure similaire le 1^{er} juillet 2002 en Afghanistan¹. Celle-ci fut mortelle. L'armée américaine en Afghanistan, a bombardé un mariage villageois, causant 48 morts et 118 blessés. Les bombardiers lourds B52, volant à plus de 4.000 m. d'altitude, ont prétendu avoir essuyé des tirs d'armes lourdes, mais l'enquête de l'armée américaine à elle-même révélé qu'il n'y avait pas d'armes de ce type dans le village. Sans doute, les grandes oreilles de la NSA avaient-elles capté le mot fatal, « se marier » en Urdu, qui est l'un des dialectes régionaux ? Ici, encore le renseignement a été blâmé par l'armée.

L'efficacité d'une telle recherche serait gravement compromise si un grand nombre d'informations étaient protégées par le secret défense. Les risques induits par l'utilisation d'informations, dont il n'est pas possible d'enquêter sur la ou les sources, sont graves. C'est là toute la différence entre le renseignement militaire et les enquêtes policières, le terroriste opérant à l'interstice de ces deux univers.

Le 26 Septembre 2002, le Sénat américain a décidé de créer une Banque de données² pour regrouper toutes les informations sur les groupes terroristes. Ces informations seront à la disposition des agences fédérales, des états, des localités et dans certains cas des gouvernements étrangers. Le Sénat a exprimé sa volonté de ne pas tolérer que les informations existantes ne soient pas transmises à cause du secret inhérent à la bureaucratie.

4) Vers le Renseignement Ouvert

Depuis la révolution Internet, 80 % de l'information utile se trouve sur la toile (web), c'est-à-dire dans le domaine public. Pour James Woolsey³, ex. patron de la CIA, c'est 95 % des renseignements économiques que la CIA glane des sources publiques. Cette étude repose en grande partie sur des documents accessibles par Internet. En 2001, Internet représente 36 millions de sites et 3 Milliards de pages consultées par 501 millions d'Internautes.

¹ Leela Jacinto, The Human Cost of War - Afghan Civilian Casualties May Exact a Toll in U.S. Public Relations Battle, ABCNews, July 9, 2002.

² Ken Guggenheim, Senate seeks Terror Database, Associated Press, September 26, 2002.

³ James Woolsey, Wall Street Journal, March 17, 2000.

Les réseaux bancaires de cartes de crédit et d'assurance disposent d'une quantité et d'une qualité d'informations qui rivalisent aisément avec les meilleurs services de renseignement gouvernementaux, secrets ou non. Des services de recherche sont offerts par des entreprises commerciales, dont les plus connues sont : Dialog (800 millions de dossiers) et Lexis qui consulte 18.000 sources (pour un accroissement de 9 millions de dossiers par semaine).

Les fichiers de police sont très limités car ils sont focalisés sur des criminels connus. Les collectes secrètes, d'information sur les citoyens, sont peu fiables, car elles recèlent une trop grande proportion de ragots. Le renseignement militaire, lui, n'a jamais été conçu pour traquer des terroristes ou des criminels, et le secret essentiel dans ce domaine en gêne son utilisation.

Une véritable montagne d'information existe dans les annuaires de téléphone, et auprès des administrations locales comme pour les titres de propriété mobilière ou immobilière, description des responsables d'association ou d'entreprises, etc....., etc...

Les informations collectées par les systèmes de reconnaissance faciale ou de biométrie qui s'avèrent si efficaces pour faire baisser la criminalité dans les quartiers difficiles et sur les aéroports pourront apporter de très utiles corrélations actualisées.

Le service de sécurité des casinos de Las Vegas pratique ce genre de recherche avec une grande efficacité. Les recoupements permettent aux casinos de repérer leurs employés qui pourraient avoir quelques liens avec le crime organisé. Par exemple si l'appartement qui est aujourd'hui loué par l'employé a dans le passé été occupé par quelqu'un appartenant à une des familles criminelles, cela mérite une enquête plus approfondie.

Dans son ouvrage « Information Warfare and Security » Dorothy Denning¹, relate quelques exemples de compétition amicale entre les services officiels et des prestataires de renseignements ouverts. Chaque fois les prestataires ont gagné en soumettant leur dossier en temps et en heure, avant les services, et avec une plus grande quantité et qualité de détails et de sources.

La Police nationale australienne étudie la possibilité d'externaliser les enquêtes sur les cybercrimes². Cette stratégie basée sur une approche gouvernementale globale et un partenariat avec le secteur privé va permettre de démultiplier rapidement l'action de la

¹ Dorothy Denning, Information Warfare and Security, Addison Wesley, 1999, p. 80.

² Electronic Crime Steering Committee, Electronic Crime Strategy 2001 – 2003, Australasia Center for Policy Research, March 2001.

police de manière préventive pour détecter et réduire la criminalité. Pour battre de vitesse la criminalité dans l'exploitation des nouvelles technologies, le secteur public va s'associer au secteur privé dans un contexte d'échange d'information et de renseignement.

Dans la course à l'information le secret se trouve être un grand handicap. Winn Schwartau¹, un expert civil et privé, relate son expérience lors d'une conférence, sur l'Infoguerre, à Washington, devant un parterre de 500 experts de la CIA, FBI, NSA, Renseignement Militaire, etc ... Winn pensait qu'il ne pouvait pas apporter grand-chose aux experts qui se trouvaient sur la ligne de front. Il fut surpris de voir les experts de la CIA et les autres se précipiter à l'entracte pour demander plus d'informations. Devant sa surprise, l'un deux confia : « Nous ne pouvons pas parler entre nous de ce que nous faisons ou de ce que nous savons. Cela relève du secret défense. Nous ne sommes pas sensés voire le problème dans son ensemble. Vous, vous en faites un tout cohérent. » Apparemment, les informations que Winn avaient glanées de sources ouvertes avaient surpris certains experts du renseignement gouvernemental.

5) Le Renseignement Holistique

La lutte antiterroriste exige une bonne connaissance de l'adversaire et de tous ces alias, ainsi que des planques réparties dans le monde entier. Cela est nécessaire pour bien cibler les campagnes de Contre-offensive. Il faut donc une approche holistique du renseignement.

Le but n'est pas de « Fliquer » tout le monde comme le dit élégamment Reg Whitaker², mais plutôt d'éviter les bavures à répétition comme celles des services de renseignements américains cherchant, avant tout et de manière bureaucratique, à éviter la totalité des risques. Il faut donc instruire la recherche à charge et à décharge dans un contexte de transparence. Si la presque totalité des informations utilisées dans la contre-offensive fait partie du domaine public, il n'y a pas de difficulté à jouer la carte de la transparence et donc de garder la confiance des citoyens.

L'utilisation de sources ouvertes permet aussi, une coopération plus aisée et des échanges d'information, au sein des alliances multinationales qui sont maintenant incontournables pour les opérations antiterroristes dont l'ennemi est lui-même multinational et global.

¹ Winn Schwartau, Information Warfare, Thunder's Mouth Press, 1996, p.142-143.

² Reg Whitaker, Tous Fliqués! La vie Privée sous surveillance, Denoël, 2001.

Il ne s'agit pas de remplacer les méthodes historiques qui ont toujours leur nécessité. Mais pour contrer cette nouvelle menace, qui se trouve à la jonction du policier et de l'armée, navigant sans entrave, avec agilité et furtivité, dans l'univers virtuel de l'Informatique, il faut mettre en œuvre les toutes dernières armes de la technologie. Pour des raisons historiques et structurelles, l'innovation technologique informatique fait partie du secteur privé.

Pour pallier aux risques que pourraient causer des croisements incontrôlés de banques de données, il est possible de définir des procédures qui préservent la confidentialité tout en profitant du résultat des connaissances accumulées.

Il faudrait aussi développer l'aspect défensif d'un contre-espionnage antiterroriste spécialisé. L'analyse des attentats montre clairement que les terroristes ont dans la majorité des cas opéré une reconnaissance approfondie des lieux. Ce point est souligné dans le manuel d'Al Qaeda cité plus haut. Des actions visant à interférer avec les opérations de reconnaissance offriraient un bon retour sur investissement.

6) Comment Trop de Secret Tue le Renseignement

Aujourd'hui le gouvernement américain classe « secret » près de 20 millions de documents chaque année. Certains documents ont trait à des secrets militaires ou diplomatiques mais un très grand nombre a pour seul but d'empêcher certaines questions embarrassantes pour la bureaucratie dirigeante. Dans beaucoup de cas le secret ne sert qu'à maintenir le contribuable dans l'ignorance de ce que son gouvernement sait ou croit savoir. Rarement le temps de péremption est pris en compte dans la décision de classer ou de ne pas classer un secret. Très souvent, surtout au 21^e. siècle, l'information à une durée de vie très réduite. Par exemple en électronique les découvertes technologiques ont une période d'obsolescence de 6 mois. Les informations obtenues sur l'ennemi ne sont utiles qu'à celui qui les a prises. Le général Charles Cunningham, assistant adjoint du Secrétaire de la Défense pour le Renseignement, confirme¹ : « nous allons focaliser sur le concept d'engagement, partager, et faciliter beaucoup de choses qui sont maintenant très rigides car nous sentons que nous sommes les seuls à posséder certaines capacités et certaines informations. Peut-être devons nous comprendre le principe du cycle de l'information. Quel est le cycle de vie de la période utile ? Ce qui me frappe c'est que nous

¹ Otto Kreisher, Next Steps in Information Warfare, Air Force Magazine, June 1999, Vol. 82, No. 6.

exagérons à protéger beaucoup d'informations qui sont très périssables. »

Nous avons eu deux exemples pendant l'été 2002 :

- Dans le cas de l'attaque préventive militaire américaine, contre l'Irak, le vice président M. Cheney et le ministre de la Défense M. Rumsfeld ont fait de multiples allusions au danger d'attendre sans pour cela motiver leurs inquiétudes. Le Congrès américain désirant prendre une décision aussi grave basée sur des faits réels demande donc la divulgation des résultats des enquêtes des services de renseignements. Ce n'est certainement pas l'Irak, qui est déjà au courant, qui sera la bénéficiaire de la levée d'un tel secret.
- Dans le cas du Manuel d'Al Qaeda (voir ci-dessus) son chapitre 10 sur les tactiques d'assassinat et de kidnapping n'a pas été diffusé. Une raison serait de dire qu'il est dangereux de disséminer un document qui pourrait créer quelques vocations. Cependant tous les membres des organisations terroristes reçoivent directement un manuel complet, donc ils sont déjà au courant. Compte tenu du degré de professionnalisme, de technicité, d'organisation, de préparation et des moyens nécessaires il est peu probable qu'un « indépendant » soit tenté d'appliquer les recettes. Mais celui qui est réellement perdant, car n'ayant pas reçu les informations « secrètes », c'est la cible et ses gardes du corps. En effet à cause du secret les cibles ne peuvent pas se prémunir de façon adéquate.

Charles Ramsey, le chef de la police de la ville de Washington, lors d'une conférence des chefs de police près d'un an après le 11 septembre, a souligné les difficultés d'obtention des « Security Clearances ». Ramsey lui-même ne possède qu'une « Clearance » temporaire et attend toujours son approbation permanente. Compte tenu de ce fait les inspecteurs travaillant pour Ramsey ne peuvent partager avec lui les détails des discussions qu'ils ont avec leurs homologues au sein des diverses Cellules de Crise. Le FBI confirme que les délais d'obtention d'une « Clearance » dépassent les 10 mois et que sur 419 demandes seulement 160 ont été traitées¹.

John Scanlon, le Directeur de l' « Office of Public Security » pour l'état de New York, a déclaré avoir reçu des informations du FBI que sa propre « Security Clearance » Top Secret ne serait sans doute « pas disponible avant son départ à la retraite ». Grâce aux accords internationaux entre l'état de New York et le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne, Israël, et l'Égypte, le bureau de Scanlon obtient toutes les informations utiles plus rapidement que par le FBI. L'ironie est que certaines de ces mêmes informations ont été

¹ Homeland Security & Defense, August 21, 2002.

fournies par le FBI aux agences gouvernementales étrangères, qui peuvent les communiquer à Scanlon. Alors que celui-ci ne peut pas les obtenir directement du FBI¹.

¹ Homeland Security & Defense, August 21, 2002.

Troisième Partie - Stratégie et Contre-Offensive

1) Introduction à la Stratégie de Contre-Offensive

Dans une étude pour la Rand¹, John Arquilla, professeur à la Naval Postgraduate School (Monterrey, Californie, USA) souligne les difficultés auxquelles les démocraties sont confrontées :

« En partant du principe que le réseau Al Qaeda de Ben Laden est notre adversaire principal, alors nous devons faire mieux que son réseau pour chacun des cinq niveaux dans lesquels les réseaux de l'ère de l'information doivent exceller : l'organisation, le message, la doctrine, la technologie et le social. »

Il est clair que l'état démocratique peine à combattre le terrorisme structuré en réseau. L'exemple d'Israël est là pour nous rappeler les dangers d'une riposte trop violente qui ne pourrait pas traiter les causes profondes.

Une réponse militaire contre un adversaire qui n'a pas d'armée constituée et dont les combattants se fondent dans la foule des innocents atteint rarement l'objectif de la victoire décisive.

Une réponse policière dure contre un adversaire qui n'a pas commis de crime risque de conduire rapidement aux abus et au fascisme.

Utiliser la dissuasion nucléaire contre une idéologie religieuse qui n'est pas représentée par une structure étatique claire et qui arbore en son sein des bandits-terroristes, risque d'attiser les flammes de l'intolérance et d'ébranler les fondations de notre société démocratique.

La stratégie de contre-offensive repose sur 4 axes :

- Une campagne « Sociopolitique » pour isoler les bandits dans le domaine de la criminalité simple.
- Une campagne de « Prévention Électronique » pour interdire l'utilisation efficace de la technologie par les terroristes, désorganiser la chaîne logistique et rendre les terroristes identifiables par les forces de l'ordre.
- Une campagne « Policière » traditionnelle pour intercepter les terroristes au niveau des petits délits et avant la commission des attentats.
- Une campagne « Militaire » traditionnelle pour traiter les aspects militaires des organisations telles qu'Al Qaeda de manière furtive ou publique.

¹ John Arquilla and David Ronfeldt, Fight Networks with Networks, Rand, December 2001.

2) La Contre-Offensive Sociopolitique

Si les démocraties désirent sortir du borbier du terrorisme religieux il faut avant tout éviter de radicaliser le conflit en termes de croisade.

Robert Kaplan pose le problème clairement en termes typiquement américains :

« Quant au capitalisme il ne véhicule aucune valeur. Il n'est pas naturellement bon, ou intrinsèquement mauvais. Prenez le trafic de drogue ou les mafias russes, ce sont dans leur genre des succès du capitalisme. Le capitalisme triomphe partout mais ce n'est pas une boussole. Le capitalisme est opportuniste, il est sans moralité¹. »

« L'Histoire montre que si George W. Bush veut mener bataille, il doit présenter l'affrontement en termes moraux, en noir et blanc. Toute guerre américaine est une croisade. Les États Unis ne savent pas se battre dans un conflit limité². »

Clausewitz lui prend une approche plus politique et plus réaliste :

« Nous en arrivons maintenant à un autre moyen particulier de peser sur la probabilité de succès sans qu'il y ait défaite des forces armées de l'ennemi, c'est-à-dire aux opérations qui sont en rapport direct avec la politique. Si nous pouvons effectuer des opérations particulièrement aptes à rompre les alliances de l'adversaire ou à les rendre inopérantes [...] à susciter des activités politiques en notre faveur [...] on conçoit sans peine combien ces moyens peuvent [...] nous mener au but bien plus rapidement que la défaite des forces armées de l'ennemi³. »

Le conflit Israélo-palestinien ne pourra pas être résolu sans un dialogue entre modérés Israéliens et modérés Palestiniens. Mais pour favoriser l'éclosion de ce dialogue, il faudra auparavant geler la violence des radicaux de chaque bord. De même la résolution complète du terrorisme passe par un dialogue qui prendra en compte les racines profondes de l'humiliation ressentie par tous les laissés pour compte de la Globalisation et du Capitalisme. Un tel dialogue ne pourra pas porter ses fruits sans une maîtrise

¹ Jean-Jacques Mével, Robert Kaplan – “Toute guerre américaine est une croisade”, Le Figaro, 10 août 2002.

² Jean-Jacques Mével, Robert Kaplan – “Toute guerre américaine est une croisade”, Le Figaro, 10 août 2002.

³ Carl Von Clausewitz, De la Guerre, Editions de Minuit, Paris, 1955, p.73.

préalable de la capacité de nuisance explosive des groupes comme Al Qaeda.

3) La Contre-Offensive Psychologique

Utiliser la Superstition

Le premier volet de cette contre-offensive consiste à retourner à notre profit la superstition native des terroristes islamiques par ailleurs très fatalistes.

Dans cette optique Machiavel a très justement saisi l'intérêt d'une telle action :

« Comme la crainte des lois ou des hommes n'est pas un frein assez puissant pour les soldats, les Anciens y joignaient l'autorité de Dieu. Ils faisaient donc jurer à leurs soldats, au milieu de tout l'appareil des cérémonies religieuses, de rester fidèles à la discipline militaire. Ils cherchaient par tous les moyens possibles à fortifier en eux le sentiment de la religion, afin que tout soldat qui violerait son devoir eût à craindre, non seulement la vengeance des hommes, mais encore la colère des Dieux¹. »

« Les anciens généraux avaient à vaincre une difficulté qui n'existe pas pour les généraux modernes ; c'était d'interpréter à leur avantage les présages sinistres. [...] César, étant tombé au moment où il débarquait en Afrique, s'écria : *Je te tiens, Afrique !* [...] De pareilles circonstances ne se présentent plus de nos jours, soit que nos soldats soient moins superstitieux, soit que notre religion écarte de notre esprit de semblables frayeurs ; mais s'il survenait, par hasard, quelque événement de cette nature, il faut alors se conduire d'après l'esprit de ces anciens généraux². » *Machiavel*.

Le colonel Lawrence a utilisé très efficacement cette croyance dans la baraka (chance) pendant la guerre en Arabie Saoudite, pour galvaniser les troupes arabes et obtenir des succès extraordinaires.

Il faut donc utiliser le fatalisme et la superstition naturelle. Si nous pouvons créer une sensation, chez les combattants terroristes, que leurs leaders ont la chkoumoune (la malchance, le mauvais œil), l'efficacité du commandement sera réduite par un manque de motivation. Pour susciter ce genre d'inquiétude latente, l'utilisation

¹ Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.216.

² Machiavel, l'art de la guerre, Flammarion, 1991, p.225.

d'effets spéciaux suppléera aux arrestations judicieusement orchestrées pour faire croire qu'elles seraient le fruit des fuites de la hiérarchie.

Cibler les Cadres Moyens de la Hiérarchie Terroriste

Une étude de la Rand¹ sur l'expérience antiterrorisme de cinq pays, Israël, les Philippines, la Colombie, le Pérou et la grande Bretagne indique que les cadres moyens sont plus importants que les dirigeants, pour la survie de l'organisation. Une stratégie de neutralisation des cadres moyens sera très efficace pour désorganiser la chaîne de contrôle, de communications et des opérations. La neutralisation des dirigeants se révèle souvent inefficace.

Dans le cas d'Israël, les arrestations des leaders du Hamas et du Hezbollah, en particulier en 1992, ont conduit à une radicalisation de ces groupes. Les Leaders déportés, généralement « modérés », ont été remplacés par des cadres subalternes, plus radicaux, qui ont accéléré l'utilisation de kamikazes.

Retirer toute Légitimité aux Leaders Terroristes

Selon la même étude de la Rand², Les dirigeants des organisations terroristes jouissent d'un prestige et représentent un symbole indissociable de la pérennité de l'organisation. C'est pour cela qu'une campagne visant à jeter le discrédit sur ces dirigeants aura un plus grand impact que leur arrestation ou leur mort.

Dans l'exemple du Pérou, Le président Fujimori a réussi à discréditer le leader du Sentier Lumineux M. Guzman en organisant des discours publics dans lesquels M. Guzman s'est contredit en donnant des ordres contradictoires à sa base. La Turquie a enregistré un succès similaire avec le leader Kurde M. Ocalan.

Utiliser les Médias

L'utilisation des médias peut s'avérer être une arme, défensive et offensive, d'une redoutable efficacité. Ben Laden en a donné l'exemple par le biais des cassettes vidéo distribuées aux chaînes arabes au moment critique. En plus de l'effet de propagande, les médias sont utilisés pour relayer les ordres et instructions aux combattants. Dans la stratégie défensive, il faut retourner cette arme contre les multinationales terroristes.

¹ Bruce Hoffman and Kim Cragin, Four Lessons from Five Countries, Rand, August 2002.

² Bruce Hoffman and Kim Cragin, Four Lessons from Five Countries, Rand, August 2002.

On peut « altérer » les cassettes vidéo émises par les leaders terroristes et y insérer des images subliminales négatives. Cette activité gagnerait même à être connue de façon à imposer la vérification image par image de chaque passage vidéo diffusée. Le but est de créer un doute latent ce qui limiterait grandement l'utilisation de ce moyen pour communiquer.

Le résultat sera une cacophonie générale, et l'incapacité des journalistes et des troupes terroristes à croire dans l'intégrité des messages sans contact physique préalable et direct.

Il serait aussi possible de créer de faux sites Internet islamiques plus vrais que les vrais. De tels sites fourniraient une grande quantité de renseignements utiles. Mais aussi, après une divulgation judicieuse, cela créera une suspicion légitime, dans la communauté islamique radicale, à propos des sites sur Internet.

4) La Contre-Offensive et la « Prévention Électronique »

Bien que la défense préventive ne puisse pas empêcher l'accomplissement des exploits terroristes, elle peut en diminuer grandement l'ampleur catastrophique, et la fréquence. Le harcèlement électronique, en mode préventif, c'est-à-dire avant les catastrophes, peut créer tellement de tracas dans la vie quotidienne des terroristes, que ceux-ci auront moins de temps pour préparer leurs exploits et garder l'effet de surprise.

La prévention électronique, pour être efficace doit s'accomplir de manière furtive en se jouant des méandres des multinationales terroristes. Le but est de retourner les armes de l'adversaire contre lui-même. L'avantage de la prévention électronique est que son utilisation est propre. Les risques de bavures sont pratiquement nuls. Et ce ne sont pas les criminels qui viendront se plaindre du tracas journalier dû aux « erreurs de l'ordinateur », cela risquerait d'attirer l'attention des autorités.

Aujourd'hui les multinationales du terrorisme jouissent d'une totale liberté dans l'univers virtuel d'Internet. Sauf pour l'action de renseignement du NSA et les brouillages ponctuels de l'Armée américaine, cette capacité de harcèlement électronique n'a pas été utilisée comme arme défensive proactive.

L'utilisation d'Internet et autres moyens électroniques dans un contexte géostratégique de Droit, peut permettre un harcèlement très efficace des multinationales terroristes. Avant les récents changements de la législation américaine les hackers ont démontré que la vie économique de leurs cibles pouvait se

changer en enfer, sans mesures de rétorsion ou de réparations possibles.

Le but de la défense préventive, est la désorganisation de l'entreprise criminelle et de sa logistique. Il ne s'agit pas d'interdire ou de faire disparaître l'organisation, ce qui serait sans doute impossible par les seuls moyens électroniques. Le but du harcèlement est de neutraliser les cellules des combattants en les occupant à reconstruire continuellement leur système logistique et de communications.

5) Exemples de Harcèlement Électronique

Une rapide recherche sur Internet indique plus de 118.000 sites donnant des informations sur ces sujets. La bibliographie en annexe offre un certain nombre d'ouvrages sur ce sujet brûlant et sur les vulnérabilités des divers systèmes informatiques ou téléphoniques. Une analyse approfondie et détaillée de ce sujet dépasserait les limites du présent ouvrage. Une bonne liste d'exemples se trouve dans l'ouvrage de Dorothy Denning¹, publié par la RAND.

Dans son livre « Information Warfare », Winn Schwartau décrit les abus dont lui-même, sa famille, et ses voisins et amis ont été l'objet aux mains des Hackers. Tout cela pendant des mois et des mois :

- Téléphones déconnectés,
- Changement de compagnie de téléphone,
- Pénétration électronique d'une joaillerie et pour enregistrer de faux achats avec sa carte de crédit,
- Publication, sur Internet, des factures d'électricité,
- Annulation de son mariage,
- L'identification de l'appelant pour tous les appels du Samu sont changés en son numéro et son adresse, ce qui dirige les équipes de secours à son domicile,

Le Hacking Bancaire

En 2001, Une étude de deux étudiants en Doctorat de Cambridge² montre qu'il est relativement facile de pénétrer les ordinateurs financiers les plus sophistiqués. Avec des équipements valant \$ 1.000, et les accès normaux d'un cadre de banque, en trois jours il leur fut possible d'accaparer les codes de sécurité de nombreux clients.

¹ Dorothy Denning, Netwar Chapter 8: Activism, Hacktivism, and Cyberterrorism: The Internet as a tool for influencing Foreign Policy, RAND, 2001, p.263-287

² Reuters, Cambridge: Hacking bank computers not so hard, USA TODAY, September 9, 2001.

En octobre 2001, le groupe de Hackers Allemands YIHAT¹ (34 membres dans 10 pays), a prétendu avoir pénétré un compte de Ben Laden possédant \$ 50 millions à la banque du Soudan Al Shamal Islamic Bank. Les diverses banques pénétrées par le groupe prétendent ne rien avoir remarqué. Cela n'est pas surprenant pour une attaque correctement effectuée, comme le démontrent les ouvrages des experts en sécurité cités en bibliographie.

L'École Du Hacking

Un site sur Internet donne un « jeu » en 8 leçons dont l'intitulé de quelques sujets se lit comme suit² :

- Test pour voler des informations sur un serveur.
- Trouver et détruire des informations importantes sur un ordinateur central.
- Pénétrer l'ordinateur d'un rival pour saboter ses fichiers.
- Créer un diplôme universitaire pour un ami.
- Se créer une nouvelle identité.
- Créer un faux document de la Sécurité Sociale.
- Comment jeter le discrédit sur un rival.
- Comment détruire des recherches scientifiques.
- Copier une banque de données grande et sécurisée.
- Faire condamner un utilisateur pour fraude bancaire.

Nous avons utilisé ces exemples pour montrer que les attaques informatiques sont réelles, qu'il s'agit seulement d'une question de temps pour que les terroristes les utilisent de manière régulière ; et surtout qu'il n'existe pas de raison technique pour ne pas retourner ces armes contre eux.

6) Désorganiser les Communications

Sans nul doute les communications sont l'un des maillons faibles des terroristes. La meilleure stratégie est de créer le doute sur la validité de l'information reçue.

Pour les messages écrits sur Internet il est facile de modifier légèrement le contenu du message même si celui-ci est crypté. Ceci devrait susciter une nervosité forte, une tendance à blâmer le matériel, et à se rabattre sur le téléphone, ou de passer non crypté. En redirigeant les messages des associés les uns vers les autres, il serait possible de créer la cacophonie au sein du groupe.

¹ Erik Olsen, Hacking for the Cause Group claims Bank Hack Attacks; others not so sure, ABCNEWS.com, October 15, 2001.

² Pour des raisons de sécurité les références du site sont gardées confidentielles.

Les hackers ont démontré l'efficacité d'un mixage et d'une redirection des communications téléphoniques. Le but est de forcer le combattant à se déplacer lui-même, ce qui le rendra visible.

Semer le Doute et la Suspicion entre les Associés

La répression étant d'une efficacité limitée, il semble plus efficace de tourner la force de l'adversaire contre lui-même. Si nous arrivons à semer la suspicion au sein du groupe, son activité criminelle en sera d'autant réduite.

Désorganiser la Logistique des Voyages

Les diverses enquêtes menées à ce jour sur les membres d'Al Qaeda emprisonnés nous montrent que tous ces individus se déplacent constamment, au moins une fois par mois et souvent par avion sur de longues distances. Il serait très facile d'annuler les réservations de vols sur les ordinateurs des compagnies aériennes. Cela arrive couramment pour les hommes d'affaires qui voyagent souvent. En même temps il est possible d'envoyer un message de dénonciation aux services de sécurité aéroportuaires qui se chargeront de soumettre le terroriste voyageant incognito à une fouille qui au minimum lui fera rater son avion. Bien sûr, il serait bon que pendant l'inspection le terroriste entende le (faux) nom (celui d'un collègue terroriste) du présumé dénonciateur.

Les terroristes utilisant de nombreuses fausses cartes de crédit, les numéros de celle-ci récupérées sur l'ordinateur de la compagnie aérienne pourront faire l'objet d'un blocage bancaire. Quel est l'utilisateur de carte de crédit qui, un jour ou l'autre, n'a pas souffert de paiements impossibles à cause de cartes bloquées ! Quand cela se produit à l'embarquement d'un vol aérien les difficultés ne font que commencer.

7) Désorganiser la Chaîne Logistique

Le 23 Mai 2002, le porte-parole des Nations Unies soulignait :
« Al Qaeda et ses associés continuent d'utiliser Internet comme moyen de communication global et comme support logistique. La neutralisation de cette capacité doit être accomplie avec ingéniosité et force et sans délai¹. »

Clausewitz renchérit :

¹ UN Wire, May 23, 2002.

« La longueur considérable, le territoire ennemi [...] la durée [...] sont les circonstances principales dans lesquelles les lignes de communications d'une armée peuvent être interrompues par une force ennemie relativement faible¹. »

En retirant toute fiabilité à la communication tant sur le plan intégrité du contenu que sur la connectivité elle-même, les groupes seront poussés vers une plus grande utilisation des contacts physiques. Les contacts physiques ne sont pas propices à la furtivité et sont lents. Le manque de communications aisées et fiables dans un univers « normal » constamment interconnecté va créer un sentiment d'isolement chez le combattant en attente sur site.

De même en créant des dysfonctionnements dans les circuits de transferts d'argent, les associés terroristes seront poussés vers l'utilisation accrue de livraison physique. Ceci augmentera largement le temps nécessaire à la préparation des différentes opérations et les risques d'interruption par les forces de l'ordre.

La désorganisation des bases et laboratoires terroristes peut être déclenchée électroniquement par :

- des courts circuits électriques pour neutraliser ordinateurs, téléphones, fax, cuisine...
- des coupures de gaz pour neutraliser le raffinage de drogues, cuisine...
- des coupures et remises d'eau pour créer des inondations suite à des robinets laissés ouverts.

L'anonymat qui caractérise les communications électroniques permet de disparaître aux yeux de la cible. La technique du « spoofing » permet, elle, de laisser la signature d'un associé de la cible.

Casser le Lien avec les Cartels de la Drogue

Le commerce des stupéfiants implique la manipulation de sommes très importantes. Si une transaction n'a pas abouti, il n'existe pas de tribunal pour obtenir réparation. La sanction est souvent un assassinat expéditif. La confiance dans la parole donnée est de règle pour faciliter la transaction. En créant, à répétition, des fuites, délations et autres actions déstabilisatrices, il serait possible de détruire la crédibilité commerciale des leaders terroristes. Sans leur capacité de commercer efficacement les multinationales terroristes vont se trouver rapidement en cessation de paiement. Ce manque de liquidités devrait se faire sentir

¹ Carl Von Clausewitz, De la Guerre, Editions de Minuit, Paris, 1955, p.532.

d'abord sur un plan régional, ce qui va freiner la présence et réduire le prestige de l'organisation.

Désorganiser les Réseaux et les Trafics

Une étude de la Rand¹ sur l'expérience de cinq pays, souligne l'intérêt de cibler les financiers et les contrebandiers qui aident les organisations terroristes à obtenir de l'argent et à acquérir leurs approvisionnements au marché noir. L'attention se porte naturellement sur les organisations et individus qui financent directement les terroristes. Une stratégie visant les intermédiaires qui achètent les diamants des terroristes, et les marchands d'armes, peut s'avérer efficace pour désorganiser l'organisation terroriste qui cherche à maintenir sa capacité opérationnelle. L'accroissement du facteur aléatoire dans l'approvisionnement matériel et monétaire va ralentir la mise au point d'opérations sophistiquées, en particulier lorsque celles-ci impliquent une coordination entre plusieurs pays.

En Colombie, le FARC est un participant essentiel au trafic de cocaïne, et tous les efforts d'éradication, avec l'aide des États Unis, n'ont pas donné de résultats probants. Cependant, la campagne gouvernementale contre les trafics d'armes semble porter leurs fruits. Les communiqués des FARC soulignent l'inquiétude croissante quant à l'approvisionnement en armes. Dans le moyen ou long terme cet assèchement du marché des armes pourrait affaiblir le contrôle des FARC sur le trafic de drogue.

8) La Traque Électronique Continue

Les arrestations de militants terroristes au Pakistan sont en grande partie due à la surveillance d'Internet et des communications de téléphones satellites par les Services américains. La presse² rapporte que l'arrestation d'Abu Zubaydah, le chef des opérations d'Al Qaeda, et de 45 des ses hommes, est due en grande partie à la surveillance des email par la CIA.

Pour renforcer l'efficacité de la riposte antiterroriste, Le Congrès américain³ prévoit de promouvoir l'évolution des moyens de surveillance de la NSA⁴. L'évolution technologique a induit un

¹ Bruce Hoffman and Kim Cragin, Four Lessons from Five Countries, Rand, August 2002.

² Wall Street Journal Europe, Pakistan and US improve Antiterror Ties, September 23, 2002.

³ US Congress, House Permanent Select Committee on Intelligence, Subcommittee on Terrorism and Homeland Security, Counterterrorism Intelligence Capabilities and Performance prior to 9-11, July 2002, p.10.

⁴ NSA, National Security Agency.

transfert des communications du réseau global, des transmissions radio vers des communications à format numérique transitant sur des câbles en fibre optique à haut débit, et sur Internet plutôt que le téléphone. Les utilisateurs évoluant vers des systèmes mobiles. La NSA se doit de mettre au point un système permettant de traquer la cible au travers du réseau global et intelligent, au-delà des plans et stratégies préétablis. La NSA doit définir une méthodologie pour trouver les individus extrémistes associés aux groupes terroristes, sans contact direct avec ceux-ci, et qui ne feraient pas partie d'organisations gouvernementales.

Conclusion

Le développement fulgurant des technologies de l'informatique a forcé les entreprises à adapter leurs structures pour tirer profit des immenses gains de productivité rendus possibles. Pour les mêmes raisons les grandes organisations criminelles ont adopté l'informatique et évolué dans leurs structures.

Nous voyons maintenant l'apparition d'une criminalité « Globale », sans frontières et sans pays d'attache (comme l'informatique et Internet), d'une violence inouïe, et utilisant des armes et des stratégies militaires. Devant une telle menace les Forces de Police et Militaires de l'État peinent à s'organiser.

Dés 1993, Alvin et Heidi Toffler, travaillant avec les groupes de recherches du Pentagone, avaient déjà largement identifié ce nouveau type de guerre, et les solutions qu'elle réclame. À la même époque, John Arquila, un chercheur de la RAND avait publié une étude intitulée « La Guerre des réseaux » (Netwar), sur l'émergence des risques induits par l'organisation en réseau des organisations criminelles. Cette étude étant devenue parfaitement d'actualité vient d'être remise à jour.

Le vrai combat dans cette Guerre, d'un type nouveau, n'a pas lieu entre des idéologies religieuses, mais entre des organisations criminelles organisées en réseau et de grandes Administrations Étatiques strictement hiérarchisées ; entre des organisations criminelles parfaitement adaptées aux actions fulgurantes rendues possibles par la communication numérique, et de grandes Administrations réagissant lentement suivant les schémas du début de l'ère industrielle.

La réponse du Gouvernement américain en dit long. Pour protéger le pays, la coordination des efforts est déléguée à un nouveau Super Ministère de 176,000 fonctionnaires. Ces fonctionnaires vont devoir attendre encore 5 ans pour avoir un bureau dans un même complexe administratif de façon à palier au manque de communication naturel dans une bureaucratie. L'administration américaine pense qu'après avoir résolu les dysfonctionnements les problèmes seront résolus.

Est-il possible qu'on se soit trompé de Guerre ?

Des solutions simples sont déjà connues, mais il faut les mettre en œuvre. Pour cela il faut innover en termes d'organisation et de Doctrine. Cette mise en œuvre passe par la création d'une entité

étatique autonome, ce qui permettra de préserver une grande agilité et une rapidité dans l'action de contre-offensive.

Le choix d'une structure organisationnelle appropriée pour cette « Force de Défense Électronique » nous ramène quelques années en arrière au débat qui mena à la création des Forces Aériennes. Nous avons aujourd'hui une dialectique et des choix en tout point semblables. Pour pouvoir en tirer tout le potentiel militaire de cette nouvelle arme qu'était l'aviation, il a d'abord fallu créer une nouvelle entité administrative, les Forces Aériennes, autonome et indépendante de l'Armée de Terre et de la Marine. Une réflexion en ce sens est déjà en cours malgré certaines réticences.

ANNEXE – A – Événements Marquants

Année	Attentat Réussi Tentative	Cible	Lieu	Type Victimes	Acteur
1979		Khomeyni au pouvoir	Iran		
1979		Début Jihad Afghanistan	Afghanistan		
1979		Saddam Hussein au pouvoir	Irak		
1980		Début guerre	Irak - Iran		
1980	Réussi	École Juive	Anvers Hollande		Abu Nidal
1980	Réussi	Synagogue	Paris France	Bombe 4 morts	OLP
1981	Réussi	Synagogue	Vienne Autriche		Abu Nidal
1982	Réussi	Restaurant	Paris France	Mitrailage 6 morts 22 blessés	Abu Nidal
1983	Réussi	Ambassade US	Beyrouth Liban	Suicide Voiture bombe 150 victimes	Hezbollah
1983	Réussi	Caserne US Marines	Beyrouth Liban	Suicide Camion bombe 350 victimes	Hezbollah
1983	Réussi	Caserne Parachutistes France	Beyrouth Liban	Suicide Camion bombe	
1984	Réussi	Ambassade US	Beyrouth Liban	Suicide Camion bombe 100 victimes	Hezbollah
1985	Réussi	Aéroport comptoir El Al	Vienne Autriche	Mitrailage 3 morts	Abu Nidal
1985	Réussi	Aéroport Comptoir El Al	Rome Italie	Mitrailage 15 morts 100 blessés	Abu Nidal
1986	Réussi	Synagogue	Istanbul Turquie	Mitrailage	Abu Nidal
1986	Réussi	PAN AM Piratage	Karachi Pakistan	Piratage	Abu Nidal
1986	Réussi	Magasin Tati	Paris France	Bombe 5 morts 54 blessés	Iran
1986	Réussi	Magasin Galeries Lafayette	Paris France	Bombe 42 blessés	Iran
1986	Réussi	Magasin Champs Elysés	Paris France	Bombe 4 morts 13 blessés	Iran
1986	Réussi	Hôtel de Ville	Paris France	Bombe 1 mort 22 blessés	Iran
1986	Réussi	Préfecture de	Paris	Bombe	Iran

Une Guerre Nouvelle a Commencé

		Police	France	1 mort 60 blessés	
1988		Fin guerre	Irak - Iran		
1988	Réussi	Bateau de Tourisme City of Poros Piratage	Méditerranée	Mitrailage 9 morts 98 blessés	Abu Nidal
1988	Réussi	PAN cyberguerre Piratage	Lockerbie Angleterre	Suicide bombe 300 morts	Iran FPLP Libye
1989		Fin Jihad	Afghanistan		
1990		Guerre du Golfe	Koweït		Irak
1991		Guerre du Golfe	Koweït		Irak
1993	Réussi	World Trade Center	New York NY. USA	Camion bombe 7 morts 1.000 blessés	Al Qaeda
1994	Réussi Partiel	Air France Piratage Suicide Tour Eiffel	Marseille Paris France	Avion Missile 3 morts	GIA
1995	Réussi	RER Sain Michel	Paris France	Bombe 8 morts 111 blessés	GIA
1995	Tentative	Place de l'Étoile	Paris France	Bombe 17 blessés	GIA
1995	Tentative	Marché Richard Lenoir	Paris France	Bombe En panne	GIA
1995	Tentative	TGV Paris - Lyon	Lyon France	Bombe En panne	GIA
1995	Réussi Partiel	École Juive	Lyon France	Bombe 1 blessé	GIA
1995	Réussi	Avenue d'Italie	Paris France	Bombe 16 blessés	GIA
1995	Réussi	RER C	Paris France	Bombe 30 blessés	GIA
1995	Réussi	Bâtiment militaire US	Riyad Arabie Saoudite	Bombe 7 morts	Al Qaeda
1996	Réussi	Base militaire US Khobar Towers	Dhahran Arabie Saoudite	Camion bombe 19 morts 530 blessés	Al Qaeda
1996		Les Taliban au Pouvoir	Afghanistan		
1996		Ben Laden rentre en Afghanistan	Afghanistan		
1997	Réussi	Louxor Touristes	Louxor Égypte	Mitrailage 68 morts	Jama'a Islamya
1998	Réussi	Ambassade US	Nairobi Kenya	Voiture bombe 4.200 blessés	Al Qaeda
1998	Réussi	Ambassade US	Dar es-Salam Tanzanie	Voiture bombe 100 blessés	Al Qaeda
1998	Tentative	Marché	Lille France	Bombe	GIA
1999	Tentative	Cellule Al Qaeda arrêtée	Amman Jordanie		Al Qaeda

1999	Tentative 31 Déc.	Aéroport Los Angeles Ahmed Ressam arrêté à la frontière du Canada	Los Angeles Calif. USA	Bombe	Al Qaeda
2000	Tentative 3 Jan.	Marine US USS Sullivan Bateau suicide surchargé	Aden Yémen	Bateau suicide	Al Qaeda
2000	Réussi 12 Oct.	Marine US USS Cole	Aden Yémen	Bateau suicide 17 morts	Al Qaeda
2000	Tentative 31 Déc.	Cathédrale 4 participants arrêtés	Strasbourg France	Repérage	Al Qaeda
2001	Tentative	Ambassade US Cellule arrêtée	Rome Italie	Bombe Gazes	Al Qaeda
2001	Tentative	Ambassade US 2 participants arrêtés	Paris France	Voiture bombe	Al Qaeda
2001	Réussi	World Trade Center	New York NY. USA	2 Avions Missiles	Al Qaeda
2001	Réussi	Pentagone	Washington USA	Avion Missile	Al Qaeda
2001	Réussi Partiel	Maison Blanche Passagers ont résisté	Washington USA	Avion Missile	Al Qaeda
2001	Réussi	Parlement	New Delhi Inde	Mitrailage 15 morts	Cachemir e
2001	Tentative	American Airlines Paris – Miami R. Reid arrêté	USA	Chaussure Bombe	Al Qaeda
2002	Réussi	Temple Protestant	Islamabad Pakistan	Grenade 5 morts	Islamistes
2002	Réussi	Synagogue	Djerba Tunisie	Camion bombe 21 morts	Al Qaeda
2002	Tentative	Marine US Bateaux Cellule arrêtée ¹	Gibraltar Maroc	Bateau bombe	Al Qaeda
2002	Tentative	Cathédrale Participants arrêtés ²	Bologne	Repérage	Al Qaeda
2002	Réussi	Bus ingénieurs Français	Karachi Pakistan	Voiture bombe 14 morts	Al Qaeda
2002	Tentative	Ryanair Vaesterass – Londres Kerim Chatty arrêté ³	Vaesterass Suède	Avion Piratage	Al Qaeda

¹ Paul Maniglier, Trois Saoudiens arrêtés au Maroc, Le Figaro, 12 juin 2002.

² Richard Heuzé, Un attentat islamiste déjoué à Bologne, Le Figaro, 21 août 2002.

³ Marie-Laure Le Foulon, La Suède pense avoir échappé à un nouveau 11 septembre, Le Figaro, 3 septembre 2002.

Bibliographie

Stratégie

- Aron, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz, l'âge européen*, Gallimard, 1976.
- Aron, Raymond, *Penser la guerre, Clausewitz, l'âge planétaire*, Gallimard, 1976.
- Clausewitz, Carl Von, *De la Guerre*, Les Éditions de Minuit, 1955.
- Courmont, Barthélémy, et Darko Ribinikar, *Les Guerres Asymétriques*, Puf, 2002.
- Creveld, Martin Van, *The Transformation of War*, The Free Press, 1991.
- Détienne, Marcel, et Jean-Pierre Vernant, *Les Ruses de L'intelligence – La Métis des Grecs*, Flammarion, 1974.
- Griffith II, Brigadier General Samuel B., *Mao Tse-tung on guerilla warfare*, University of Illinois Press, 1961.
- Kaplan, Robert, *Warrior Politics – Why leadership demands a Pagan Ethos*, Random House, 2002.
- Liang, Colonel Qiao, and Colonel Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare – China Master Plan to Destroy America*, Pan American Publishing Company, 2002.
- Machiavel, *Le Prince*, Flammarion, 1980.
- Machiavel, *L'art de la guerre*, Flammarion, 1991.
- Mazarin, Cardinal, *Bréviaire des politiciens*, Arléa, 1996.
- Mao Tse Tung, *Mao stratège révolutionnaire*, Ed. Du Félin, 2002.
- Montesquieu, *De l'esprit des lois Tome I et II*, Flammarion, 1979.
- Musashi, Miyamoto, *A Book of Five Rings*, The Overlook Press, 1974.
- Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*, Flammarion, 1963.

Géopolitique

- Arquilla, John, and David Ronfeldt, *The Advent of Netwar*, RAND, 2001.
- Campbell, Duncan, *Surveillance Electronique Planétaire*, Ed. Allia, 2001.
- Carter, Ashton, and William Perry, *Preventive Defense*, Brookings, 1999.
- Chomsky, Noam, Ramsey Clark and Edward W. Said, *La Loi du plus Fort – Mise au pas des États voyous*, Le Serpent à Plumes, 2002.
- Cordellier, Serge, *La Mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, 1997.
- Field, Michael, *A Hundred Million Dollars a Day*, Sidgwick & Jackson, 1975.

- Géré, François, *Pourquoi les guerres – Un siècle de géopolitique*, Larousse, 2002.
- Joint Chiefs of Staff, *Joint Vision 2020 – America's Military : Preparing for Tomorrow*, US Government, 2001.
- Chairman of the Joint Chiefs of Staff, *Joint Vision Implementation Plan*, US Government, 2001.
- Kaplan, Robert, *The Coming Anarchy – Shattering the Dreams of the Post Cold War*, Vintage Books, 2000.
- Kissinger, Henry, *White House Years*, Little Brown, 1979.
- Kissinger, Henry, *Years of Renewal*, Simon & Schuster, 1999.
- Lanxade, Amiral Jacques, *Quand le monde a basculé*, Nil Éditions, 2001.
- Liang, Qiao, and Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare*, PLA Literature & Arts Publishing House, 1999.
- Miller, Judith, Stephen Engelberg et William Broad, *Germes – Les armes biologiques et la nouvelle guerre secrète*, Fayard, 2002.
- O'Hanlon, Michael, Peter Orszag, Ivo Daadler, I.M. Destler, David Gunter, Robert Litau, James Steinberg, *Protecting the American Homeland*, Brookings
- The President of the United States, *Securing the Homeland Strengthening the Nation*, US White House, 2002.
- Rubio, François, *Les ONG, acteurs de la mondialisation*, La Documentation française, 2002.
- Sampson, Anthony, *The Seven Sisters – The great Oil Companies & the World they shaped*, Bantam Books, 1975.
- United Nations Development Program, *Arab Development Report 2002 – Creating Opportunities for Future Generations*, United Nations, 2002.
- United States Air Force, *Air Force Posture Statement 2002*, USAF, 2002.
- United States Air Force, *Global Engagement : A Vision for the 21st Century Air Force*, USAF, 2002.

Renseignement

- Baer, Robert, *La Chute de la CIA*, JC Lattès, 2002.
- Bamford, James, *Body of Secrets*, Doubleday, 2001.
- Cooley, John K., *CIA et Jihad 1950-2001*, Ed. Autrement Frontières, 2002.
- Démocraties, *Quel Renseignement pour le XXI Siècle*, Lavauzelle, 2002.
- Étienne, Genovefa et Claude Moniquet, *Histoire de l'espionnage mondial – De la guerre froide à la guerre antiterroriste*, Kiron, 2002.
- Guisnel, Jean, *La Citadelle endormie – Faillite de l'espionnage américain*, Fayard, 2002.

- Herman, Michael, *Intelligence Power in War and Peace*, Cambridge, 1996.
- Jerusalmy, Raphael, *Shalom Tsahal*, NM7 ed., 2002.
- Lacoste, Amiral Pierre, François Thual, *Les Services Secrets et Géopolitique*, Lavauzelle, 2002.
- Steele, Robert David, *On Intelligence – Spies and Secrety in an Open World*, OSS International Press, 2001.
- Winterbotham, F.W., *The Ultra Secret*, Dell, 1974

Infoguerre

- Denning, Dorothy, *Information Warfare and Security*, Addison Wesley, 1999.
- Guichardaz, P., P. Lointer et P. Rose, *L'Info Guerre*, Dunod, 1999.
- Guisnel, Jean, *Cyber-Wars espionage on the Internet*, Perseus Books, 1999.
- Harbulot, Christian et Didier Lucas, *La Guerre Cognitive*, Lavauzelle, 2002.
- Huyghe, Francois-Bernard, *L'Ennemi a l'ère numérique*, Puf, 2001.
- Ratray, Gregory, *Strategic Warfare in Cyberspace*, The MIT Press, 2001.
- Schwartau, Winn, *Information Warfare 2nd. Edition*, Thunder's Mouth Press, 1996.
- Toffler, Alvin, *War and Anti-War – Making sense of today's Global Chaos*, Warner Books, 1993.

Criminologie et Terrorisme

- Adler, Alexandre, *J'ai vu finir le monde ancien*, Grasset, 2002.
- Alexander, Yonah and Michael S. Swetnam, *Usama bin Laden's al-Qaida : Profile of a Terrorist Network*, Transnational Publishers, 2001.
- Basbous, Antoine, *L'Arabie Saoudite en Question*, Perrin, 2002.
- Bauer, Alain et Xavier Raufer, *La Guerre ne fait que commencer*, JC Lattes, 2002.
- Brisard, Jean Charles et Guillaume Dasquié, *Ben Laden La vérité interdite*, Denoel, 2002.
- Cretin, Thierry, *Mafias du Monde*, Puf, 1998.
- Delval, Pierre, *Faux et Fraudes*, Puf, 1998.
- Dupuis, Marie Christine, *Finance Criminelle*, Puf, 1998.
- Gunaratna, Rohan, *Al Qaida – Au Coeur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement Frontières, 2002.
- Heisbourg, François, *Hyper terrorisme la nouvelle guerre*, Ed. Odile Jacob, 2001.
- Jacquard, Roland, *Les Archives secrètes d'Al Qaida*, Jean Picollec, 2002.

- Labévière, Richard, *Les Dollars de la terreur – Les États Unis et les islamistes*, Grasset, 1999.
- Laidi, Ali et Ahmed Salam, *Le Jihad en Europe – Les Filières du Terrorisme Islamiste*, Seuil, 2002.
- Linde, Erik van de, Kevin O'Brien, Gustav Lindstrom, Stephan de Spiegeleire, Mikko Vayrynen, Han de Vries, *Quick scan of post 9/11 national counter-terrorism policymaking and implementation in selected European countries*, RAND Europe, 2002.
- Martin, Daniel et Frederic-Paul Martin, *Cybercrime*, Puf, 2001.
- Pipes, Daniel, *Militant Islam Reaches America*, Norton, 2002.
- Pontaut, Jean-Marie et Marc Epstein, *Ils ont assassiné Massoud*, Robert Laffont, 2002.
- Sfeir, Antoine, *Les réseaux d'Allah – Les filières islamistes en France et en Europe*, Plon, 1997.
- Taylor, Max. and John Horgan, *The Future of Terrorism*, Frank Cass, 2000.
- United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, *Global Drug Trends*, UN ODCCP, 2001.
- United States Department of State, *Patterns of Global Terrorism 2001*, United States Department of State, 2002.
- United States Department of the Treasury, *National Money Laundering Strategy*, United States Department of the Treasury, 2002.

Droit et Protection du Citoyen

- Belleil, Arnaud, *E-Privacy*, Dunod, 2001.
- Boss, Amelia and Jeffrey Ritter, *Electronic data Interchange Agreements*, ICC Publishing, 1993.
- Erbschlof, Michael and John Vacca, *Net Privacy – A guide to developing & implementing an ironclad ebusiness privacy plan*, McGraw-Hill, 2001.
- Feral-Schahl, Christiane, *Cyber Droit*, Dunod, 2000.
- Garfinkel, Simson, *Database Nation*, O'Reilly, 2000.
- Interpol, *Interpol – Textes Fondamentaux*, Puf, 2001.
- Raufer, Xavier, *Entreprises les 13 pièges du chaos mondial*, Puf, 2000.
- Whitaker, Reg, *Tous Fliqués – La vie privée sous surveillance*, Denoel, 2001.

Informatique

- Al Agha, Pujolle, Vivier, *Réseaux de mobiles & réseaux sans fil*, Eyrolles, 2001.
- Campus Press, *Sécurité Optimale 3^e Ed*, Campus Press, 2001.
- Crume, Jeff, *Inside Internet Security*, Addison Wesley, 2000.

- Garfinkel, Simson and Gene Spafford, *Web Security, Privacy & Commerce, 2 Ed.*, O'Reilly, 2002.
- Ghosh, Anup K., *E-Commerce Security*, Wiley, 1998.
- IIT Research Institute, *Independent Technical Review of the Carnivore System – Final Report*, IITRI, 2000.
- Kaeo, Merike, *Sécurité des Réseaux*, Cisco Press, 2000.
- Mainwald, Eric, *Sécurité des Réseaux*, Campus Press, 2001.
- Mel, H.X. et Doris Baker, *La Cryptographie décryptée*, Campus Press, 2001.
- Ministère de l'Économie des Finances et de l'industrie, *La Nouvelle Donne du Commerce Électronique*, Ed. de Bercy, 1999.
- National Institute of Standards and Technology, *Computer Security*, US Government, 2001.
- Northcutt, Stephen, Judy Novak, Donald McLachlan, *Detection des Intrusions Réseaux*, Campus Press, 2001.
- Pipkin, Donald, *Sécurité des systèmes d'information*, Campus Press HP Books, 2000.
- Pujolle, Guy, *Initiation aux Réseaux*, Eyrolles, 2000.
- Scambray, Joel, Stuart McClure, George Kurtz, *Hacking Exposed 2^e Ed*, McGraw-Hill, 2001.
- Toigo, John William, *Disaster Recovery Planning 2 Ed.*, Prentice Hall, 2000.
- United States General accounting Office, *Critical Infrastructure Protection*, GAO, 2001.

Bibliographie Générale

- Hardt, Michael and Antonio Negri, *Empire*, Harvard University Press, 2000.
- Marshall McLuhan, *Understanding Media the extension of Man*, Signet, 1964.
- Ohmae, Kenichi, *The Invisible Continent*, Harper Business, 2000.
- Tapscott, Don, *Capital Réseaux*, Village Mondial, 2001.
- Toffler, Alvin, *Future Shock*, Bantam Books, 1970.
- Toffler, Alvin, *The Third Wave*, Bantam Books, 1981.
- Toffler, Alvin, *Power Shift – Knowledge, Wealth, and Violence at the edge of the 21st Century*, Bantam Books, 1990.
- Singh, Simon, *The Code Book. The Secret History of Codes & Code-breaking*, Fourth Estate London, 1988.
- Virilio, Paul, *L'Insécurité du territoire*, Galilée, 1976
- Virilio, Paul, *Cybermonde la politique du pire*, Ed. Textuel, 1996.